

## La grève du transport en commun

# La négociation reprend sous la menace d'une loi d'exception

### La Cour refuse d'entendre les requêtes de la CTCUM

#### québec

#### Un jugement historique

page 3

#### C'est la fête à Cabano

Quatre années après le "samedi de la colère", les citoyens de Cabano étaient en fin de semaine la relance de leur municipalité. On a enlevé la première pelletée de terre sur le site où s'ouvrira, en 1976, la cartonnerie finalement arrachée aux pouvoirs qui étaient prêts naïvement à laisser dépérir Cabano.

page 2

#### Où va l'Université de Sherbrooke?

Dans un deuxième article, consacré au rayonnement culturel de l'Université, Maurice Giroux note d'abord le caractère tardif de cette vocation et analyse les difficultés que rencontre présentement le Centre culturel de l'Université de Sherbrooke.

page 5

#### monde

#### Encore neuf otages

Le commando qui occupe l'ambassade française de La Haye a relâché hier deux femmes parmi les otages qu'il détient. Il en reste maintenant neuf qui ont passé hier leur quatrième nuit d'angoisse.

page 10

#### Mme Allende accuse Kissinger

page 11

#### économie

#### Ils sont calmes, ces banquiers!

Les rumeurs de la crise économique ne semblent pas préoccuper outre-mesure les banquiers canadiens et américains, qui se rencontrent présentement à Montréal. On parle d'avenir du système bancaire. On compare. Tout juste le ministre canadien des finances est-il venu hier soir jeter sa touche pessimiste, en affirmant que "le Canada ne s'en sortira pas facilement".

page 9

#### spectacles

#### Redécouvrir le monde

Il n'y a pas seulement Sergio Leone! La nouvelle saison de la cinémathèque québécoise est marquée par une volonté de redécouverte du cinéma mondial.

page 13

par Pierre Tanguay

Nouveaux rebondissements dans le conflit du transport en commun de Montréal, qui en est à sa 41e journée.

• Convocation spéciale de l'Assemblée nationale pour demain par le premier ministre Bourassa afin de procéder à l'adoption d'une loi spéciale mettant fin au débrayage des employés de garage et d'entretien.

• Rejet par la Cour supérieure des accusations d'outrage au tribunal requises par la CTCUM contre 160 de ses employés.

• Reprise des négociations entre les 1,600 grévistes et le gouvernement québécois.

Le bureau du premier ministre Bourassa a annoncé hier au cours de la matinée que l'Assemblée nationale était convoquée cet après-midi à trois heures pour procéder à l'adoption d'une loi spéciale mettant un terme au conflit en cours si la situation n'avait pas évoluée d'ici là.

Le fait le plus surprenant et le plus inattendu de la journée est sans aucun doute la décision du juge en chef de la Cour supérieure Deschênes, de rejeter toutes les accusations d'outrage au tribunal encore pendantes contre 160 des employés de la CTCUM.

Le juge a basé son jugement sur deux faits bien précis.

Premièrement, les accusations d'outrage au tribunal ne relèvent plus dans ce cas selon lui, d'une Cour civile mais bien d'une Cour criminelle vu l'ampleur qu'a prise le mouvement de contestation de la loi.

Deuxièmement, il importe toujours, selon le juge Deschênes, de préciser que la solution au conflit actuel ne relève pas des tribunaux mais bien les législateurs. Il a ajouté que ces derniers ne devaient pas se décharger de leur responsabilité sur les tribunaux.

Cette décision du juge Deschênes a été qualifiée d'historique par le président de la CSN, M. Marcel Pepin. Elle est historique dans ce sens qu'elle impliquerait selon l'avocat chargé de la défense des 160 accusés, Me Clément Richard, que désormais, les juges hésiteraient dans des cas de conflits de travail, à accorder des outrages au tribunal de manière aussi intensive qu'actuellement.

M. Marcel Pepin a enchaîné pour déclarer que maintenant que la magistrature avait compris, il ne restait plus qu'à convaincre la législature de "l'impossibilité" de la situation actuelle.

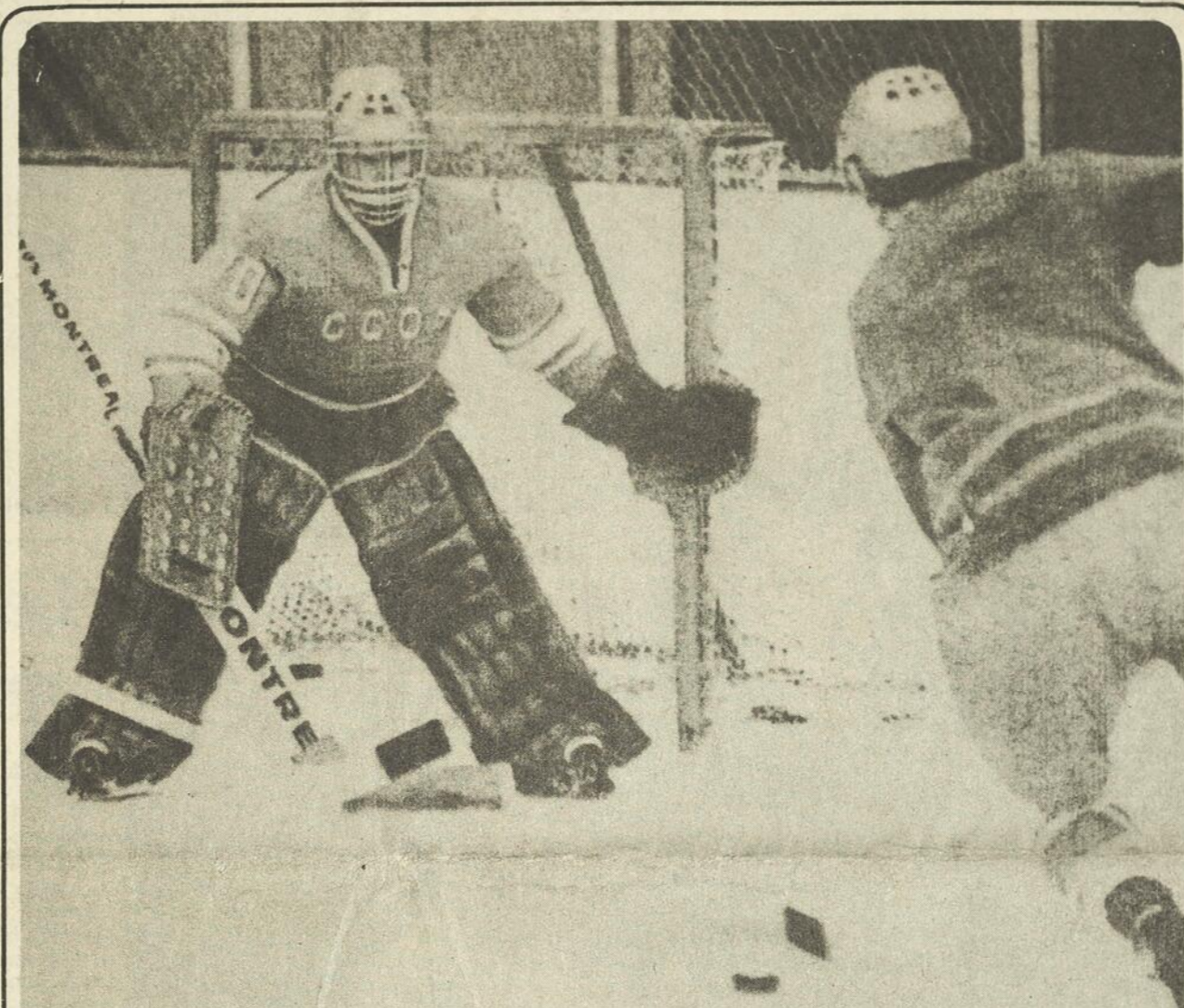
Devant le rejet des accusations d'outrage au tribunal par la Cour supérieure, la CTCUM devra maintenant se présenter devant la Cour du banc de la Reine si elle veut que ces accusations soient entendues devant une Cour criminelle. À ce stade-ci, il est impossible de prévoir quel sera le prochain geste de la Commission de Transport de la CTCUM.

#### Négociations

Peu après avoir commenté le jugement rendu par le juge Deschênes, le président de la CSN a annoncé une reprise fort probable des pourparlers entre les représentants des 1,600 employés de garage et d'entretien de la CTCUM et du gouvernement et ce, pour un peu plus tard au cours de la soirée ou pour ce matin.

Cette affirmation, M. Pepin a pu la faire après avoir parlé avec M. Robert Bourassa qui l'appela un peu plus tôt directement de New York. Des deux côtés, on avait alors affirmé que l'on était toujours prêt à négocier malgré et peut-être surtout à cause de la loi spéciale qui se fait toujours de plus en plus menaçante.

On ignore encore quels sont les résultats des pourparlers qui devaient avoir lieu entre le ministre du Travail, M. Jean Cournoyer et M. Marcel Pepin, probablement accompagné par des représentants des grévistes. Ces pourparlers devaient se dérouler sans la présence de la CTCUM.



La série Canada-URSS débute ce soir

Le gardien soviétique, Vladislav Tretiak, qui a joué également contre le Canada lors de la première série en 1972, arrête un attaquant en sortant de son but lors d'une pratique de l'équipe russe à Québec. Tout le monde est d'accord, après avoir vu les Russes évoluer en 1972 contre les joueurs de la Ligue nationale, que ceux de l'AMH sont battus d'avance...

Nos informations, page 14

## La mise à sac de LG-2 a coûté \$35 millions

par Gisèle Tremblay

Le sac du chantier LG-2, à la Baie James en mars dernier, aura coûté au Québec quelque \$35 millions, soit entre \$5 et \$6 par habitant.

Telle est la plus récente évaluation des pertes subies lors de cet événement. Les administrateurs de la Baie James en ont fait part hier à la commission d'enquête Cliche sur la liberté syndicale dans les chantiers créée précisément à la suite des incidents de mars, et d'abord à la demande de la CSN.

La Société d'énergie de la Baie James (SEBJ) estime que les dommages d'équipement sont de l'ordre de \$1,336,000, bien qu'il faille s'attendre à un coût de remplacement plus élevé du fait de la hausse des prix.

Mais il y a, aussi, des dommages indi-

rects, tels l'arrêt des travaux pendant 51 jours et l'affectation de personnel à la remise en marche du chantier, qui sont évalués à \$4.5 millions. L'accélération des travaux de construction pour rattraper le retard subi accroît le coût du barrage principal de \$12 millions. Des \$35 millions de l'évaluation totale, il reste \$17.2 millions qui représentent le supplément d'intérêts encourus sur les emprunts.

Cette évaluation ne comprend pas, précisent les gestionnaires de la Baie James, les pertes de revenus qui résulteront de l'exploitation tardive de la centrale: six mois de vente d'électricité.

Le mémoire des sociétés de la Baie James à la commission Cliche rappelle les événements de mars, mais il énumère en outre toute une série d'exactions imputées principalement aux délégués de chantier et aux représentants de la FTQ construction.

Même s'il cite des exemples, le mémoire s'en tient toutefois à une description générale des problèmes, en situant les responsabilités sans nommer les personnes. C'est que l'audition des mémoires, qui se poursuivra durant deux semaines, n'est qu'une étape de travaux de la commission.

Celle-ci a eu, depuis quatre mois, non seulement à constituer son équipe, mais aussi à enquêter sur une série de faits survenus dans les chantiers ces dernières années. À compter du 6 octobre, des témoins comparaitront et c'est alors que des délits précis d'extorsion, de pots-de-vin, de violence, de vandalisme, de prêts usuraires et de rackats seront mis en prouve, avec la relation précise des faits et des responsabilités personnelles.

D'ici là, la commission entendra à Québec les parties intéressées aux problèmes de la construction: demain,

L'Association des sous-entrepreneurs; jeudi, la Centrale des syndicats démocratiques (CSD); vendredi, la PTQ; lundi, la CSN; et la semaine, les associations patronale.

### le point du jour

#### Prendre l'école en charge?

Les enseignants de Montréal discutent actuellement d'une proposition importante à laquelle ils se sentent accablés par la force de décisions administratives qui, à leur avis, mettent en danger la qualité de l'enseignement qu'ils sont chargés de transmettre.

Cette proposition vise à "prendre l'école en charge". Certains préconisent la manière forte: mettre les directions d'écoles dehors et faire à leur place la répartition des tâches entre les professeurs de façon à ce que ceux-ci aient un fardeau de travail qui leur permette de s'occuper plus sérieusement des étudiants.

D'autres préconisent un changement complet du système actuel de gestion des écoles. Un conseil de gestion des affaires scolaires serait établi dans chaque école et ce comité serait composé de parents, d'enseignants, de membres du personnel de soutien et d'étudiants (au secondaire). Les

#### Ford essaie de se justifier

(D'après l'AFP) — Le président Gerald Ford a donné, hier soir au cours de sa conférence de presse, les raisons qui l'ont poussé à amnistier l'ex-président Richard Nixon, convaincu que sa décision a été prise dans l'intérêt de tous les Américains. Interrogé sur le "dossier chilien", le chef de l'exécutif américain a assuré que le gouvernement Allende cherchait à détruire la presse et les partis d'opposition.

L'acceptation de l'amnistie par l'ancien président Nixon peut être interprétée comme un aveu de culpabilité, a déclaré hier soir le président Gerald Ford au cours de sa seconde conférence de presse.

Le chef de l'exécutif a souligné que la principale raison pour laquelle il avait décidé d'accorder le 8 septembre une grâce amnistiant à M. Nixon était de mettre fin aux divisions et aux blessures que l'affaire de Watergate avaient suscitées dans la société américaine.

Il a souligné qu'il n'avait, avant sa décision, aucun renseignement particulier sur la santé de M. Nixon, et que c'était pour conserver la santé des États-Unis et non celle de M. Nixon qu'il avait agi ainsi.

Le président Gerald Ford a en outre reconnu que les États-Unis avaient aidé des partis et des journaux chiliens opposés au gouvernement Allende, mais il a démenti que son pays ait joué le moindre rôle dans le renversement du régime d'unité populaire il y a un an.

Interrogé, sur les révélations concernant le rôle de la C.I.A. dans les affaires intérieures chiliennes, a assuré que le gouvernement Allende cherchait à détruire la presse et les partis d'opposition.

L'aide apportée par les États-Unis à ces partis et journaux d'opposition correspondait à l'intérêt du peuple chilien ainsi qu'à celui de l'Amérique, a souligné M. Ford.

Par ailleurs, l'annonce hier de l'amnistie conditionnelle accordée aux in-soumis et déserteurs américains, par le président, a été accueillie par des réactions mitigées à travers les États-Unis.

habituels administrateurs scolaires deviendraient alors des conseillers techniques auprès de ce conseil, chargé de prendre les décisions nécessaires.

Il est important à l'heure actuelle, dans le contexte scolaire que nous vivons, que tous et chacun de ceux qui sont concernés par l'éducation — et il faut être inconscient pour s'imaginer ne l'être que lorsqu'on a des enfants — discutent de cette proposition et l'abordent sérieusement. Elle n'est pas si révolutionnaire: les CEGEP sont déjà organisés selon un système qui s'apparente à ce conseil de gestion qu'on envisage.

Il ne s'agit pas ici de comparer les mérites du système collégial avec ce qui pourrait se faire au niveau élémentaire et secondaire. Il s'agit d'envisager une idée nouvelle qui pourrait même déboucher, éventuellement, sur une législation générale l'appliquant partout au Québec.

L'expérience a déjà été tentée à Montréal, mais comme elle reposait sur le bon vouloir d'individus et notamment d'une direction non habituelle à ce genre de partage des responsabilités, on a cru bon d'y mettre fin.

Mais l'idée n'est pas à rejeter. On devrait en discuter publiquement. Elle aurait au moins l'avantage, dans son application, de forcer les commissions scolaires à correspondre plus justement aux réalités sociologiques sur lesquelles elles reposent et à s'appuyer sur un pouvoir un peu plus démocratique.

Paule Beaugrand-Champagne

### La Commission Cliche La SEBJ accable la FTQ

page 6

# les régions



Quatre années après le "samedi de la colère"

## Cabano fête sa relance

par Claude Grégoire

CABANO. — "Halte-là! Halte-là! la cartonnerie est là!" C'est en chantant que la population de Cabano a inauguré la construction de sa cartonnerie, en fin de semaine.

Quatre années après le "samedi de la colère", elle inaugurerait ainsi, également, la relance de cette municipalité du Témiscouata.

"Enfin, on a notre place au soleil!" clamait fièrement une affiche.

Dimanche matin, des centaines d'automobiles ont défilé lentement et en silence de la polyvalente jusqu'au site de la future cartonnerie. Ce n'était pas des fleurs qu'on a semé sur le parcours mais bien des branches d'arbres: de ceux-là même qui seront acheminés à l'usine, en 1976.

Des centaines de personnes, venant un peu de tous les coins de la région, se sont rassemblées sur le terrain, toujours en silence. Puis, le soleil a percé les nuages et la première pelletée de terre, soulevée par le président du comité de survivance, M. Jos Landry, a constitué le signal: les applaudissements et les cris de joie ont salué ce début d'une ère nouvelle.

Un peu plus tard, la population répétait le geste accompli en 1970 celui de bloquer la route à Edmunston. Cette fois, cependant, c'était pour fêter sur la place publique.

On espère que d'autres imiteront notre geste" a déclaré au JOUR M. Landry, se remémorant l'exposition de

colère d'une population qui en avait assez en 1970.

Cette année-là, un groupe de citoyens a fait exploser les ponts et saccager les installations de la d'Auteuil Lumber, qui en l'espace d'un mois et demi avait coupé quelque 4.000 cordes de bois sans tenir sa promesse: celle de construire une usine à Cabano.

"La seule chose à faire, raconte M. Landry, c'était de les mettre dehors!" Effectivement, la compagnie fut obligée, à force de poignets, de plier bagages.

C'était le premier août, le célèbre samedi de la colère.

Et c'est peu de temps après que le projet d'une car-

tonnerie germa dans l'esprit de quelques citoyens.

"Je me souviens de nos voyages à Ottawa et Québec. Bien souvent, personne dans l'auto ne prononçait un seul mot de tout le voyage de retour!" raconte M. Landry, expliquant les difficultés rencontrées.

Aujourd'hui, on sait que la cartonnerie n'a pas l'envergure qu'on lui accordait au début. Évalués à quelque \$17 millions, elle fournira des emplois à quelque 200 personnes, à l'extérieur et à l'intérieur et produira 75.000 tonnes de papier canelure par année.

Nous sommes loin des promesses du premier ministre Bourassa, qui le 19 septembre 1972 annonçait solennellement: "La cartonne-

rie projetée à Cabano par la Société populaire des pâtes et papiers du Québec sera construite au coût d'environ \$37 millions."

D'autre part, la participation populaire n'est pas de 50% mais bien de 25%. Mais la population de Cabano s'est gardé le droit de racheter les actions de Rexfor et de Papiers Cascades.

Ce qui a permis à M. Landry d'affirmer "Aujourd'hui, on peut dire que c'est une victoire..."

En 1976, lorsque la cartonnerie commencera à entrer en opération, les travailleurs forestiers et les ouvriers qui en sont réduits à un exil hebdomadaire au Maine, notamment, pourront revenir chez eux, et y gagner leur pain.



Photo Claude Grégoire

Quatre années après le "samedi de la colère", les pelles sont devenues les armes des citoyens de Cabano: la cartonnerie, même si elle est construite grâce à d'autres investisseurs, est d'abord l'oeuvre de la population.

## Les citoyens de l'Abitibi appuient les parents de Joliette-Montcalm

(P.B.-C.) — Les citoyens de Mont-Brun et de toutes les paroisses marginales du Nord-Ouest québécois annoncent qu'ils appuient inconditionnellement les parents de quatre villages de la région de Joliette qui tentent actuellement de maintenir ouvertes leurs écoles locales.

"Nous savons ce que c'est de vivre ce qu'ils vivent, ont-ils déclaré au JOUR, et nous tenons à les assurer de notre entier appui". Les gens de Mont-Brun nous ont aussi informé qu'ils allaient publier dans quelques jours un jour-

nal des événements qu'ils ont eux-mêmes vécus au printemps dernier et qu'ils en feront parvenir copie à tous les comités de parents du Québec.

Les parents des villages de Saint-Liguori, Sainte-Marie-Salomé, Saint-Esprit et Saint-Alexis ont refusé pendant trois jours de la semaine dernière d'envoyer leurs enfants à l'école pour appuyer leurs revendications. Ils ont accepté hier matin de les retourner en classe en attendant la tenue d'une assemblée spéciale de la commission scolaire, convoquée pour jeudi soir à la demande de deux commissaires qui appuient les parents dans leurs réclamations.

Plus de 1000 télégrammes émanant de familles de ces quatre villages du comté de Joliette-Montcalm ont été envoyés au ministère de l'Éducation la semaine dernière. Les parents réclament une nouvelle répartition scolaire; ils estiment qu'il serait logique qu'on répartisse les élèves de l'élémentaire de Saint-Jacques dans les écoles locales des quatre villages, ce qui libérerait l'école Saint-Louis-de-France à St-Jacques où on pourrait concentrer les niveaux I et II du secondaire.

Cette formule aurait l'avantage, disent-ils, de sauver leurs écoles élémentaires et de réduire le transport scolaire auquel ils sont actuellement soumis. Ils refusent également qu'on concentre les cinq niveaux du secondaire dans une polyvalente qu'ils savent que leur commission scolaire veut construire, même si celle-ci le nie (le terrain serait déjà acheté).

La solution des parents a déjà été refusée, mais ceux qui réclament l'assemblée de jeudi prochain espèrent faire rescinder cette décision. Sinon, ils reprendront leurs actions de protestation.

Par ailleurs, nous apprenons qu'à St-Gabriel de Brandon, les parents ont retourné les enfants de l'élémentaire à l'école hier matin, mais pas ceux du secondaire. Ils continuent leur lutte pour l'obtention d'une polyvalente.

### quoi faire au Québec?

LAURENTIDES  
Sainte-Agathe, Fatima, Saint-Jovite, Mont-Tremblant; Foire d'automne; expositions, excursions, compétitions sportives...

QUÉBEC  
Québec: Assises annuelles de l'Association des Hôtelières de la Province de Québec à l'Auberge des Gouverneurs.

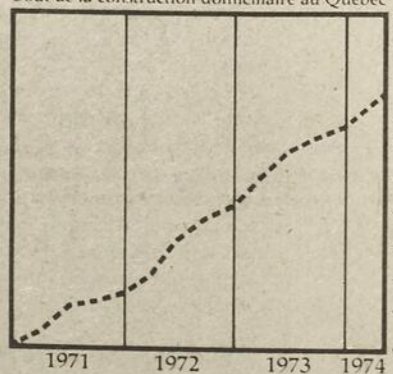
SAGUENAY  
Chicoutimi: 17h: séance d'information du président du 18e congrès de la Corporation des thanatologues du Québec, M. Marc Leclerc, à l'hôtel de ville de Chicoutimi.

**La valeur de votre maison grimpe à vue d'oeil. Ne jouez pas avec le feu!**

Vous êtes propriétaire. Et vous êtes sûrement content de voir grimper la valeur foncière de votre maison. Alors, ne jouez pas avec le feu. Surtout en cette période d'inflation spectaculaire.

Être mal protégé en cas d'incendie, c'est

Coût de la construction domiciliaire au Québec



jouer avec le feu. Bien sûr, vous avez une assurance-incendie. Mais tient-elle compte de l'énorme augmentation du coût de la construction? C'est cette augmentation qu'il vous faudrait supporter si vous aviez à reconstruire votre maison.

Depuis 1971, le coût de la construction, matériaux et main-d'oeuvre, a augmenté de 37,9% au Québec, 40% en Ontario et 48,5% dans les provinces de l'Atlantique. Pour protéger au maximum la valeur de votre maison, consultez votre courtier ou votre agent et étudiez avec lui votre police d'assurance actuelle. C'est ce qu'il faut faire si vous voulez dormir sur vos deux oreilles.

Le Bureau d'Assurance du Canada a rédigé deux dépliants pour vous aider à protéger l'argent que vous avez investi dans votre maison. "Vos assurances-habitation tiendront-elles

le coup contre l'inflation?" vous indique les points à considérer pour déterminer le montant de votre assurance-habitation en fonction du marché actuel. "Soixante façons de prévenir l'incendie chez vous", donne la liste des dangers d'incendie qui menacent votre foyer. Vérifiez-la article par article, pour éliminer ces dangers dans toute la mesure du possible.

Ces dépliants vous sont offerts gratuitement. Pour les recevoir, écrivez au Bureau d'Assurance du Canada. Aucun démarcheur ne vous approchera.

Nous ne souhaitons pas que le feu prenne chez vous. Mais si cela devait arriver, nous aimerions qu'au moins votre assurance vous protège convenablement. En somme, ne jouez pas avec le feu si vous ne voulez pas avoir à emprunter des milliers de dollars pour vous faire construire une nouvelle maison.

Bureau d'Assurance du Canada

**BAC**

1080, Côte du Beaver Hall, Montréal, (Québec) H2Z 1S8

**SCRIBEC**  
45 est, rue Jarry  
Montréal H2P 1S9  
387-2486

SECRÉTARIAT  
DACTYLOGRAPHIE  
IMPRESSION

PHOTOCOPIE XEROX

|       |     |
|-------|-----|
| 1-3   | 10c |
| 4     | 9c  |
| 5-10  | 8c  |
| 11-16 | 7c  |
| 17-30 | 6c  |
| 31-49 | 5c  |
| 50-70 | 4c  |

Format légal et papier couleur: 10% en sus  
Réduction à partir de 14" x 18"

IMPRESSION OFFSET

| copies | 8 1/2 x 11" | 8 1/2 x 14" |
|--------|-------------|-------------|
| 100    | 3.25        | 3.75        |
| 200    | 4.30        | 5.40        |
| 300    | 5.40        | 6.50        |
| 400    | 6.50        | 8.35        |
| 500    | 7.55        | 9.15        |
| 600    | 8.35        | 10.25       |
| 700    | 8.90        | 10.80       |
| 800    | 9.45        | 11.60       |
| 900    | 10.00       | 12.15       |
| 1000   | 10.80       | 12.70       |
| 2000   | 19.15       | 23.50       |
| 3000   | 28.00       | 34.55       |
| 4000   | 36.75       | 45.35       |
| 5000   | 45.35       | 56.15       |

**PSST !!!**  
**Peugeot 504 GL**  
Au prix spécial 1974  
Radio, anti-rouille  
6 roues 6 pneus  
Michelin  
(2 pneus neige inclus)  
Hâtez-vous  
avant augmentation  
25 au gallon jaune

**Biarritz**

10825, Racette - 323-1900.

**LE JOUR**  
LE JOUR est publié par la société SODEP INC., qui a son bureau principal au 387 Lebeau, Ville Saint-Laurent, Montréal 379. Il est imprimé à l'imprimerie Trans-Continental Inc., 433 Lebeau. La composition et le montage se font à l'atelier de composition D.S.C. Inc., 385 Lebeau.  
La Presse Canadienne et l'Agence France Presse sont autorisées à publier les informations du JOUR. Abonnement: édition quotidienne, livrée à domicile par porteur: \$1.25 par semaine; par la poste: \$52 par année et \$30 par six mois. Édition du samedi: \$12. Tarif de l'abonnement servi par la poste aérienne sur demande. Courrier de deuxième classe: enregistrement numéro 3299. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

collaborateurs  
Rédaction  
Rédacteur en chef: Yves Michaud  
Secrétaire général de la rédaction: Jean-Pierre Fournier  
Chef de pupitre: Pierre Godin; adjoints: Roch Côté, Bruno Dostie, Paul Paré  
Politique: Jacques Guay, Maurice Giroux, Evelyn Dumas, Gil Courtemanche, Claude Grégoire  
Consommation: Marie Vallée  
Travail et éducation: Paule Beaugrand-Champagne, Gisèle Tremblay  
Affaires urbaines: Rose-Anne Giroux.

Économie et finance: Jean Chartier, Pierre Sormany  
Vie et Culture: Alain Pontaut, Jean-Pierre Tadros  
Reporters: Marcelle Bourque, Pierre Tanguay, Pierre Bertrand  
Photographie: Antoine Désilets, Michel Giroux  
Caricature: Berthio  
Documentation: Ginette Héto  
Agences: Maurice Beaulieu.  
Sport: Alain Gerbier, Christian Nobert.  
Tourisme: Bougainville

Administration  
Directeur administratif: Robert St-Jean  
Contrôleur: Marcel Latendresse  
Comptable: Ginette Roy  
Assistante comptable: Johanne Marier  
Tirage  
Directeur: Marcel Pinsonnault  
Adjoint: Michel Gagné

Publicité  
Directeur: Publicité locale et nationale: Gérard Lapointe  
Représentants: Jacqueline Avril, Jean-Normand Senay, Rod Berger, Jean-Pierre Tison, Richard Bradette  
Francine Tremblay, Robert Pepin  
Carrières: Suzanne Asselin  
Petites annonces et Avis légaux: Ginette Tremblay  
Graphiste - maquettiste: François Delaney

TÉLÉPHONE: 331-8961 (lignes groupées)

# LE JOUR

Dans l'affaire de la CTCUM

## Un jugement historique

*“La Cour ne doit pas prêter son autorité à l'écrasement d'une masse de citoyens...”*

Le juge en chef Jules Deschênes de la Cour supérieure a rendu hier un jugement que dans de nombreux milieux on qualifie d'historique. En rejetant les requêtes pour outrage au tribunal sou- mises à l'encontre de quelque 160 grévistes par la Commission de Transport de la Communauté Ur- baine, il a au surplus sévèrement critiqué dans son ensemble la tendance à demander aux tribunaux de régler des conflits sociaux.

“D'ici à ce que l'autorité propri- étaire à la solution des conflits sociaux, écrit-il, je suis d'opinion que la Cour su- périeure ne doit pas prêter son autorité à l'écrasement d'une masse de citoyens par l'amende et la prison”.

Au début de son jugement, le juge Deschênes cite une ju- risprudence variée à l'appui

de son avis que les requêtes pour outrage au tribunal sou- mises par la CTCUM n'avaient pas leur place de- vant la Cour du Banc de la reine qui dispose des ques- tions criminelles (et où les procès pourraient s'entendre devant un jury).

Mais le juge Deschênes

ajoute immédiatement qu'ou- tre les motifs juridiques qu'il a à rejeter les requêtes, il y a aussi des raisons sociales.

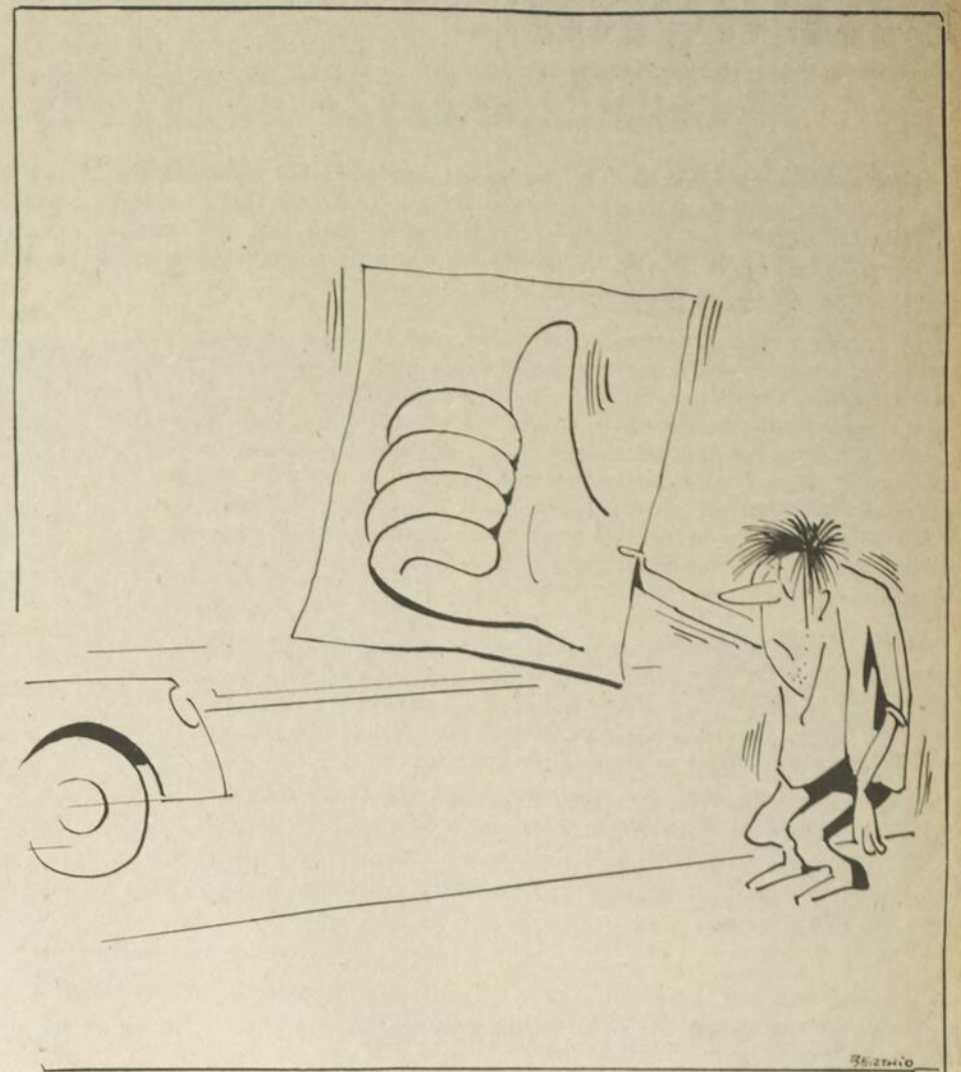
La CTCUM a pris le seul moyen que la loi prévoit ac- tuellement dans les cas comme le sien, et elle a cherché contre ses employés des condamna- tions pour outrage au tribu- nal. “Qu'un premier effort se fasse en ce sens, passe enco- re, mais espère-t-on régler le conflit de cette façon à longue échéance?” se demande le juge-en-chef, ajoutant plus loin que même si la CTCUM obtenait la ruine financière du syndicat, même si ses 1,600 employés d'entretien étaient en prison, “pensen-t-on re-

mettre le métro et les autobus en service par ce moyen dra- conien.”

“Le recours à l'outrage au tribunal consécutif à l'injon- ction, même s'il demeure adapté à la solution des conflits privés, ne répond plus, en thèse générale et sauf exceptions, aux impératifs de notre époque dans le domaine des conflits collectifs, écrit le juge en chef. On peut, on doit même regretter le temps où le respect de la loi imprégnait les moeurs et l'autorité des tri- bunaux recueillait l'assentiment populaire. Mais les re- grets sont stériles.”

Parlant de la nécessité d'imaginer des moyens nou- veaux pour régler des situa-

tions de conflit nouvelles, le juge Deschênes souligne: “Mais cet effort d'imagina- tion, cette adaptation néces- saire aux réalités de notre temps, c'est d'abord le pou- voir politique qui doit s'y as- treindre. Il n'a pas le droit de laisser le pou- voir judiciaire être saisi de ces conflits sociaux dans le cadre insatisfaisant des lois actuel- les. Il n'a pas le droit de se décharger sur le pouvoir judi- ciaire de son obligation politi- que et d'abandonner sur le pouvoir de ces conflits à la seule arme extrêmement de l'outrage au tribunal.”



## Bourassa s'intéresse au problème du CEGEP Rosemont

(P.B.-C.) — Lors d'une émission radiophonique di- manche matin, le premier ministre Bourassa a reconnu qu'il s'intéressait au dossier du collège de Rosemont et qu'il admettait que pour les personnes impliquées direc- tement dans le problème, les réclamations faites ne concer- nent pas des “dépenses de luxe”. M. Bourassa a déclaré que son gouvernement cou- pait actuellement dans ces dépenses de luxe pour pouvoir s'occuper de “dépenses né- cessaires” sans augmentation d'impôts.

Les réclamations du Col- lège de Rosemont concernent la construction d'aména- gements sportifs et culturels pour lesquels le ministère de l'Éducation (MEQ) vient d'annoncer qu'il retirait les budgets promis. La question est donc étudiée en haut lieu.

estiment le porte-parole col- légiaux, et le Comité de re- lance (parents, professeurs, direction, employés et étu- diants) compte terminer au début de la semaine prochaine le rapport sur le problème qui lui a été commandé par le sous-ministre Jacques Gi- rard, du MEQ.

Manifestations

Hier matin et hier après- midi, les étudiants ont réuti- lisé leur gymnase privilégié, à savoir l'intersection des rues Beaubien et 16e avenue. Les manifestations ont été tout-à- fait spontanées et le Comité de relance, tout en respectant leur impatience à obtenir sa- tisfaction, leur a cependant rappelé que toutes les actions émanant de membres du col- lège doivent être soumises à sa coordination. L'escouade anti-émeute est encore une

fois revenue pour reconduire les étudiants vers leur collège.

Demain, le Comité de re- lance du projet de construc- tion a déclaré la journée “jour de réflexion et d'informa- tion”. Tous les groupes im- pliqués, de la direction aux étudiants, réétudieront le problème qui les confronte, et

chacun proposera des moyens d'actions pour les prochaines semaines.

En fonction de ces actions que chaque groupe se sera dé- claré prêt à endosser, le Comité de relance décidera jeudi d'une planification glo- bale qu'il compte annoncer publiquement jeudi soir ou vendredi matin.

Les locataires ne sont pas partis...

## Un début de démolition qui en dit long

Même s'ils ont des baux ne se terminant que l'an pro- chain, les locataires des loge-

ments du 3988 au 3998 Saint-André, dans la métro- pole, ont eu la surprise, ré-

cemment, d'assister aux tra- vaux de démolition prélimi- naire de leur maison.

C'est ce que soulignent le comité “Logement” et les services juridiques du quar- tier Saint-Louis dans un communiqué où ils précisent que les locataires ont réussi à obtenir d'abord une injon- ction provisoire, puis une injon- ction permanente qui les protège de toute démolition.

Mais les défenseurs des lo- cataires en cause tiennent à profiter de cet incident pour dénoncer la ville de Montréal, qui accorde des permis de démolition pour des maisons encore habitées par des loca- taires. Une attitude qui de- vient possible en l'absence d'une véritable politique de rénovation urbaine qui em- pêcherait la démolition du stock de logement familial pour les remplacer par des loge- ments minuscules, déjà trop nombreux et à prix inaborda- bles.

## Une rue à la gloire de qui:

### Châteaubriand ou Durhan?

Des citoyens de la rue Durham viennent d'envoyer

## L'autoroute de la Gatineau: ça continue

Un contrat de plus de \$5 millions vient d'être accordé par le ministère des Trans- ports du Québec à Desourdy Construction de Longueuil, pour la construction complète de l'échangeur Preeman au- dessus de l'autoroute 5 dans la municipalité de Hull, comté de Gatineau.

D'après le ministre des Transports, M. Raymond Mailloux, la construction de l'échangeur Preeman concrétise “une fois de plus” la poli- tique de son ministère de dé- congestionner les centres vil- les et de créer des voies d'évi- tement pour ne pas embarra- ser inutilement la grille des rues urbaines par une circula- tion de transit.

## au jour le jour

• 8h à 22h  
Clinique de sang de la Croix-Rouge à la salle d'ex- position de la Place Bon- aventure, rue Lagachetière.

• 19h.  
Dîner du grand Conseil consultatif national de la Fé- dération des jeunes cham- bres du Canada français, à l'hôtel Skyline. conféren- cier: M. Jean-Paul L'Allier, ministre des Communica- tions.

• 19h30 à 21h  
L'Union des familles d'Ahuntsic Inc. prépare, en collaboration avec le Service d'éducation aux adultes (CECM), une série de cours d'éducation populaire (ren- contres avec les professeurs et animateurs, ceinture flé- chée, natation, yoga, etc...). L'inscription se fera au Cen- tre récréatif St-André Apo- tre, 215 ouest rue Prieur.

• 20h.  
Attribution des prix pour le concours de parterre et de boîtes à fleurs du Service des sports et loisirs de Montréal, au Centre culturel de l'Est, 2351 rue Chambly.

une pétition au président du comité exécutif de la métro- pole, M. Gérard Niding, pour que la rue s'appelle doréna- vant la rue Châteaubriand, dont elle est d'ailleurs le pro- longement naturel.

Dans un communiqué, ces citoyens soulignent que même si la rue Durham n'est pas particulièrement longue, le nom de Durham devrait être retiré de la circulation parce que ce libéral du 19e siècle fut

le premier à rédiger un rap- port où perce le mépris des anglo-saxons envers les autres peuples.

Comme le soulignent les ci- toyens, “c'est lui, en fait, qui, tout en considérant qu'en toute justice, le Canada devait être français, proposa qu'on en fasse un pays anglais”. Sous prétexte que les Français constituaient une race infé- rieure qui s'améliorerait en adhérant à la culture anglaise.

**une p'tite japonaise '74'**

**DATSUN**

**toute équipée toute neuve \$2965**

Pneus à flanc blanc ■ Tapis porte à porte ■ Allume-cigarette Cendriers avant et arrière ■ Membres de renfort dans les portes ■ Barre stabilisatrice avant ■ Enjoliveurs de roues Glace de custode ouvrante ■ Batterie 60 Ampères Sièges baquets avant inclinables ■ Moteur 1288 c.c. 4 cylindres 75 C.V. (S.A.E. brut) ■ Transmission à 4 vitesses synchronisées ■ Alternateur 50 Ampères ■ Glace teintée toutes fenêtres ■ Dégivreur électrique arrière ■ Servo freins assistés ■ Freins à disques avant ■ Console

RADIO AM FM ET PROTECTION ANTI-ROUILLE INCLUS DANS CE BAS PRIX.

**C'est le temps d'avoir la vôtre!**

**10305 Papineau (angle Fleury)**  
**382-2780**

brbellemore

## LIONEL CLERMONT DE LAVAL

La découverte de l'art de bien vivre commence chez Lionel Clermont de Laval.

exclusivité

Lionel Clermont de Laval, c'est une oasis d'exclusivités où l'on trouve des meubles modernes, contemporains ou coloniaux d'une rare beauté.

**315 BOULEVARD ST-MARTIN**  
À L'OUEST DU BOULEVARD DES LAURENTIDES • TEL: 667-2260

# Éditorial

L'Assemblée nationale est donc convoquée pour mercredi, pour discuter d'une loi spéciale destinée à mettre fin au conflit de travail à la CTCUM. Une fois la grève terminée, il faut espérer que le gouvernement fasse un sérieux effort de réflexion pour éviter que les problèmes que cette grève a fait apparaître ne se représentent trop souvent.

Le premier de ces problèmes est celui de l'indexation des salaires. On veut bien admettre que face aux demandes de réouverture de conventions collectives dans le secteur privé, le gouvernement se sente démuné ou en tout cas dans une situation difficile. Dans le secteur public, on comprend plus mal qu'il laisse des grèves pourrir. Le syndicat a demandé l'indexation dès le 25 mars, c'est-à-dire trois jours avant le discours du budget de monsieur Garneau qui se vantait, entre autres choses, d'une part d'étendre l'indexation dans tout le secteur des activités gouvernementales et d'autre part d'avoir substantiellement accru les subventions aux communautés urbaines.

Dans ces conditions, comment peut-on sérieusement refuser l'indexation aux employés des communautés urbaines? Et comment peut-on se barricader derrière cette fiction légale et administrative en vertu de laquelle ce qui est bon pour un service gouvernemental est mauvais pour un service de communauté urbaine subventionnée.

À la limite, on arriverait à cette absurdité que, l'administration du bien-être social étant gouvernementale sauf à Montréal, ses employés auraient droit à des avantages que n'auraient pas ceux des services montréalais de bien-être social (alors que le gouvernement de Québec en rembourse intégralement le coût).

# L'aboutissement de la grève

Il va falloir considérer, un jour, le secteur public comme un tout et le traiter en conséquence. Le gouvernement a compris ce principe dans le cas des commissions scolaires, il y a sept ans déjà. Il est temps qu'il le comprenne aussi à l'égard des services municipaux qu'il subventionne.

Le deuxième problème qui est apparu au cours de cette grève est celui de l'obligation de travailler, au gré de la gérance, pendant les jours fériés. Dans le secteur privé, cette obligation a souvent été abolie à l'occasion de négociations collectives (de même d'ailleurs que l'obligation de faire du temps supplémentaire). Il était de bonne guerre que depuis un an, tant de syndicats insistent auprès de leurs membres pour leur faire refuser le travail supplémentaire ou le travail les jours fériés tant que les conventions collectives n'auraient pas été réouvertes.

La tactique a souvent réussi. Et on ne pouvait guère reprocher à un syndicat de la CTCUM de l'essayer pour faire réouvrir sa propre convention collective. Après tout, la non-obligation du travail les jours fériés avait été négociée. L'article 35.02 de la convention était peut-être ambigu, mais la sentence arbitrale du 8 avril donnait raison au syndicat.

Quant à savoir si une telle clause devrait apparaître dans la convention collective d'un service public, c'est tout à fait autre chose. Ceux qui, pour le compte de la CTCUM, ont accepté la clause 35.02 sont essentiellement responsables de ce qui s'est passé. Si l'on croit que la qualité des services publics exige que la gérance puisse imposer le temps supplémentaire ou le travail des jours fériés, qu'on tienne ferme là-dessus, ou, mieux encore, qu'on en fasse une disposition du Code du Travail. En tout cas, qu'on ne

permette pas que cette question soit ballottée d'une table de négociations à une autre, pour se rendre compte en définitive, qu'on ne peut plus assurer une qualité de service, qu'il faut essayer de contourner les dispositions de la convention, risquer des mesures disciplinaires, provoquer des réactions syndicales, aboutir à des injonctions et s'amener finalement chez le juge avec une centaine d'accusations d'outrage au tribunal.

La troisième question à laquelle le gouvernement devra penser, s'il en a les loisirs ou le goût, a justement trait à la procédure d'outrage au tribunal. On ne peut qu'approuver la CSN d'avoir orchestré ses opérations de façon à multiplier les cas et donc à rendre ridicule une procédure qui se veut d'exception. Cent cinquante-trois requêtes ont été présentées du 12 au 16 août. Hier, le juge Deschênes devait se prononcer sur 106 cas, dont plusieurs "récidivistes". On jugera peut-être habile qu'il se soit débarrassé de ces causes en les renvoyant à une instance pénale ou même qu'il ait refilé le "ballon" au gouvernement. L'habileté réelle aura été celle de la CSN qui l'a acculé à de telles conclusions.

Là encore, un réexamen du Code du Travail servirait mieux les fins de l'ordre public que des procédures dont on sait qu'elles ont abouti à envoyer il n'y a pas si longtemps les trois chefs de centrales syndicales en prison.

Toute grève finit toujours par se terminer. L'important, pour le public comme pour les parties aux négociations, c'est que les leçons ne se perdent pas.

Jacques Parizeau

## vous avez la parole

L'Église et l'indépendance

### Malgré l'empire romain et son joug, le Christ a rempli sa mission spirituelle

J'aurai l'air, sans aucun doute, d'un intrus qui se glisse dans une conversation intéressante, mais je n'ai pas pu contenir mon savoir d'exprimer une opinion aux propos de monsieur Jean Bousquet, o.p. parus dans LE JOUR du 31 août 1974. Comme ces commentaires faisaient suite à d'autres déjà publiés le 29 juillet et à un article du 3 juillet, je me suis plongé dans mes vieux journaux pour connaître toutes les facettes de cette discussion.

Je me sens, messieurs, bien petit devant votre savoir et je suis émerveillé de la façon dont vous maîtrisez notre langue française. Je ne suis ni professeur de lettres, ni écrivain, ni journaliste, mais un bien pauvre électricien qui ne possède aucune formation littéraire particulière.

La seule qualité que je pourrais partager avec vous serait cette honnêteté intellectuelle qui vous caractérise tous.

Je suis d'accord, monsieur Bousquet, que la lutte des francophones du Québec ne devienne jamais une guerre raciale qui défende seulement les intérêts mesquins du clan, si grands soient-ils, au détriment de la fraternité humaine universelle. Mais la philosophie séparatiste de monsieur Perrier et de nous tous est bien à l'opposé de cette idée.

Pourquoi le Christ n'a-t-il pas renversé l'empire romain? À cela, je ne pourrais répondre que par des suppositions, car la sagesse d'un Dieu est énormément supérieure à la mienne.

Le Christ est venu d'abord remplir sa mission spirituelle, mais les Juifs attendaient un roi guerrier qui les aiderait à dominer le monde. Autrement dit, remplacer le joug romain par le yranique juive. Mais dans sa grande sagesse, il a dû penser que s'il renversait César maintenant, l'impact de son message spirituel serait énormément diminué devant ses exploits militaires.

Aussi, a-t-il accepté le sacrifice ultime et il est devenu sur le calvaire la plus grande victime de cette domination romaine. Le bilan du joug romain ne fut pas seulement négatif, puisque c'est l'empire qui, comme les Grecs l'avaient fait précédemment, a porté la civilisation à travers le monde.

Aussi, nous avons cru bien faire lorsque nous avons délogé les indigènes d'Amérique au nom de la civilisation.

Dans sa sagesse divine, le Christ a peut-être vu aussi les immenses bien-

faits que la civilisation pouvait apporter à ces peuples dominés, et qu'ils valaient bien les souffrances, pour le temps qu'il a duré l'empire. Nous pourrions être d'accord que la culture de certains peuples valait bien celle des romains; mais les autres?

Pour ne nommer qu'une nation civilisée de cette époque, l'Égypte, par exemple, ne fut jamais conquise par Rome, mais elle est demeurée l'alliée de César.

De plus, à ma connaissance, jamais Rome n'a usé de méthodes coercitives pour dépersonnaliser les peuples conquis. Jamais elle n'a exigé que les sujets romains abandonnent leur foi, leurs langues, leurs traditions et cultures. Il leur fut demandé simplement de respecter l'autorité et de payer l'impôt à César.

Mais qu'est-ce que les Anglais sont venus faire ici? Notre civilisation et notre culture valaient bien la leur. Pourquoi ont-ils cherché et travaillé-ils encore subtilement à nous dépersonnaliser?

À ces questions, je ne vois qu'une réponse. C'est un outil efficace de colonisation qui nous emprisonne à l'intérieur de nos propres complexes et qui permet à eux, les anglophones, de continuer à nous exploiter, alors que partout à travers le monde, les empires s'écroulent, y compris celui des américains.

Quant au Christ, ce serait une grave erreur de croire qu'il a accepté avec autant de résignation le joug romain. Sa sagesse lui a fait choisir la voie de Dieu et non celle des hommes. Aussi, n'a-t-il pas envoyé Pierre construire son Église, non pas en Judée mais à Rome au cœur même de l'empire?

Sa victoire fut complète lorsque tous les évêques et les chrétiens marchèrent derrière Constantin pour renverser César. Le Vatican bâtit sur les ruines du vieil empire n'est-il pas le plus grand symbole de la liberté des peuples qu'ait voulu nous laisser le Christ?

Oui, monsieur Bousquet, je crois que nos évêques pourraient faire un petit examen de conscience et prier Dieu de leur donner le courage et Pierre et des autres apôtres pour aider notre nation à retrouver la lumière et la liberté.

Jean-Charles Vachon  
Laval

## Des Grands Ballets canadiens-anglais

À plusieurs reprises depuis la fondation du journal, vous avez accordé une certaine importance aux nouvelles provenant des Grands Ballets canadiens (publicité, critique, nouvelles). Dans un journal qui se veut le reflet des Québécois, je me dis que vous devriez fouiller un peu avant de nous sortir les informatinos qui viennent de cet organisme.

Par exemple, savez-vous combien de Québécois francophones (de danseurs, j'entends) sont engagés par cette compagnie? Avez-vous une idée de la langue de communication entre les gens dans cette institution? Savez-vous que les studios de l'école et de la compagnie sont situés sur Queen Mary Road, à l'ouest du boulevard Décarie à Montréal, dans un secteur anglophone qui oblige les étudiants et danseurs francophones qui habitent généralement dans l'est ou dans le nord à faire un long trajet à chaque fois qu'ils doivent se rendre aux studios?

En un mot, comme en mille, je crois que cette compagnie est faite essentiellement pour les "autres" (une fois de plus) et que notre journal (vos journalistes) devraient faire une petite enquête avant d'écrire n'importe quoi au sujet de cette institution supposément canadienne qui préfère dépenser l'argent des subventions gouvernementales au profit des étrangers au lieu d'encourager les Québécois qui, eux, sont obligés de s'expatrier pour exercer leur profession.

Je suis moi-même danseur, ancien élève de leur académie, qui a quitté cette galère il y a bientôt trois ans, dégoûté par cette colonisation qui fait fi des Québécois, même dans le milieu artistique. J'espère que vous considèrerez ces quelques lignes lorsque vous aurez à publier des informations provenant de cette compagnie.

René Fecault  
Saint-Léonard

## billet

### Maudit, que c'est choquant!

Heureusement que la machine à lire les pensées n'a pas encore été inventée. Je suis convaincu que les politiciens ne la désirent pas.

Imaginons une seconde qu'il s'en trouvait une dans la chambre de notre bien-aimé premier ministre (celui de Québec), au moment où il cherchait à s'endormir un soir de la semaine dernière. Laissons-la nous faire le compte-rendu de la réflexion profonde de notre personnage historique. Ça donnerait peut-être quelque chose comme ceci:

"En tout cas, un qui m'écoeure c'est Trudeau. Moi qui étais tout prêt pour mon voyage officiel en France. J'avais besoin de cela pour mon image. J'aurais pu être solennellement reçu par Giscard d'Estaing. Celui-là, je le retiens. Il m'a joué un sacré tour. Les Français ne sont pas fiables. Il suffit à Trudeau de se pointer pour être tout de suite invité. Qu'est-ce qu'il a que je n'ai pas? C'est un qui aura la vedette. Maudit, que c'est choquant!"

"Ce qui m'enrage le plus, c'est quand ils m'ont téléphoné d'Ottawa pour m'avertir de retarder mon voyage, de sorte que je passerais après Trudeau. Tu parles! Moi qui avais dit

à tellement de monde que je partais à la fin de septembre. Ça m'apprendra à faire des confidences ici et là. Maudit, que c'est choquant!"

"Le pire dans tout cela, c'est que je dois faire l'indifférent, trouver cela normal et même excellent, rappeler que j'ai été reçu avant lui à deux reprises. Tout le monde va trouver cette explication ridicule. En définitive, on s'apercevra partout que c'est maintenant Trudeau qui a le dessus. Si au moins il avait pris une bonne fouille aux élections fédérales. Pas de danger! Maudit que c'est choquant!"

"Pis, il y a cette aventure de Johnson qui me tanne. D'une façon, c'est pas mauvais que Bellemare ait été élu, mais c'est quand même notre organisation qui passe pour avoir manqué son coup. Moi qui tenais tellement à ce qu'on paraisse invincible. Aujourd'hui, notre affaire commence à s'effriter. Maudit, que c'est choquant!"

"En plus de cela, il fallait que j'aie à cette fameuse conférence annuelle des premiers ministres provinciaux. Oh, que je trouve cette conférence plate! Pourtant, à chaque année, je suis pris pour y aller. Chaque fois, il faut que je fasse croire que c'est une

rencontre importante. Si au moins j'avais pu cette année trouver une déclaration qui aurait fait les manchettes, comme d'habitude. Mais non! De ce temps-là, c'est l'Ontario, l'Alberta ou la Colombie-Britannique qui s'arrangent pour dire des choses. On est même rendu que l'Île-du-Prince-Édouard, grosse comme nos deux mains, fait plus de bruit que le Québec. Évidemment, je ne peux rien dire contre Trudeau. Je suis complètement poigné. Et puis, je ne veux pas aider le Parti québécois. Maudit, que c'est choquant!"

"Ca me fait penser. Le Parti québécois a l'air d'être parti en chicane. Heureusement qu'il y a cela. Mais je me méfie. Je les connais. Je gage qu'ils vont trouver un moyen de finir par s'entendre. En fait, ils sont peut-être moins en chicane que je le suppose. Ils sont capables de repartir en grande. Lévesque, lui, a l'air tout remonté. Et décidé. Je ne l'aime pas quand il est comme cela. Maudit, que c'est choquant!"

"Bah! Je suis quand même premier ministre. Le malheur est qu'on est jamais sûr que ça va durer. Je pense souvent à Nixon. Maudit, que c'est choquant!"

Claude Morin

## Nous obtiendrons l'indépendance, malgré les hauts fonctionnaires et les bailleurs de fonds

Dans la grande lutte que nous livrons actuellement pour l'indépendance du Québec, il faut s'arrêter quelques moments pour bien identifier nos adversaires et faire le bilan de nos réalisations.

Au haut de la liste de nos adversaires, il faut mettre une dizaine de hauts fonctionnaires d'Ottawa, ceux qui contrôlent toute la politique intérieure et extérieure dans le système actuel. C'est le régime des mandarins.

Des politiciens longtemps membres du parti actuellement au pouvoir ont confirmé ce fait.

Avec des milliers de fonds publics à leur disposition, ils travaillent pour liquider tout l'aspect confédératif canadien, pour en faire un pays unitaire. Leur objectif est clair et précis, faire de l'État du Québec un district bilingue, phase nécessaire à notre assimilation complète. Même si l'Acte de l'Amérique du Nord britannique n'a pas été rapatrié, on n'est plus une colonie de Londres. Mais bien celle d'Ottawa et la grande différence, c'est que Londres, même au XVIIIe siècle a reconnu que nous étions un peuple français avec droit à la vie; le Québec Act de 1774 est là pour le prouver. Pour Ottawa, notre peuple est une minorité ethnique parmi les autres, pour être assimilée au grand tout canadien comme l'ont été les Canadiens-français des autres provinces, et on se sert encore de ceux-ci pour faire semblant que la francophonie existe en dehors du Québec.

Le premier ministre du Canada doit être au courant de la situation des francophones dans les neuf provinces anglophones. Il doit être au courant de notre histoire, surtout de la période entre l'époque Durham et celle du maire Jones. Il est absurde de l'entendre parler au nom de la francophonie canadienne, alors que seul le Québec est francophone. D'autres adversaires sont les bailleurs de fonds du Parti libéral, avec les millions qu'ils mettent à la disposition de ce parti, tant au niveau fédéral que provincial. Ils aident à perpétuer un système qui existait au XVIIIe siècle. Les marchands colons britanniques d'alors faisaient un choix des Canadiens-français soumis au régime, pour les aider à gouverner. L'histoire se répète aujourd'hui, mais avec bien plus d'ampleur. L'élite libérale a fait son choix: la soumission pour l'intérêt pécuniaire contre l'avenir de notre peuple. De sombres pages sont réservées pour eux dans notre histoire.

Pour ce qui est du bilan des réalisations, il ne faut pas oublier nos ancêtres venus ici au XVIIe siècle défr-

cher cette terre. Ils ont jeté les bases sur lesquelles nous bâtissons notre pays.

En ce qui concerne la plupart d'entre nous engagés aujourd'hui dans cette grande lutte, il faut remonter à l'année 1966, quand, sous l'initiative du RIN, le peuple Québécois commence à vraiment prendre conscience de lui-même. Quelques événements comme l'Expo '67, la visite du général De Gaulle, les assises des États généraux du Canada-français, l'affaire Saint-Léonard, ont contribué à notre évolution.

Le regroupement du MSA, sous René Lévesque, et la formation du Parti québécois ont été les deux événements les plus importants depuis la révolution tranquille des dix dernières années. Les faits sont là pour le prouver. Au deuxième scrutin où participait le PQ, celui de 1973, presque un million de Québécois votent pour l'indépendance et ce parti devient l'opposition officielle à notre Assemblée nationale.

### Le Travail humain doit se faire pour l'ensemble du monde

Qui peut me répondre? Je suis un homme angoissé par la situation mondiale, je suis triste de voir la souffrance humaine. Pour celui qui connaît ce que peut être la dignité humaine, dites-moi si nous devons continuer ainsi.

Chez les grands de ce monde, pourquoi ne faites-vous pas des alliances pour le partage des tâches ainsi que pour l'aménagement des territoires de la terre entière? C'est en vain que si vous ne complotez par groupe que pour les intérêts de votre groupe, vous ne travaillez que pour vous-même, alors que le travail humain ne doit se faire que pour l'ensemble de l'humanité. Il est faux de dire que si vous travaillez pour vous-même, vous travaillez pour l'humanité. La technique n'est que le fruit de l'homme, vous n'avez pas de droit d'en user selon votre fantaisie devenue morbide par l'esprit du gain.

En la fête du Travail où tous les hommes de l'Amérique se reposent, pensons que tous les hommes de la terre pourraient se reposer aussi et en même temps et contempler l'oeuvre accomplie et ce qui reste à faire.

Robert Cédilot  
Montréal

## Le PQ demande des articles au JOUR

Nous portons à votre attention certaines résolutions adoptées lors du Congrès régional Montréal Nord et Montréal Ouest du Parti québécois, tenu les 15 et 16 juin derniers.

Les néo-québécois

Il est proposé que le Parti québécois fasse connaître au journal LE JOUR le désir de ses membres de faire publier un cahier périodique qui rende compte du pluralisme ethnique québécois.

Les affaires sociales

Il est proposé que le Parti Québécois demande aux différents journaux et particulièrement au journal LE JOUR de produire une série d'articles et d'analyses au sujet des établissements du réseau des Affaires sociales.

Danielle Régnier  
Montréal

## La Gaspésie ses routes et son anglais!

Après quelques jours merveilleux passés à découvrir à nouveau les beautés de la Gaspésie, je me permets de faire quelques remarques.

Comment se fait-il qu'au Motel Adams de Gaspé, P.Q. les préposés au service des chambres servent aussi du "I don't speak French" à la clientèle? Cela me semble inacceptable à Gaspé.

Quand donc les autorités prendront-elles les mesures nécessaires pour empêcher les éboulis sur la route, à Mont-Louis et à Mont Saint-Pierre? Nous y sommes passés de justesse et notre voiture en porte encore les marques. À voir les autoroutes qui s'allongent il me semble que les ingénieurs québécois ont suffisamment de connaissances pour trouver une solution à ce problème.

Raymond Dumas,  
Montréal.

Louise Alary  
Montréal

## Le tableau d'honneur du français langue officielle

Coupe de "La Seigneurie" de Boucherville. Une fois de plus, voici la preuve du désastre de la loi 22.

Envoi de Colette Davon  
Boucherville

SECRETARIAT DE LA RIVE-SUD  
679-7630  
PERMANENT 7 août 74

BOUCHERVILLE \$6,800.00  
Secrétaire bilingue pour s'occuper des comptes à recevoir, de la collection et un peu de correspondance. D'origine anglaise serait préférable.

BOUCHERVILLE \$6,240.00  
Operatrice de machine Key punch, expérience sur la IBM 029 et 129 est requise.

TEMPORAIRE

Stenos, dictas, dactylos, receptionistes, commis en comptabilité. Expérience nécessaire, anglais un atout.

## le fond des choses

Où va l'Université de Sherbrooke? (2)

# Tardive mais remarquable, la vocation culturelle s'annonce maintenant plus difficile à poursuivre

Au plan culturel, l'Université de Sherbrooke a connu une vocation plutôt tardive. La grande salle de spectacles de 1,600 places est inaugurée en 1963 mais ce n'est qu'en 1969, soit quinze ans après sa fondation, que l'université met sur pied son Centre culturel.

Aujourd'hui, malgré les efforts constants et les succès enviables du Centre culturel, l'Université de Sherbrooke ne réussit pas à rejoindre adéquatement la population de l'Estrie. Et au moment où une opération de rattrapage devrait être entreprise, les gouvernements supérieurs semblent faire la sourde oreille aux demandes répétées de l'université pour l'aider à réaliser sa mission.



Maurice Giroux

En 1969, lors de sa création, le Centre culturel s'est immédiatement donné comme objectif principal de servir les besoins de la population du milieu sherbrookoïse et de la région des Cantons de l'Est. L'université n'avait pas le choix puisque personne dans la région n'était en mesure d'exprimer clairement une politique culturelle pour le milieu.

Il faut d'ailleurs rappeler ici l'incident qui a précipité la création du Centre culturel: une manifestation monstre au cours de laquelle près de 3,000 personnes, des étudiants pour la plupart, ont envahi la grande salle de concert pendant un spectacle de Gilbert Bécaud organisé par un promoteur privé.

De 1963 à 1969, l'université s'était en effet contentée de louer son amphithéâtre, le troisième en importance après Montréal et Québec, aux organismes et promoteurs privés. Une galerie d'art, des conférences publiques, et les soirées de cinéma organisées par les étudiants complétaient le programme culturel sur le campus. Pour le reste il fallait compter sur l'Orchestre symphonique de Sherbrooke, la Société des concerts, les Jeunesses musicales, la Troupe de l'Atelier, etc.

### Les ateliers culturels

Depuis 1969, le Centre culturel a très bien compris son rôle en insistant particulièrement sur l'animation culturelle de la population en générale. Ses statistiques en font foi puisque 60 pour cent des participants à ses activités proviennent de l'extérieur du campus.



### Les ateliers culturels

Instrument original de pénétration de la culture dans toutes les couches de la société, les ateliers d'animation culturelle ont permis l'an dernier à près de 1,000 personnes (dont seulement 15 pour cent d'étudiants universitaires) de faire valoir leurs talents, leur dextérité et leur créativité. C'est une initiative conjointe de l'université et de la ville de Sherbrooke.

lieu que l'Université de Sherbrooke, par son Centre culturel, s'est jointe au Service des loisirs de la ville de Sherbrooke pour fonder les ateliers culturels.

Organisme public spécialisé dans le domaine du loisir et des sports, c'était l'interlocuteur privilégié de l'université pour mettre sur pieds les Ateliers. En 1970, les deux organismes concluaient donc une entente de 5 ans par laquelle la ville s'engageait à payer la location de l'ancienne école, à pourvoir à l'aménagement des lieux et à payer le coût d'achat des gros équipements, ainsi que le salaire de trois permanents.

De son côté, l'université défrayait les salaires des 25 animateurs, se chargeait du secrétariat administratif et payait les fournitures périssables et les fournitures de bureau. L'ensemble de l'opération visait à mettre en commun l'équipement et les ressources humaines.

### Les artistes et artisans

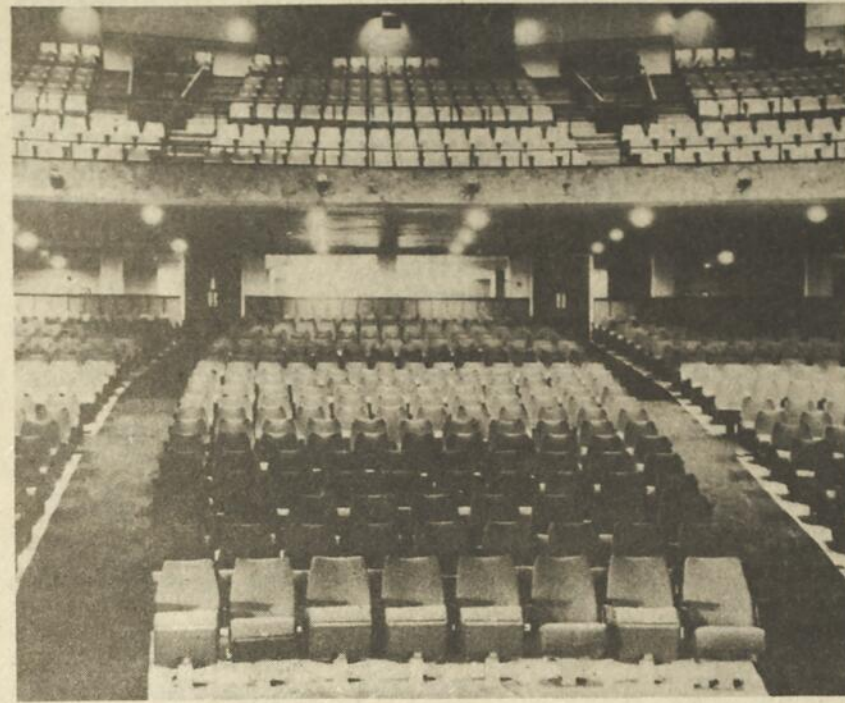
Avant 1969, l'Université de Sherbrooke se préoccupait des artistes et des artisans par le truchement d'une Galerie d'Art qui a permis à ceux-ci de se connaître, de se rencontrer, de s'encourager, de s'entraider et de travailler ensemble.

Avec la fondation du Centre culturel, le mouvement s'est accéléré avec la tenue d'expositions, et particulièrement du Salon de l'Artisanat, tenu depuis cinq ans en décembre, et qui représente pour plusieurs de ces artistes l'occasion d'écouler sur le marché 50 pour cent de leur production annuelle.

Dans sa programmation, la Galerie d'Art accorde une place très importante aux expositions d'artistes ou d'artisans de la région. On affirme aujourd'hui que grâce à cette politique du Centre culturel, plus d'artistes ont choisi de vivre dans la région parce que la Galerie d'Art leur a fourni un "environnement", un contexte de vie où il leur est plus facile d'exercer leur art et d'en vivre.

La Galerie joue également un rôle important dans l'éducation du public de la région, palliant en quelque sorte le manque de musées bien organisés dans les Cantons de l'Est.

Non seulement la Galerie diversifie ses expositions pour rejoindre un plus grand public (artistes de la région, maquettes des "machines" de Léonard de Vinci, gravures de Picasso, l'art et la vie chez les Esquimaux),



### La grande salle de spectacles

En 1963, le gouvernement du Québec autorisait la construction à l'Université de Sherbrooke d'une grande salle de spectacles de 1,600 places au coût de \$1 million, aujourd'hui la troisième en importance au Québec. Mais le Centre culturel qui administre cette salle depuis 1969 rencontre présentement des difficultés financières à cause d'un manque d'appui financier de la part des autorités publiques.

mais elle tente également de varier ses lieux d'expositions. Ainsi, depuis 1972, la Galerie a exposé 21 fois à la Caisse populaire de Sherbrooke, dans le centre-ville, et 12 fois dans les écoles secondaires de la région. Huit expositions itinérantes ont été organisées.

Depuis cinq ans que le Centre culturel existe, 190 expositions au total ont été organisées et on évalue à 150,000 personnes environ la fréquentation de ces expositions. L'année dernière, 36,000 personnes se sont présentées.

La réputation de la Galerie d'Art de l'Université de Sherbrooke semble avoir franchi les limites de la région. Elle sert d'abord de rampe de lancement aux artistes de la région vers les grandes salles de Montréal. Ensuite, la Galerie a monté quelques expositions qui ont été présentées dans toute la province. Enfin, des artistes de grande réputation demandent à exposer à l'université.

### Les grands spectacles

Plus spectaculaire, donc mieux connue, est la programmation du Centre culturel dans le domaine de la musique, de la chanson et du cinéma.

Le Centre culturel se vante d'attirer à Sherbrooke les plus grands noms du Music-Hall et de la chanson et d'avoir été à l'origine d'activités exclusives ou originales, comme les lancements de films (Images de Chine et Tendresse ordinaire par exemple), des représentations du Ballet national du Canada, ou la première apparition en Amérique du Nord de Théodorakis en 1972.

Le Centre culturel a adopté comme politique de présenter à la fois des spectacles très "lucratifs" comme René Simard ou Enrico Macias et des événements plus "déficitaires", comme les Percussions de Strasbourg, les Grands Ballets canadiens ou les Solistes de l'O.R.T.F. précisément dans le but de financer ceux-ci par ceux-là.

Le Centre culturel explique cette politique par la nécessité de répondre aux besoins récréatifs et culturels

trop près à l'enseignement universitaire.

Ce à quoi l'université rétorque que dans le cas des ateliers culturels il n'existe aucun prérequis universitaire et que d'autre part aucune attestation ne vient sanctionner les travaux en ateliers, puisqu'il s'agit plutôt de création populaire.

Du côté du ministère de l'Éducation, qui finance l'autre partie du déficit annuel de \$50,000. Il impose présentement à l'ensemble de l'université un carcan financier qui obligera l'an prochain à couper plusieurs activités "non rentables" du Centre culturel, comme les services de la grande salle à l'Orchestre symphonique de Sherbrooke et aux Jeunesses musicales. Les activités de la Galerie d'Art pourraient également recevoir un coup.

Enfin, du côté de la ville de Sherbrooke, des négociations sont en cours pour débloquer des crédits supplémentaires (i.e. en plus de sa contribution aux ateliers culturels), mais aucun progrès notable n'a été enregistré dans ces négociations.

### Un "trou" culturel

Si le Centre culturel ne trouve pas des sources de financement au cours des prochains mois, il devra donc se rabattre uniquement sur des activités rentables, comme si la diffusion de la culture dans les Cantons de l'Est pouvait être subordonnée aux lois de l'offre et de la demande.

Il existe une contradiction entre le fait, pour les pouvoirs publics, d'avoir autorisé en 1963 la construction d'une grande salle de spectacles au coût de \$1 million, — reconnaissant ainsi la nécessité de décentraliser la culture, — et de se montrer avares par la suite en refusant d'alimenter à même les fonds publics les diverses manifestations culturelles.

Aux yeux de l'Université de Sherbrooke, le geste initial d'investir \$1 million n'a pas été suivi par le geste "de faire vivre" l'investissement. On demande en pratique à Québec de reconnaître Sherbrooke comme le troisième point de chute, en dehors de Montréal et de Québec, pour la diffusion de la culture.

### Les problèmes financiers

Le Centre culturel profite à l'ensemble de la communauté universitaire, mais le public de la ville et de la région constitue la clientèle majoritaire et privilégiée.

Ce phénomène pourrait d'ailleurs s'accroître et prendre de l'ampleur si les difficultés financières ne venaient entraver cette évolution. En effet, tant du côté de la ville de Sherbrooke que du gouvernement québécois on ne tire pas encore les conséquences monétaires du rôle culturel joué par l'Université de Sherbrooke.

Tout se passe comme si les gouvernements supérieurs avaient pris pour acquis le rôle de suppléance du Centre culturel dans le milieu sherbrookoïse et avaient décidé de lui laisser tout le fardeau de l'opération.

Depuis le 1er juin dernier, le Centre culturel a été averti par le ministère des Affaires culturelles qu'il n'était plus éligible à la subvention de quelque \$10,000 en moyenne qu'il a reçue de ce ministère depuis cinq ans pour combler son déficit. Le ministère invoque le fait que le Centre culturel n'est pas reconnu comme "atelier municipal" et que par ailleurs les programmes du Centre touchent de

On rappelle également que la Place des Arts et le Grand Théâtre reçoivent déjà des budgets de fonctionnement et d'investissements pour la production d'événements artistiques, ce qui permet à ces deux salles d'assumer de plus gros risques. À Sherbrooke, la simple viabilité du Centre culturel exige des aventures identiques, mais il doit l'envisager actuellement sans contribution extérieure.

La "rentabilité sociologique et culturelle" de l'Université de Sherbrooke exige que le Centre culturel continue de jouer son rôle et même de l'amplifier. Mais certains se demandent si le Centre n'aurait pas pour bienfait immédiat et dramatique de forcer les gouvernements à prendre leurs responsabilités et à prendre conscience du "trou" culturel qu'ils seraient dès lors bien obligés de combler le plus vite possible.

### DEMAIN:

La démocratisation de l'université



rené  
lévesque

## Classes moyennes en uniforme

En Éthiopie, très habilement, les forces armées ont fini par "avoir" le vieux négus après d'interminables mois de guerre d'usure.

Il fallait y aller avec moult précautions, car ce trône millénaire et son absolutisme s'appuyaient à la fois sur une église officielle et ultraprivilégiée et sur la révérence soumise de millions de pauvres gens qui vivent loin du siècle, dans une espèce de Moyen-Âge prolongé. C'était donc le "droit divin" qui maintenait au sommet de cette société si longtemps figée un empereur démodé et sa clique de proches et de courtisans dont le monde extérieur ne fait que commencer à apprendre la vénalité et l'inhumaine indifférence au sort de leurs ex-sujets.

La cause prochaine du renverse-

ment aura été cette famine meurtrière que la caste impériale s'obstinait à cacher alors même qu'elle ravageait le pays, fléau presque voulu à force de négligence et de corruption en haut lieu.

Mais l'explication profonde se trouve dans ce minimum d'évolution sociale que le régime avait dû consentir pour répondre à certaines de ses propres exigences, son besoin en particulier de cadres militaires. Pour passer des guerriers primitifs d'il y a 30 ans à des unités dotées d'armements modernes et capables de s'en servir, il a bien fallu recruter les fils de quelques milliers de serfs féodaux, les former, leur donner finalement le goût d'en savoir et d'en faire davantage. Ainsi l'armée est-elle devenue le fer de lance solidement organisé de la "classe moyenne"

dont le pays avait été privé.

Ce rôle de détonateur social, les militaires l'ont d'ailleurs joué de façon plus ou moins analogue dans un certain nombre d'autres contrées où l'évolution était également bloquée par des aristocraties désuètes et butées. En Irak, par exemple, en Égypte, en Libye, au Pérou, etc. Dans ce genre de contexte, pendant un certain temps au moins, l'armée peut être instrument de déblocage et facteur de progrès.

Alors que dans les pays plus évolués, où la pyramide sociale est normalement diversifiée et rompue aux règles fragiles (mais encore préférables à tout autre jeu) de la vie démocratique, les militaires ne sortent jamais de leurs casernes que pour opprimer et faire pire que la grêle:

Chili, Grèce, Argentine, etc.

### Nixon: l'histoire à la course

"Les meilleurs des journalistes savent fort bien qu'ils exercent leur métier dans une constante atmosphère de crise, avec eux-mêmes une mentalité de crise, au mieux, ils parviennent à capturer un petit peu d'histoire à la course, mais la vérité est bien dure à cerner avant l'heure de tombée. Elle met du temps à se révéler toute, et parfois même elle ne sort jamais..."

Cette citation, tirée de l'avant-propos, coifferait à merveille tout le livre de poche remarquablement soigné — "The Fall of a President" — que le Washington Post et son superbe bataillon de journalistes ont réussi à mettre au point et publier en

un temps record. On y trouve, déjà, non seulement les textes d'"impeachment" votés par la commission judiciaire du Congrès et l'allocution d'adieu du président démissionnaire, mais aussi les propos découpus, à la fois curieusement faux et touchants, qu'un Nixon déchu adressait à ses derniers fidèles et au "staff" de la Maison-Blanche au moment de partir. Plus une riche collection d'articles qui font le tour — psychologique autant que politique — du personnage et de toute sa carrière dramatiquement remplie jusqu'à la fin de hauts et de bas sans précédents.

On y perçoit, en plus de ce côté proprement crapuleux qui l'a mené à sa perte, tout un arrière-plan complexe, complexe aussi, torturé même, qui finit par inspirer ça et là

quelque chose qui ressemble à une sorte de sympathie honteuse, inavouable. Au moment où d'une part éditoriaux et hommes publics blâment violemment son successeur de l'avoir gracié, et où par ailleurs semble s'accroître la rumeur d'un effondrement physique et peut-être même mental, ce portrait si vite et si bien fouillé est en tout cas d'un intérêt brûlant.

Premier quotidien américain à s'attacher systématiquement à l'éclairage du Watergate, il n'est pas étonnant que le Washington Post soit également le premier à en tirer une somme historique. À la course, certes, mais si bien faite qu'on y reviendra chaque fois que sera discutée l'affaire la plus extraordinaire et traumatisante qu'ait jamais subie la politique américaine.

## Les audiences de la commission Cliche

# Des délégués de chantier à la Baie James auraient extorqué des sommes de \$900 par semaine

par Gisèle Tremblay

Il y a, à la Baie James, des représentants syndicaux qui se font payer jusqu'à 105 heures par semaine pour un travail réel de 5 à 10 heures, ce qui leur vaut, à \$6 l'heure pour les 40 premières, \$9 pour les 10 suivantes et \$12 pour les autres, un revenu hebdomadaire extorqué supérieur à \$900.

Telle est l'une des nombreuses accusations que les administrateurs de la Baie James ont porté hier contre les délégués de chantiers, dont ils dénoncent les pouvoirs abusifs, dans leur mémoire à la commission Cliche. Celle-ci, chargée d'enquêter sur la liberté syndicale dans la construction, commençait hier matin à Québec ses audiences publiques.

La Société d'énergie (SEBJ) et la Société de développement (SDBJ) de la Baie James n'indiquent pas explicitement l'allégeance syndicale de ces délégués de chantier, mais il paraît évident qu'il s'agit de la FTQ-construction, à qui ils consacrent l'ensemble de leur mémoire et imputent la volonté d'obtenir, par la violence et l'intimidation, le monopole syndical et le contrôle de placement.

Très peu de délégués de chantiers, précise le mémoire, travaillent à l'occupation pour laquelle ils ont été embauchés. Les entrepreneurs leur paient souvent, néanmoins, au-delà du salaire requis, en échange d'une promesse de garder la paix.

Des exemples

Des exemples de leur action dévastatrice: menaces et demandes de renvoi contre des syndiqués de la centrale rivale (la CSN, selon les exemples cités); intimidation et violence physique contre les contre-maitres, organisation de grèves perlées et de ralentissements de travail; sabotages, chantages et incitations à la violence.

Pire que l'exploitation de l'ouvrier par l'employeur on trouve ici "l'exploitation de l'ouvrier par l'ouvrier ou par ceux qui s'en réclament", énonce là-dessus la SEBJ.

Le mémoire rappelle qu'avant le saccage du chantier LG-2, survenu en mars dernier, les représentants de la FTQ-construction cherchaient depuis deux mois à provoquer un affrontement

en faisant fi des règlements du chantier, en arrêtant les travaux à tout moment, en exigeant des entrepreneurs une camionnette pour leurs déplacements (certains la louait ensuite au donateur, selon un membre de la commission), en réglant les griefs par la force, en imposant des candidats aux employeurs. Des entrepreneurs "achètent" la paix en payant aux délégués de chantier des voyages à Matagami ou à Montréal...

Le mémoire cite enfin le cas de la compagnie Simard et Beaudry qui refusait l'an dernier de payer la rétro-activité des hausses salariales avant que la cause ne soit entendue devant les tribunaux, et dont l'ingénieur en chef fut séquestré durant trois jours, sous l'impulsion des délégués de chantier, en guise de moyen de pression.

La SEBJ propose, dans ses recommandations, que le rôle du délégué de chantier soit dorénavant mieux circonscrit, qu'il ait lieu, par exemple, de demander une autorisation pour s'absenter du travail. En réponse aux questions de la commission, les représentants de la SEBJ se sont dit, en outre, favorables à l'élection de délégués syndicaux, présentement nommés par les agents d'affaires à l'emploi des "unions".

Les administrateurs de la Baie James, après avoir passé en revue d'autres situations qui témoignent d'un même rapport de force et où les représentants syndicaux sont à l'avant-scène, formulent cinq autres recommandations: la création d'un seul syndicat pour tous les travailleurs de la Baie James qui ne sont pas de la construction; la reconnaissance du droit à ne pas être syndiqué; ainsi que des modifications aux Centres de main-d'oeuvre du Québec, à l'arbitrage des griefs et à la Commission de l'industrie de la construction.

La SEBJ observe qu'il y a peu de griefs qui soient soumis à la règle de procédure officielle, ils sont l'objet de marchandages sur-le-champs, de sorte qu'un état de perpétuelles négociations a fini par créer des conditions de travail parallèles à celles du décret. Les employeurs jugent en effet moins coûteux d'accorder plus que de risquer des incidents. Pour éviter les ralentissements de travail, par exemple, ils offrent des bonis, ce qui est contraire au décret.

Mais le chef des relations de travail à la SEBJ, M. Gilles Gauvin, reconnaît que la procédure est trop lente, ce qui la rend inefficace. Le président de la commission, M. Robert Cliche, s'est engagé à faire en sorte qu'il y ait des arbitres permanents, capables de rendre jugement rapidement. Il a d'ailleurs commandé une étude là-dessus.

Quant au placement, la SEBJ souhaiterait qu'il fût confié aux Centres de main-d'oeuvre du Québec (CMQ), si ceux-ci améliorent leurs services en fonction des exigences du secteur de la construction, où les métiers sont très spécialisés et où les besoins en main-d'oeuvre sont souvent urgents. Il faudrait cependant, a expliqué M. Gauvin, que la FTQ-construction ne boycotte pas les CMQ comme ce fut le cas en 1972. Les bureaux de placement syndicaux sont plus compétents, a-t-il dit, mais ils contrôlent la main-d'oeuvre, alors que les employeurs veulent garder le droit de choisir. Le mémoire laisse entendre qu'il y a eu collusion entre la FTQ et le ministère du Travail



L'enquête sur la construction est commencée. Hier matin, à Québec, le juge Robert Cliche, au centre, qui préside la commission, a fait une déclaration préliminaire. À ses côtés, les deux autres membres de la commission: Guy Chevrette, à droite, et Brian Mulroney, à gauche.

## À Boscoville

# 89% des délinquants ont été traités avec succès

Les célébrations qui ont entouré le vingtième anniversaire de Boscoville se sont terminées hier. Au cours d'ateliers, séminaires et colloques, l'institution a pu mesurer les résultats d'une action qu'elle mène depuis vingt ans auprès de jeunes criminels qui lui sont référés par la Cour. 89% des délinquants ont été traités avec succès. Les techniques de rééducation appliquées dans l'établissement

ont fait passer de 85% à 7% leur taux de récidive.

### Rééducation contre réhabilitation

Boscoville a développé, au cours des vingt années d'existence, une formule de rééducation où les jeunes participent eux-mêmes à leur propre évolution.

Les adolescents qui arrivent à la "maison" sont for-

cément des mésadaptés sociaux. Ils sont à leurs propres yeux comme à ceux des autres, des brebis galeuses, qui ont déjà multiplié les délits. Les éducateurs les reçoivent après le retentissant échec de la sentence judiciaire qui les a menés à Boscoville. Ils les sentent angoissés et déçus de ne pas avoir été envoyés dans une prison ordinaire. Dans cet institut de rééducation, ils devront se remettre en question et n'en ont aucune envie. Leur première réaction: la dérobade.

Mais, pendant une période d'environ vingt mois, les délinquants sont amenés vers une lente prise de conscience à travers des activités de toutes sortes.

Ils apprennent d'abord à s'intégrer à un groupe. Eux qui avaient toujours vécu dans des "gangs" de marginaux. Ils prennent graduellement des responsabilités qu'ils ne se seraient jamais crus en mesure d'assumer. Ils se découvrent des possibilités.

Peu à peu, ils s'affranchissent. Se sentir des possibilités est une chose. Réussir sa vie en est une autre. Les éducateurs spécialisés leur servent de modèle et de support à ce qu'on peut appeler une transformation de personnalité. Car, les premiers, ils auront cru dans les jeunes criminels qu'ils sont chargés d'aider. Le succès de la rééducation dépend de la qualité des liens qu'ils réussissent à établir avec leur "élèves". Les progrès et les attitudes des jeunes pensionnaires sont régulièrement évalués par une équipe multidisciplinaire de formation universitaire: des psychologues, des travailleurs sociaux, des psychiatres et d'au-

tres se joignent aux psycho-éducateurs.

Les succès de Boscoville sont incontestables. Une ombre au tableau cependant. À l'extérieur, on se méfie toujours des anciens criminels. Avec raison souvent. Car on s'occupe bien peu de rééducation dans nos sociétés. On se contente de ce qu'on appelle réhabilitation. La réhabilitation ne vise pas à restructurer des personnalités. Elle se contente d'une action beaucoup plus superficielle: l'apprentissage de métiers, par exemple. Et les criminels récidivent régulièrement. Les anciens de Boscoville ont un immense défi à relever.

À l'occasion de son vingtième anniversaire, Boscoville a ouvert ses portes à différentes manifestations regroupant membres du personnel, élèves de l'institution et spécialistes de différents pays.

Les pensionnaires actuels ont réfléchi sur les traditions et les valeurs transmises par Boscoville et ont rencontré les anciens. De nombreuses sessions d'étude ont été organisées avec des professionnels travaillant dans l'ensemble du réseau des Affaires sociales, avec des juges et des officiers de probation, etc... Des anciens membres du personnel de Boscoville, qui ont implanté des centres d'accueil pour jeunes à travers la province, ont mis leurs expériences en commun avec celles du personnel actuel de l'institution.

Boscoville a réévalué son action et l'a confronté avec ce qui se fait ailleurs. Il a continué d'être à l'affût des techniques et des expériences nouvelles dans le domaine de la rééducation des jeunes criminels.

## Des techniciens de Hull

# Bell n'a jamais utilisé le français

HULL (PC) — Les techniciens de Bell Canada à Hull, contredisent la direction et affirment, preuves à l'appui, que l'anglais est la langue de travail dans cette entreprise, selon le journal Le Droit d'Ottawa.

La publication, la semaine dernière, dans Le Droit, d'une note de service imposant l'anglais comme langue de communication avait soulevé une controverse qui avait amené le président de Bell Canada, M. Jean De Grandpré, à désavouer son signataire, tout en affirmant que le personnel de la compagnie à Hull pourrait continuer de travailler en français.

Les techniciens soutiennent pourtant que cette déclaration "fausse l'image de la situation linguistique à Bell Canada", puisque les quelque 80 préposés à

l'installation et à l'entretien du téléphone travaillaient et travaillaient toujours en anglais, dans l'Outaouais.

Les techniciens ont transmis des copies de la plupart des documents écrits qu'ils reçoivent ainsi que des formulaires qu'ils doivent utiliser tous les jours dans leurs fonctions.

Un seul de ces textes, destiné à la clientèle, était bilingue.

Quelques employés ont par ailleurs affirmé que Bell n'a jamais utilisé le français comme langue de travail à Hull, exception faite de ce qui est destiné à la clientèle.

Les employés en question ont toutefois demandé de ne pas révéler leur identité par crainte de représailles.

## Enseignement: ça se complique à Québec

par Claude Grégoire

QUÉBEC — La situation du monde de l'enseignement se détériore à vue d'oeil à Québec. Au cours d'une même conférence de presse, le Syndicat des professeurs du Québec métropolitain a dénoncé, hier, le ministre de l'Éducation, M. François Cloutier, la Commission des écoles catholiques de Québec et la Commission scolaire régionale Orléans, en plus de faire le point sur l'avenir peu reluisant des enseignants.

Le président du SPQM, M. Raymond Gervais, a d'abord pris à partie le ministre Cloutier pour son attitude face à la demande du syndicat de mettre la CECQ sous tutelle.

Dans sa réponse au syndicat, le ministre disait "qu'après enquête", les motifs apportés apparaissent insuffisants pour adopter une telle mesure. Or, les enseignants n'ont jamais eu connaissance qu'une telle enquête ait été faite par le ministre, alors que le syndicat est le plaignant.

Dans ses arguments, le SPQM invoquait l'incapacité de la commission scolaire de régler le problème des surplus de personnel. "Ce n'est que partie remise", a déclaré M. Gervais.

D'autre part, le syndicat se dit "écœuré de faire le travail de la Commission des écoles catholiques de Québec". Dans un rapport remis à la presse, le responsable de l'information du syndicat, M. Pierre Goulet, soutient en effet que c'est le SPQM qui a réglé le problème des surplus de personnel. Selon lui, "quand elle s'arroge les mérites d'une telle politique, la commission ment honteusement". Si elle a accepté 144

démissions et congés sans solde cette année, c'est à la suite des pressions faites par le syndicat, ajoute M. Goulet.

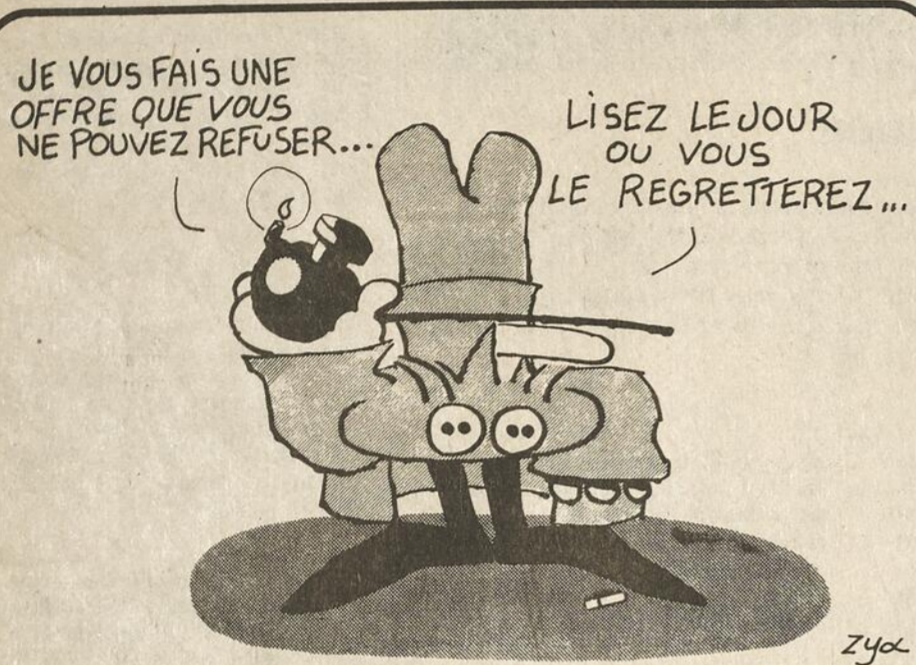
M. Gervais a déclaré pour sa part que si l'on tient compte des démissions, il y a actuellement 100 employés de moins à la CECQ.

Le président du syndicat a rappelé, également, l'avenir peu prometteur auquel devront faire face les enseignants de la région de Québec pour les prochaines années.

Une étude effectuée par la firme Pluram a en effet conclu que d'ici 1985, on assistera à une baisse de 50% de la clientèle scolaire. Le syndicat craint donc une baisse équivalente des besoins en effectifs professoraux.

Une trentaine d'enseignants parcourent présentement les écoles du territoire pour informer les enseignants sur la situation à venir.

Entretemps, le boycottage des cours se poursuit toujours à la polyvalente de Samuel de Champlain, où les enseignants se plaignent d'être aux prises avec un trop grand nombre de périodes de cours par semaine et également un trop grand nombre d'élèves par cours.



Lire...  
**LE JOUR**  
chaque matin

**Le quotidien national des Québécois**

ABONNEMENTS PAR LA POSTE

Ci-joint mon chèque d'abonnement

de \$15.00 pour 3 mois  
de \$30.00 pour 6 mois  
de \$52.00 pour 12 mois  
Edition du samedi seulement \$12.00 pour 12 mois

NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_  
TEL: \_\_\_\_\_

POUR RENSEIGNEMENTS  
COMPOSEZ - 331-8961

ABONNEMENTS PAR CAMELOTS (\$1.25 par semaine)

|   |   |
|---|---|
| MONTREAL<br>Rive-Sud<br>Laval<br>Sorel<br>St-Jean<br>331-8961                   | QUÉBEC<br>658-8920  |
| CÔTE NORD<br>Baie Comeau<br>Hauteville<br>Sept-Îles<br>Port Cartier<br>589-5017 | LAC ST-JEAN - SAGUENAY<br>Chicoutimi<br>Jonquières<br>Alma<br>et les environs<br>543-5377 |

Les garçons et filles âgés de 10 ans et plus qui désirent devenir CAMELOTS n'ont qu'à téléphoner aux numéros ci-dessus.

**LE JOUR** 337, boul. Lebeau Montréal 331-8961

**les amis du jour**

... mardi 17 septembre, à 20 heures, aura lieu une importante réunion des membres et sympathisants de l'Association des AMIS DU JOUR de Montréal-Centre au 2540, rue Sherbrooke est. À l'ordre du jour: la préparation de campagnes de promotion.

Bienvenue à tous



Photo Antoine Deslèves

Le centre EPIC au 5055 de la rue St-Zotique à Montréal. Un édifice "de toute beauté", d'un coût de \$2 millions, comprenant gymnase, piste de course intérieure, piscine, sauna, salle de bicyclettes, d'exercice et salle d'examen médicaux, le tout évalué à \$75,000.

**Nouveau centre de médecine préventive à Montréal**

# L'EPIC veut "mettre debout une population assise"

par Marie Vallée

"Mettre debout, une population assise." Non, ce n'est pas un slogan politique, du moins en apparence. C'est tout simplement l'objectif que se sont fixés les fondateurs, le Conseil d'administration et le personnel de l'EPIC, un centre de médecine préventive et d'activité physique inauguré hier à Montréal par le ministre québécois des Affaires sociales, M. Claude Forget.

Après quatre ans de fonctionnement en utilisant des gymnases d'écoles et des centres sportifs disponibles, ils ont trouvé parmi leurs membres 310 personnes qui ont su investir un minimum de \$1.000, chacune. Cet effort a été récompensé par une subvention fédérale d'environ \$125,000 dans les cadres des Projets d'initiatives locales. La participation du gouvernement québécois n'a pas été chiffrée, mais elle a consisté à permettre l'achat du terrain. C'est que nous a expliqué Mlle Thérèse Bernard, responsable des relations publiques pour l'EPIC.

de \$1.000, chacune. Cet effort a été récompensé par une subvention fédérale d'environ \$125,000 dans les cadres des Projets d'initiatives locales. La participation du gouvernement québécois n'a pas été chiffrée, mais elle a consisté à permettre l'achat du terrain. C'est que nous a expliqué Mlle Thérèse Bernard, responsable des relations publiques pour l'EPIC.

**Priorité sur la prévention**

Avec cette différence, qu'après quatre ans de fonctionnement en utilisant des gymnases d'écoles et des centres sportifs disponibles, ils ont trouvé parmi leurs membres 310 personnes qui ont su investir un minimum de \$1.000, chacune. Cet effort a été récompensé par une subvention fédérale d'environ \$125,000 dans les cadres des Projets d'initiatives locales. La participation du gouvernement québécois n'a pas été chiffrée, mais elle a consisté à permettre l'achat du terrain. C'est que nous a expliqué Mlle Thérèse Bernard, responsable des relations publiques pour l'EPIC.

Dans le texte du ministre Forget remis à la presse, celui-ci félicite les promoteurs du centre de "cette conception globale de la santé qui nous amène à donner à l'environnement et aux habitudes de vie une importance aussi grande que celle accordée à l'organisation des services de santé." Cependant, dans cette perspective, le ministre voit le rôle de l'État comme une "promotion d'une prise en charge par les individus du maintien de leur état de santé."

C'est donc dire que ceux qui veulent prendre en mains "le maintien de leur état de santé" devront, pour un bout de temps, encore déboursier \$200, par année dans des centres privés, comme l'EPIC. Les coronariens, (ou cardiaques) qui nécessitent des programmes spéciaux sous une surveillance plus étroite, doivent eux, déboursier \$300. Mais, théoriquement, le centre est ouvert à tout le monde.

En vérité, EPIC a déjà plus de cinq ans. À l'origine, c'était une étude pilote de l'Institut de Cardiologie de Montréal. D'où le sigle EPIC, qui a été conservé par les premiers malades qui ont fait l'objet de la première expérience de réadaptation de malades coronariens par l'exercice physique, et qui, en voulant prolonger au-delà de cette expérience de recherche les bienfaits qu'ils en avaient tirés, ont permis la création d'un centre permanent de conditionnement physique, tant une optique préventive que thérapeutique. En quelque sorte, c'est une initiative de la base. Un peu comme les premiers centres de médecine communautaire...

## On se promet de "bien" accueillir le ministre Cloutier à Sherbrooke

Le ministre de l'Éducation et parrain de la loi 22, M. François Cloutier, sera accueilli "avec tous les honneurs dus à son poste" à Sherbrooke jeudi soir, annonce le Regroupement étudiant pour un Québec français (REQF). Le ministre doit prononcer dans cette ville son annuel discours de rentrée et la rumeur veut que des milliers de protestataires de la région et du reste du Québec aillent à Sherbrooke l'accueillir.

Deux orateurs ont déjà confirmé qu'ils prendront la parole devant l'école Saint-François à l'intérieur de laquelle le ministre doit présenter son discours. Il s'agit de MM. François-Albert Angers, porte-parole du Mouvement Québec Français, et Léo Jacques, président du Mouvement national des Québécois. On attend la réponse de certaines personnalités du Parti québécois.

Deux marches à travers la ville de Sherbrooke se dérouleront presque simultanément. La première quittera le campus de l'université à 19 heures pour emprunter les rues Parc, King et Bowen jusqu'à l'école Saint-François. Celle-ci est située à 825 Bowen. Le ministre doit y prendre la parole à 20 heures.

Toutes les régions du Québec sont invitées à participer à cette manifestation anti-loi 22 "La Tribune" annonçant même hier qu'on attendait 10.000 personnes à Sherbrooke lors du passage du ministre Cloutier. Le REGF de Sherbrooke peut être rejoint au (819) 3150, poste 223.



## Mme Renaude Lapointe est nommée présidente du Sénat

OTTAWA (PC)—Le premier ministre Trudeau a annoncé hier la nomination de Mme Renaude Lapointe à la présidence du Sénat. Éditorialiste à La Presse, de Montréal, de 1965 à 1970, Mme Lapointe a été nommée sénateur en novembre 1971.

pointe est née à Disraeli, au Québec, et a terminé ses études à l'Université Laval. Elle a occupé un emploi de journaliste au Soleil, de Québec, de 1939 à 1959, avant de se joindre au personnel du service des nouvelles de La Presse. Passée au Nouveau Journal, en 1961-62, Mme Lapointe obtint le prix journalisme Bowater pour ses articles sur Mgr Charbonneau, ancien archevêque de Montréal.

Or, a fait observer M. Doré, ces mêmes gouvernements, malgré nos nombreuses demandes en ce sens, se refusent toujours à épauler sérieusement sur le plan financier le développement d'organismes autonomes de protection et de défense des consommateurs. (Les subventions combinées des gouvernements canadiens et québécois pour l'année 1974-75 ne totalisent même pas 10% des budgets des ACEF soit \$50,000).

Par ailleurs, au-delà des conditions matérielles qui leur sont imposées, c'est plus fondamentalement l'absence d'une dimension sociale dans le fonctionnement, le mode d'évaluation et les décisions des organismes publics qui motivent l'attitude de l'ACEF et de l'IPIC.

Au Sénat, elle était membre du Comité des Affaires étrangères et du Comité des Affaires juridiques et constitutionnelles. Elle a en outre fait partie de la délégation canadienne aux Nations-Unies en 1970, 1971 et 1972.

Mme Lapointe remplace ainsi à la présidence du Sénat, Mme Muriel MacQueen Ferguson, qui occupait ce poste au cours de la dernière session.

L'absence de dimension sociale dans le fonctionnement

Âgée de 62 ans, Mme La-

# Rien ne va plus entre Radio-Canada et ses journalistes

Des perturbations sont à prévoir, ces jours prochains, dans les services d'information du réseau de Radio-Canada du Québec tant à la radio qu'à la télévision.

Les 125 journalistes membres du syndicat général du cinéma et de la télévision (CSN) ont en effet décidé d'employer tous les moyens, y compris la grève, pour amener la Société d'État à conclure avec eux une convention collective.

La conciliation commencée il y a huit jours à presque immédiatement abouti à l'échec. Selon le syndicat, Radio-Canada aurait refusé de présenter une contreproposition sur l'ensemble des questions en litige sous prétexte que l'écart entre les parties était trop grand au chapitre des salaires.

La Société Radio-Canada leur offre ce qu'ont déjà accepté les journalistes du reste du Canada, soit une augmentation de 24% répartie sur 30 mois.

Dans une conférence de presse qu'il donnait hier, le président du syndicat général du cinéma et de la télévision, M. Richard Sanche, s'en est pris surtout à l'attitude de Radio-Canada en négociations.

Il a accusé la Société de mépriser ses journalistes, en refusant systématiquement de

négoier les clauses en litige, et de mépriser ses auditeurs, en "forçant sciemment les journalistes à user de moyens de pression qui ont inévitablement des conséquences sur la qualité de l'information".

M. Sanche signale que sur certains points précis, "Radio-Canada introduisit (en négociations) des concepts en arrière-pensée que le contrat individuel d'un an pour les chefs de pupitre, et l'ancienneté par groupe de travail, comme si un journaliste mis à pied à Québec devenait inapte à occuper la même fonction à Montréal".

## Les grains de provende seront plus chers et risquent de manquer

par Fay Larivière

OTTAWA (PC) — Les grains de provende seront plus chers cet hiver et risquent même de manquer par intermittence, suite à la grève des transports sur les Grands-Lacs et le Saint-Laurent, selon le Dr François Dagenais, de l'Union des producteurs agricoles UPA. Rejoint par téléphone par la Presse canadienne lundi, le directeur du Service d'études et de recherches de l'UPA soulignait, en effet, qu'à cette époque de l'année les grains, normalement transportés par voie d'eau, sont stockés en vue des approvisionnements d'hiver.

L'arrêt des mouvements sur les Grands Lacs et la Voie maritime du Saint-Laurent, qui dure depuis plusieurs semaines maintenant, est dû d'une part à la grève, maintenant réglée, des officiers de pont et de quais et à celle, toujours en cours, des mécaniciens, auxquelles s'est ajouté un accident dans le canal Welland. Pour l'instant, selon M. Dagenais, les stocks répondent de façon satisfaisante à la demande, mais les grains sont acheminés par voie de terre ce qui ne manque pas d'en affecter immédiatement les prix.

**Pénuries**

D'autre part, si l'approvisionnement immédiat est adéquat, il n'en va pas de même pour le stockage en prévision de l'hiver. Aussi, sans crainte de pénurie généralisée, le Dr Dagenais appréhende-t-il des pénuries intermittentes touchant une ou plusieurs sortes de grains pendant l'hiver prochain.

L'Office canadien des provendes devrait, a rappelé M. Dagenais, "voir à ce que des stocks suffisants soient en place pour l'hiver. Mais, a-t-il ajouté, l'office ne joue pas son rôle, soit à cause de conflit interne, soit à cause de conflit avec la Commission canadienne du Blé."

L'Office canadien des provendes a pour mandat d'assurer la disponibilité de

provides et d'un espace suffisant en vue de l'emmagasinage des provendes pour répondre aux besoins des éleveurs d'animaux de ferme ainsi que d'une stabilité raisonnable et une péréquation des prix des provendes dans l'Est du Canada et en Colombie-Britannique.

**Société québécoise**

Devant l'inefficacité de cet office fédéral, la situation actuelle ayant eu de nombreux précédents, l'Union des producteurs agricoles du Québec préconise la création d'une Société d'achat des grains du Québec, dont le mandat serait de contrôler et de coordonner les approvisionnements en fonction des besoins des agriculteurs du Québec.

De plus, cette société aurait le pouvoir d'acheter à l'étranger, en Argentine ou en Australie, les provendes nécessaires, chaque fois que l'approvisionnement en grains canadiens n'est pas satisfaisant. Présentement, les

**Précédent**

Une exception, toutefois, a été enregistrée par le passé, lorsqu'il s'est agi de remplacer les stocks québécois utilisés pour approvisionner les clients étrangers pendant la grève des chemins de fer, il y a un an. En effet, les grains de remplacement avaient été acheminés par voie terrestre mais facturés comme s'ils avaient été transportés par voie d'eau.

Il n'est cependant pas question pour l'instant qu'un tel mécanisme vienne compenser les coûts accrus qu'occasionnera aux agriculteurs québécois la grève actuelle dans les Grands Lacs et la Voie Maritime du Saint-Laurent.

## Arrêt de travail chez American Motors à Brampton, en Ontario

BRAMPTON, Ont. (PC) — Plus de 15,000 syndiqués des Travailleurs unis de l'auto ont quitté le travail hier matin à minuit une minute, aux usines d'American Motors Corp., à Brampton, Ont., ainsi qu'à celles de Milwaukee et de Kenosha, Wisconsin, pour faire valoir leurs revendications. Ils déclarent une nouvelle convention collective d'une durée de trois ans.

Le contrat, qui valait pour 47 mois, expirait à minuit, dimanche soir.

**Réclamations**

M. Gill explique: "Ce que la compagnie offre, ce sont deux contrats séparés, un pour les travailleurs des États-Unis, l'autre pour ceux

du Canada. Il y a là discrimination à l'égard des travailleurs canadiens".

Il rappelle que les ouvriers de Brampton, dont la plupart travaillent aux lignes d'assemblage, gagnaient de \$4.66 à \$6.00 l'heure, sans indexation du salaire au coût de la vie. Tandis que les ouvriers de Kenosha gagnaient \$5.59 l'heure, y compris l'indexation.

Il ajoute que les travailleurs des trois usines veulent la parité des salaires avec ceux de General Motors, de

Chrysler et de Ford, où le salaire horaire moyen des ouvriers travaillant aux chaînes d'assemblage est de \$5.29 sans compter les bénéfices de l'indexation.

Il conclut en disant: "Ce qui nous choque, c'est que nous avons donné à la compagnie un avis de 60 jours que nous voulions négocier. Elle a attendu jusqu'au dernier jour avant la grève pour entrer en contact avec nous. Il me semble que si les deux parties y sont intéressées, elles peuvent négocier un problème comme celui-là en 60 jours".

## Les auditions de la Régie des marchés agricoles

# L'ACEF et l'IPIC refusent de jouer à la fausse démocratie

C'est en dénonçant "le caractère fausement ouvert et démocratique de ces consultations", que Jean Doré, le nouveau directeur général de la Fédération des ACEF, a expliqué son refus de témoigner aux auditions de la Régie des marchés agricoles, tenues à Montréal, suite aux demandes des hausses du prix du lait formulées par les représentants des transformateurs et des distributeurs de produits laitiers du Québec. M. Doré était alors porte-parole, en plus de l'ACEF, de l'Institut de promotion des intérêts des consommateurs (IPIC).

Le mode d'évaluation et les décisions des organismes publics sont autant de raisons qui s'ajoutent aux conditions matérielles pour justifier l'attitude choisie par l'ACEF et l'IPIC.

opinion ne s'appuie pas uniquement sur l'expérience passée mais se fonde également sur une recherche en profondeur d'un organisme fédéral, le Conseil canadien de la consommation, qui conclut en ce sens en juin dernier. C'est pour ne plus entretenir l'illusion que ces organismes défendent véritablement les intérêts de la majorité de la population, que ces deux organismes voués à la défense des consommateurs refusent de jouer le jeu de la consultation.

Les gouvernements s'étonnent souvent de l'absence de toute opposition articulée des consommateurs face aux demandes de hausses de prix discutées devant des organismes publics.

En conséquence, la seule attitude sérieuse de la part d'organismes comme les nôtres est de nous abstenir de participer à ces auditions compte-tenu des conditions intenables qui nous sont faites: — maigreur des subventions d'appui rendant difficile, voire impossible, l'étude en profondeur des nombreux dossiers techniques présentés à ces auditions — délai démesurément court de convocation et de préparation pour ces audiences — absence de tout document ou information relative au sujet des auditions — frais de déplacement importants.

## Le parti acadien se finance

MONCTON, N.B. (PC)—Le président du Parti acadien, M. Euclide Chiasson, a lancé, dimanche, une campagne de publicité destinée à recueillir \$15,000, afin d'être en mesure de présenter une quinzaine de candidats aux prochaines élections provinciales du Nouveau-Brunswick.

Il est de plus en plus ruineux que ces élections seront déclenchées au cours des prochaines semaines et une formation politique doit présenter au moins 10 candidats pour être reconnu comme parti.

**Les Matelas du Manufacturier**  
Georges Couture prop. 670-9280  
1690 Chemin Chambly  
Longueuil (porte voisine de Silhouette)  
Le seul magasin de la Rive-Sud au prix du manufacturier  
Choix modèles Choix grandeurs  
Nos prix sont trop bas pour être publiés

Tél. 522-4323 Estimation Gratuite  
**A B C Chesterfields**  
Ouvrage Garantit Rembourrage général Meubles sur commandes  
2623 Charlemagne Nord rue Ontario

**COURS D'INITIATION À LA DÉCORATION INTÉRIEURE**  
Sous la direction de  
ARTISANS DU MEUBLE QUÉBÉCOIS INC.  
516 est, rue Sherbrooke 844-8651

**SPÉCIALISTE Meubles non peints Matelas**  
Votre choix de grandeur et qualité  
Tables - chaises Bibliothèques Cubes  
Berçante Pubitres Commodes lampes etc. etc.  
Sur mesure si désiré  
Coin de Gaspé 207 Beaubien Est 276-9067 André D. Legault Meuble Ltée  
Coin St-Antoine 790 Atwater 935-6716 Le Centre du Matelas, Atwater Inc.



# l'économie

Confrontation de deux systèmes bancaires

## À la prolifération américaine, le Canada préfère disposer de quelques banques et des succursales

par Jean Chartier

La Conférence canadienne sur la banque qui s'est ouverte hier au Château Champlain à Montréal met en lumière l'extrême pluralité du système bancaire américain par rapport à la forte concentration du réseau canadien.

Le vice-président de l'American Bankers Association, M. Willis Alexander, a fait ressortir, dès le début du prestigieux colloque, la floraison prodigieuse des institutions financières américaines depuis le siècle dernier. On y relève presque 200,000 institutions financières différentes et 23,000 coopératives de crédit, a-t-il précisé.

Le président de la Continental Illinois National Bank, M. Roger Anderson, a renchéri en soulignant les difficultés d'opération que rencontrent plusieurs grandes banques dans certains États américains. Il a défendu particulièrement le succursalisme, sans maison-mère dans chaque État et s'en est pris au fait que certaines législations empêchent les banques de se développer selon le principe de la société de gestion; de telles législations ont particulièrement pour but d'empêcher que les banques n'entrent indirectement en conflit avec certains clients par l'intermédiaire de leurs filiales.

10 contre 15,000

De son côté, le président de la doyenne des institutions bancaires canadiennes, M. Arnold Hart, s'est efforcé de faire ressortir la force du réseau canadien; quoique l'on ne compte que 10 banques commerciales au Canada contre 14,600 aux États-Unis, la grosseur des maisons canadiennes a contribué selon lui à faire du système bancaire canadien l'un des plus stables au monde.

"Jamais, a-t-il déclaré, une banque n'a fermé ses portes au Canada depuis un demi-siècle même pas au cours de la crise des années 30". M. Hart, de la Banque de Montréal, a aussi insisté sur le fait que les banques canadiennes sont soumises à une réglementation sévère en ce qui concerne l'encaisse en cours, ce qui explique la rare apparition de nouvelles banques où que ce soit au Canada. Il s'est aussi efforcé de démontrer que les banques canadiennes, bien qu'elles soient fortement centralisées, s'emploient constamment à satisfaire les différents marchés régionaux.

M. Hart a glissé une allusion au début de son allocution sur le fait que la Banque de Montréal avait aussi un siège social à Toronto. L'homme de Montréal-Ouest avait entrepris son allocution en français; toutefois, il a terminé sa première phrase en anglais prétextant en riant qu'il ne se rappelait plus de la fin de celle-ci en français.

Un grand nombre d'orateurs, dont particulièrement, le président de la Banque de la Nouvelle-Écosse dont le siège social est à Toronto, et un ancien ministre de la Colombie-Britannique, ont aussi abordé ce sujet en concluant à la non-nécessité de voir

apparaître de nouvelles banques pour satisfaire aux différents besoins régionaux du Canada.

Des besoins plus grands

Plusieurs conférenciers ont également tenté d'évaluer les besoins en capitaux du Canada au cours de la prochaine décennie. Le président de la Conférence Board of Canada a parlé de 500 milliards de dollars dont 280 d'ici 1980. Il insiste particulièrement sur le fait que les besoins en énergie couvriront au moins le quart des dépenses. Le gros de celles-ci iront dans l'Ouest et particulièrement en Alberta.

Si les banquiers canadiens ne désirent pas l'intrusion de nouveaux venus sur le marché et affirment satisfaire aux besoins multiples des quatre coins du Canada, par contre ils s'en prennent aux filiales canadiennes de banques américaines qui pénètrent de plus en plus dans les sphères d'activités des banques canadiennes.

M. Gerald Bouey, le gouverneur de la Banque du Canada, a d'ailleurs fait porter son exposé sur ce sujet et il a assuré les banquiers canadiens de l'accord de la Banque du Canada relativement à une réforme de la loi sur les banques canadiennes en ce sens. La prochaine révision de celle-ci interviendra en 1977. Cette loi est révisée périodiquement à tous les dix ans et les auditions pour les nouveaux amendements devraient s'ouvrir dès la fin de l'année prochaine. M. Bouey a cependant souligné que de telles opérations ne touchent encore actuellement que 2 pour cent des avoirs en dollars des banques canadiennes.

## La confédération canadienne: Trois réussites et des expériences difficiles

—R. Bonner

"L'Ontario, la Colombie-Britannique et, plus récemment, l'Alberta sont les trois réussites de la Confédération canadienne. Pour les autres provinces, l'expérience a été difficile".

Passant en revue les multiples programmes d'assistance régionale, tant fédéraux que provinciaux, M. Robert W. Bonner, ancien président du Conseil de MacMillan Bloedel Ltd., un des géants canadiens du papier, affirme qu'une plus grande coordination s'impose, pour éviter que ce jugement sévère ne doive être maintenu encore longtemps.

S'adressant aux banquiers réunis à Montréal, dans le cadre d'une série de conférences se penchant justement sur la façon dont le réseau bancaire canadien sert les différents besoins régionaux, l'homme d'affaires de Vancouver s'en est pris aux politiques gouvernementales plutôt qu'aux bancaires.

Il existe selon lui un besoin pressant au Canada pour une étude approfondie de toutes les dépenses au niveau public, afin de réduire l'écart économique entre les diverses régions.

"Les moyens existent au Canada, pour permettre de poursuivre la réalisation d'objectifs régionaux, mais les efforts entrepris par le Canada ne sont pas toujours bien coordonnés, et parfois même, ils sont en opposition."

M. Bonner a même terminé sa phrase en précisant qu'il "est difficile qu'il en soit autrement... étant donné la nature de notre confédération".

Des cas urgents

"Si les problèmes régionaux au Canada sont devenus une préoccupation si importante, c'est qu'ils ont trouvé une tribune au sein des gouvernements provinciaux."

M. Bonner, qui ne peut certes être soupçonné de visées indépendantistes, reconnaît d'ailleurs que dans le cas de certaines provinces, les revendications se sont faites plus pressantes, et que la situation doit être réglée de manière plus efficace:

soit au Québec, et plus récemment en Alberta, qui a manifesté ses sentiments autonomistes.

Mais ce n'est pas tellement ces cas qui frappent M. Bonner. Au cours des 50 dernières années, "il y a toujours eu des disparités régionales marquées entre les cinq régions économiques du pays, qu'on n'a jamais réussi à niveler", a-t-il précisé.

"L'élément le plus frappant de ce problème national est sans contredit le déficit persistant des provinces maritimes qui, pendant presque toute cette période, ont connu un rendement de 30 pour cent inférieur à la moyenne nationale."

"Par rapport à l'Ontario, le déficit des Maritimes est de 45 pour cent."

Les dépenses publiques

"Comme les dépenses des trois paliers de gouvernement atteignent maintenant environ 40 pour cent du produit national brut, et qu'elles semblent devoir s'accroître au cours des prochaines années, il devient évident que nous nous dirigeons vers une période inflationniste difficile - une période où la nature et l'étendue des dépenses publiques à satisfaire des objectifs régionaux devront faire l'objet d'études approfondies, tout comme les autres dépenses publiques." a-t-il affirmé enfin, pour justifier la nécessité de cette révision, avant toute "politique de développement régional".

Il a toutefois rappelé que les problèmes que posent les disparités régionales ne sont pas propres seulement au Canada. Ils existent également dans d'autres pays, dont ceux membres du Marché Commun Européen, ainsi que l'Italie, le Royaume-Uni et les États-Unis.

De poursuivre M. Bonner: "Cette lenteur à abolir les disparités régionales est l'essence même de la politique canadienne moderne dans laquelle les rivalités et les réussites régionales jouent un rôle important".

## Les chances sont minimes de vaincre l'inflation

—Turner

MONTREAL (PC) — Tout en se défendant d'être du camp des pessimistes, le ministre des Finances, M. John Turner a entretenu, la Conférence canadienne des banques de l'équilibre "précaire" de l'économie mondiale.

Pour ce qui est du Canada, "les chances de pouvoir atténuer à brève échéance les tensions inflationnistes sont réduites; les chances de maintenir une croissance saine et équilibrée de l'économie sont menacées et de sérieux problèmes se posent quant à la formulation de politiques fiscales et monétaires qui permettraient à notre économie de traverser cette période de bouleversement avec le moins de privations possible", a dit M. Turner.

Sans naturellement dévoiler la démarche future du gouvernement fédéral en matière d'inflation, le ministre des Finances a parlé de "restrictions" des dépenses gouvernementales et de la nécessité de "développer un consensus national pour appuyer l'élaboration d'un équilibre juste et raisonnable entre les salaires, les prix et les bénéfices".

Certains observateurs tendent à penser que le Canada

s'achemine vers une période de "lignes directrices" sous le leadership du gouvernement fédéral.

En effet, M. Turner venait de traiter de "l'application de restrictions financières par le gouvernement fédéral et les autres paliers de gouvernement" et du "danger réel que plusieurs règlements en matière de salaires iront au-delà de ce qui est nécessaire pour rattraper le coût de la vie, échelonnant les augmentations de salaires... sur des projections des taux d'inflation actuels, ce qui assurerait une continuation, sinon une accélération, du rythme de l'inflation".

Le ministre des Finances a d'autre part demandé aux banques de considérer comme "hautement prioritaire" la satisfaction des demandes des petits emprunteurs, canadiens et des régions du Canada à croissance moins rapide ainsi que de maintenir un "niveau raisonnable d'hypothèques sur le logement", recommandant d'autre part de ne pas contribuer "au financement de prises de contrôle d'entreprises canadiennes par des étrangers... et à surveiller attentivement le niveau des prêts consentis aux grandes entreprises qui sont en mesure de s'assurer ces fonds sur le marché des capitaux".

## les "petites banques" américaines pourront tirer profit des techniques modernes qui les menacent aujourd'hui

L'introduction de nouvelles techniques électroniques rendra les banques américaines de plus en plus vulnérables chez elles aux incursions d'une concurrence provenant de l'extérieur, déclarait aujourd'hui un porte-parole de l'industrie bancaire des États-Unis.

M. Willis W. Alexander, vice-président exécutif de l'American Bankers Association, est d'avis que les opérations des banques à vocation locale aux États-Unis seront grandement affectées par la présente évolution du milieu financier alors que le perfectionnement des systèmes de virement électronique de fonds leur ouvrira de nouveaux débouchés, tout en leur imposant de nouvelles exigences sur les ressources de personnel et d'expertise.

"Dans un tel contexte," a déclaré M. Alexander, "la banque d'orientation purement locale ne sera plus à l'abri de la concurrence féroce qui s'exerce sur le marché financier. Dès l'instant où le système de virement électronique s'appliquera à l'intégralité du pays, toutes les régions seront aussi accessibles les unes que les autres."

Toutefois, le banquier soutient que les petites banques devraient voir dans ces innovations une chance à saisir plutôt qu'une menace à leur existence ou à leurs opérations.

À titre d'exemple, M. Alexander a cité l'expérience de la Federal Savings and Loan Association de Lincoln, Nebraska. Cette institution avait innové un programme qui permettrait aux clients de déposer et de retirer des fonds de leurs comptes d'épargne à partir d'un terminal situé dans chacun des deux super-marchés de la localité.

## bref économie

### Levée temporaire des restrictions à l'entrée au Canada des oeufs EU

OTTAWA (PC) — Le ministre fédéral de l'Agriculture a annoncé hier une levée temporaire des restrictions à l'importation d'oeufs des États-Unis.

Comme les prix sont plus élevés aux États-Unis, cette décision n'avantagera guère le consommateur canadien.

Au mois de mai, le gouvernement avait limité l'entrée des oeufs américains vendus à bon marché, afin de protéger les producteurs canadiens, mais comme la production d'oeufs a beaucoup baissé aux États-Unis les prix ont monté.

Les restrictions du mois de mai avaient fixé les importations d'oeufs aux quantités des années précédentes. Le gouvernement avait alors appliqué une loi qui l'autorisait à interdire l'importation de toute denrée alimentaire à des prix inférieurs à ceux du Canada.

Les experts prévoient que le prix des oeufs va continuer de s'élever aux États-Unis, de sorte que l'Agence de mise en marché des oeufs peut augmenter les prix.

### Le gouvernement fédéral émet une nouvelle série d'obligations

OTTAWA (PC) — De nouvelles obligations du gouvernement pour une valeur de \$375 millions se vendront au pair et leur rendement sera de 9 1/4 p.c., annonce lundi le ministre des Finances.

Datée du 1er octobre, la nouvelle émission doit servir en partie au remboursement de \$189,62 millions d'obligations à huit pour cent qui viennent à échéance le même jour.

Les nouvelles obligations à 9 1/4 p.c. seront divisées en deux tranches, l'une qui viendra à échéance le 1er février 1976, l'autre, le 1er avril 1978. La tranche de 1978 pourra d'ici le 1er janvier 1978 être transformée en obligations qui viendront à échéance le 1er avril 1984, mais dont l'intérêt ne sera pas changé.

Pour le reste, le taux apparemment bas de l'émission laisse peut-être entendre à ce que le gouvernement s'attend à une baisse éventuelle des taux. La semaine dernière, le ministre des finances annonçait en effet que les prochaines obligations d'épargne rapporteraient 9,75%.

### Malaise, au niveau des institutions d'épargne américaines

NEW YORK (AFP) — Les épargnants continuent de retirer leurs dépôts des institutions d'épargne à un rythme record.

En août dernier, \$800 millions ce qui constitue un record mensuel ont été retirés des banques mutuelles d'épargne américaines. En juillet, les retraits avaient déjà atteint \$733 millions. En cinq mois ce sont environ \$2,7 milliards qui ont été retirés de ce groupe particulier d'institutions d'épargne aux États-Unis.

Les Américains ont en effet préféré profiter des taux d'intérêt plus élevés offerts lors des récentes émissions d'effets à taux flottants par des holdings bancaires ou quand le département du Trésor offrit, au début du mois, pour \$4 milliards de bons à 9% avec un achat minimum de seulement \$1,000.

À cet égard, la trésorerie annonce, lundi, qu'elle va offrir, le 24 septembre prochain, pour \$2 milliards de bons à deux ans de maturité, requérant cette fois un achat minimum de \$10,000, pour éviter justement de nouveaux retraits dans les banques d'épargne, susceptibles d'aggraver la situation sur le marché de l'hypothèque et de l'industrie du logement aux États-Unis.

### Formation d'une Société de fiducie canadienne-italienne

Le ministre des Institutions financières, Compagnies et Coopératives, M. William Tetley, annonce que le Gouvernement du Québec, a accordé une charte à la compagnie "Fiducie canadienne-italienne" dont le siège social sera à Montréal. Le capital versé sera de \$1,000,000, soit \$300,000 par des membres de la communauté Italo-canadienne et \$700,000 par l'ITStiuto di credito" de Rome.

Il est prévu, a précisé le ministre, que la participation canadienne augmentera éventuellement jusqu'à 50% du capital versé. De plus l'"Istituto di Credito", qui est la branche bancaire du mouvement coopératif de crédit rural et artisanal d'Italie, fera un dépôt de \$4,000,000 au fonds garanti de la compagnie.

**NE VOUS LAISSEZ PAS AVOIR!**

Si votre chevelure s'éclaircit et que vous avez peur de devenir chauve, ne vous laissez pas abattre en croyant que c'est inévitable. Toutes les chevelures ne sont pas héréditaires, car plusieurs conditions locales du cuir chevelu, l'âge et une carence en vitamines, peuvent entraîner la chute des cheveux.

Les cliniques THOMAS, la plus grande organisation mondiale de traitement du cuir chevelu, se sont spécialisées avec succès dans le traitement de votre chevelure pendant 54 ans. Il y a bien des chances que nous puissions vous aider. Il ne vous en coûte rien de vous renseigner.

Prenez donc un rendez-vous ou joignez-nous et faites un geste positif vers l'acquisition d'une chevelure saine.

**Thomas**

Depuis 54 ans, Spécialiste capillaire

Sam 10 a.m. à 7 p.m. Sam 9 a.m. à 2 p.m.  
1010 ouest, Ste-Catherine, suite 637  
Edifice Carre Dominion.  
Tel.: 866-3041

5125, rue Du Trianon, suite 410  
Centre Commercial Place Versailles  
Tel.: 353-5410

**LAINÉ PAUL GRENIER ENRG.**

**COURS de TRICOT et COURS de MACRAME**

Spécialité: laine du Québec laines canadiennes et importées — fil Phentex canevases à petits points service d'encadrement

5600 Est, Boul. Henri-Bourassa Montréal H1G 2T3 Tél.: 325-4466

2301 Est, rue Fleury Montréal H2B 1K8 Tél.: 388-9154

bozo les Culottes

**ben correct avec ses jeans**

Lois • Alton • Le Culottier • H.I.S. • Landlubber • Jean Nicolas • Wrangler • U.F.O. • Howick

10%

pour étudiants

Coin Edouard-Montpetit & Côte-des-Neiges  
**733-5419**

# le monde



## Le premier ministre turc démissionne

ANKARA (AP)—Le président du conseil turc, M. Bülent Ecevit, a annoncé hier son intention de démissionner dans les prochains jours, en raison d'une scission intervenue au sein de son gouvernement de coalition.

M. Ecevit compte remettre sa démission au président Fahri Konutürk, après avoir consulté aujourd'hui les instances du Parti populaire républicain.

M. Ecevit est d'avis que de nouvelles élections doivent être organisées le plus rapidement possible. Il a estimé en effet que la mise sur pied d'un nouveau cabinet serait facilitée par le fait que ce gouvernement ne devrait demeurer en place que jusqu'aux élections. M. Ecevit est en conflit ouvert avec le Parti du salut national, l'un des membres de la coalition gouvernementale, qui ré-

clame un retour aux principes de l'Islam. La formation détient 49 des 450 sièges de l'Assemblée, où le Parti populaire républicain de M. Ecevit dispose de 185 députés.

M. Ecevit lui-même a reconnu il y a quelques jours l'existence de "divergences pratiquement irréductibles" entre les deux membres de la coalition formée il y a huit mois après des élections générales qui ne permettant pas au Parti populaire républicain de constituer seul un gouvernement.

Les observateurs sont cependant d'avis que M. Ecevit devrait être chargé de former à nouveau un gouvernement après sa démission. Il aurait alors le choix entre la formation d'une nouvelle coalition ou la mise sur pied d'un gouvernement minoritaire.

# Quatrième nuit d'angoisse pour les neuf otages de La Haye

LA HAYE (d'après l'AP et Reuter) — Le suspense continue à l'ambassade de France, quatre jours après le coup de main du commando de l'"Armée rouge" japonaise.

Les trois terroristes japonais ont cependant libéré durant la nuit de dimanche à lundi deux de leurs onze otages, ce qui pourrait laisser supposer que des progrès sont intervenus dans les négociations qui se poursuivent sans discontinuer depuis vendredi soir. Il s'agit de deux seules femmes qui étaient retenues prisonnières

au quatrième étage de l'ambassade, la secrétaire hollandaise de l'ambassadeur, Joyce Fleur, et une standardiste française, Bernadine Jacqueline Geertling, âgées toutes deux de 22 ans.

Peu avant 04h du matin, une lumière s'est allumée au dernier étage de l'ambassade. Peu après, les deux jeunes femmes apparaissent dans l'entrée de l'immeuble. Cinq policiers se sont portés à leur rencontre et les ont escortées en les soutenant jusqu'à l'ambassade des États-Unis, située à une centaine de mètres de là.

Peu après, elles devaient en ressortir sur des civières qui ont été emmenées dans deux ambulances. Les véhicules sont ensuite partis, escortés par la police.

Selon les autorités, un premier examen médical a montré que les deux jeunes femmes sont dans un état satisfaisant, compte tenu des épreuves qu'elles viennent de traverser. Le médecin et le psychiatre qui les ont examinées à l'ambassade américaine ont constaté qu'elles paraissent quelque peu traumatisées, mais heureuses que leur aventure soit

terminée. Elles ont affirmé, en outre, que neuf otages sont toujours entre les mains du commando et qu'ils n'ont pas été maltraités. Les Japonais ne font preuve à leur égard d'aucune agressivité.

Peu après la libération des deux employées, les terroristes ont réclamé des cigarettes et des vivres, alors qu'ils avaient refusé jusqu'ici de recevoir de la nourriture de l'extérieur. Deux policiers sont sortis de l'ambassade des États-Unis en portant de grands cartons qu'ils ont attachés à une corde lancée du 4ème étage. Les cartons ont

été hissés et ont disparu dans l'obscurité.

### Dispositions spéciales

Les autorités néerlandaises prennent toutes leurs dispositions pour le cas où un accord viendrait trouver une issue rapide.

L'un des problèmes les plus délicats qui se posaient était de savoir qui piloterait le Boeing 707 mis à la disposition des commandos par le gouvernement français. Paris a rappelé ses pilotes, ne voulant pas donner "plus d'otages" aux trois Japonais.

Hier après-midi toutefois, la compagnie néerlandaise de charters Transavia annonçait qu'un de ses cinq équipages de Boeing s'était porté volontaire pour piloter l'appareil.

De leur côté les autorités françaises ont décidé de renforcer les services de sécurité de l'aéroport d'Orly, dans l'attente d'une éventuelle arrivée des commandos qui pourraient demander à être transportés en France avec certains de leurs otages, dont l'ambassadeur Sénard. La garde de certaines ambassades a également été doublée.

## Grande-Bretagne

# Le Labour promet une autre consultation sur l'adhésion britannique au marché commun

(d'après l'AFP)—Si le Parti travailliste remporte les prochaines élections, le "peuple britannique sera appelé dans un délai de douze mois à prendre la décision finale" sur le maintien de la Grande-Bretagne dans le marché commun, annonce le manifeste électoral du "Labour" publié hier soir.

"La décision populaire qui sortira des urnes s'imposera au gouvernement quel que soit le résultat des négociations de Bruxelles, la décision sera prise par le peuple britannique", souligne le manifeste.

Les observateurs remarquent que M. Harold Wilson ne s'était jamais engagé aussi explicitement à s'incliner devant le verdict populaire. Ils notent également que l'expression "renégociation fondamentale" des conditions d'adhésion de la Grande-Bretagne à la communauté contenue dans le dernier manifeste électoral du Labour, qui était devenue par la suite une simple "renégociation", s'est maintenant muée en "négociations".

Interrogé sur ce changement de vocabulaire au cours de la conférence de presse qui a marqué le lancement du manifeste, M. Wilson a simplement déclaré: "J'ai pu me rendre compte samedi à Paris que tout était maintenant devenu fondamental dans le marché commun."

Deux grandes inconnues subsistent. Premièrement le Premier ministre n'a pas voulu préciser si le gouvernement formulerait ses propres recommandations à l'électorat avant la consultation. Deuxièmement, il n'a pas non plus dit si cette consultation se ferait par la voie d'élections générales ou d'un référendum.

Toutefois, étant donné la relative brièveté du délai maximum d'un an au cours duquel les électeurs seront appelés à se prononcer, de nombreux observateurs estiment que le premier ministre préférera recourir au référendum afin d'éviter d'infliger au pays trois élections générales en moins de deux ans.

Ce raisonnement ne vaut

que si les travaillistes emportent la majorité absolue des sièges au Parlement lors des élections attendues pour le 10 octobre. En effet si M. Wilson devait de nouveau se trouver à la tête d'un gouvernement minoritaire, il pourrait être tenté de rechercher cette majorité absolue en organisant de nouvelles élections sur le thème de l'Europe.

Par ailleurs, un sondage publié hier par le "Daily Mail" donne aux conservateurs une avance de un pour cent sur les travaillistes dans les intentions de vote des Britanniques. Toutefois, 46 pour cent des personnes émettant une intention de vote déclarent qu'elles peuvent changer d'avis avant le jour du scrutin.

Un autre sondage, réalisé par l'institut "Opinion Research Centre" et publié dimanche par le "Sunday Times" donnait par contre aux travaillistes une avance de neuf points sur les conservateurs, tout en révélant que 39-p.c. de personnes interrogées étaient favorables à un gouvernement de coalition.

# Manifestation en faveur d'un gouvernement civil en Éthiopie

ADDIS-ABEBA (d'après l'AFP Bernard Lebas)

Pour la première fois depuis la déposition de l'empereur Haïlé Sélassié jeudi dernier, des membres du comité de coordination militaire appartenant à diverses unités ont accepté de venir discuter avec plusieurs milliers d'étudiants réunis sur le terrain de sport de la faculté des sciences d'Addis-Abeba. Le forum s'est déroulé sans incident et le dispositif de sécurité de l'armée et de la police n'est pas intervenu.

La plupart des milliers de jeunes participants se sont séparés calmement tandis que deux groupes de deux à trois cents étudiants et lycéens ont parcouru certaines rues de la haute ville au pas de course, en scandant: "Nous voulons un gouvernement civil".

Après avoir quitté la place

"Arat Kilo" — c'est-à-dire la place du kilomètre quatre appelée aussi place de la révolution — l'un de ces groupes a parcouru l'avenue commerçante qui porte encore le nom de Haïlé Sélassié. Ralentissant la circulation les manifestants n'ont pas modifié leur allure pour atteindre le quartier de la "Piazza". C'est plutôt dans une ambiance de carnaval que se déroulait cette manifestation que la plupart des passagers des voitures et certains passants regardaient en souriant...

L'image des actuels dirigeants militaires de L'Éthiopie entouré par la masse des étudiants et lycéens et discutant calmement avec eux à d'autant plus retenu l'attention des observateurs que, dans la matinée, les forces de l'ordre avaient empêché un groupe de deux cents étudiants de défilé en proclamant leur désaccord avec le

gouvernement militaire provisoire.

C'est pourtant les appréhensions des étudiants au sujet de l'installation des militaires au pouvoir qui a été le thème central des discussions du dialogue étudiants-armée.

Les étudiants veulent essentiellement une "démocratisation" du comité de coordination des forces armées, le libérait d'expression, un gouvernement civil et la proclamation d'une république socialiste. Les militaires se sont efforcés de les rassurer sur leurs intentions et ont demandé qu'on leur "accorde du temps" pour mettre en oeuvre la révolution.

On ne peut manquer de faire un rapprochement entre les revendications des étudiants et celles de la confédération des travailleurs — la plus importante centrale syndicale du pays — qui, dans un communiqué publié hier, demande pour la première fois l'abolition de la monarchie, l'institution d'une république populaire et la liberté immédiate de réunion, d'association, de manifestation et de grève.

Quelles qu'aient pu être les réticences de certains délégués, notamment allemands belges et hollandais, à s'engager trop avant dans le soutien aux thèses arabes, c'est à l'unanimité qu'a été adoptée la motion reconnaissant les "Droits nationaux" du peuple palestinien, de même que la demande d'inscription de "la question de Palestine" à l'ordre du jour de la prochaine session des Nations-Unies. C'est là un succès pour les dirigeants de l'OLP qui ne dissimulaient d'ailleurs pas leur satisfaction à l'issue de ces travaux auxquels ils assistaient comme membre à part entière de la conférence et non comme observateurs.

Cette conférence n'a certes pas permis de créer cette grande communauté arabo-européenne qui a été évoquée à la séance inaugurale et qui serait, selon certains, susceptible d'apporter un nouvel élément d'équilibre à l'ordre mondial. Plus prosaïquement, elle a permis à de nombreux délégués européens qui n'avaient que des notions très vagues des problèmes en Proche-Orient, d'avoir des idées plus précises sur les positions arabes et de voir de plus près les conséquences de la guerre israélo-arabe.

La visite de Kuneitra (Golán) et des camps de réfugiés palestiniens au Liban n'avaient pas d'autre but. Du côté arabe on espérait que le

# La conférence euro-arabe a été favorable aux Palestiniens

DAMAS — (AFP) La première conférence parlementaire euro-arabe aura été surtout positive pour les Palestiniens: Telle est l'impression qui se dégage des trois jours de discussions parfois vives qu'ont eues entre eux les 130 représentants de 8 pays de la communauté économique européenne et de 10 États arabes.

principal résultat de cette conférence, placée sous les auspices du gouvernement syrien, "sensibiliserait" au

thèses arabes l'opinion publique en Europe, traditionnellement considérée ici comme amie d'Israël.

# Pour les Roumains, Moscou n'est plus le centre du monde

VIENNE (Reuter) — Le Parti communiste roumain a clairement laissé entendre dimanche que Moscou n'est plus "le centre du monde" et ne doit plus être considéré comme le chef du mouvement communiste.

Une déclaration du comité central du PC roumain, publiée dimanche dans le journal du Parti, souligne notamment que, "en raison de l'accroissement et de la diversification des activités des partis communistes et ouvriers, l'existence d'un centre servant à coordonner celles-ci n'est plus possible".

Bien que l'Union soviétique ne soit nommée à aucun moment, l'allusion est transparente car le PC soviétique considère en effet qu'il joue un "rôle déterminant" dans le mouvement communiste mondial.

La Roumanie du président Nicolae Ceausescu a adopté depuis 1965 une ligne fermement indépendante, et cette déclaration ne constitue par en fait un changement de politique, mais le fait que cette déclaration est présentée comme un document officiel du parti lui donne une importance particulière.

La déclaration figure en effet au nombre des "thèses" fondamentales rédigées par le comité central en prévision du congrès de novembre prochain, et devient ainsi un élément de la doctrine officielle du pays.

La Roumanie est ainsi le seul pays du bloc communiste à défendre cette position, si l'on considère que la Yougoslavie et l'Albanie sont toutes deux en dehors de ce "bloc".

La déclaration, qui a été diffusée par l'agence roumaine Agerpress, dit encore que la Roumanie travaillera à renforcer l'unité parmi les pays communistes "sur la base de l'égalité totale, du respect mutuel et de la non ingérence".

La Roumanie se fonde sur le droit de chaque parti communiste à définir sa propre ligne politique, sa stratégie et sa tactique. Des opinions différentes sur diverses questions sont inévitables mais "ne devraient en aucune façon affecter les relations de coopération et la solidarité entre les partis".

La direction roumaine laisse encore entendre qu'elle continuera de se tenir à l'écart de la campagne idéologique déclenchée par Moscou contre Pékin, en disant que le parti "ne s'associera pas aux blâmes ou aux condamnations de partis frères".

**R** Avec le Petit Robert, on trouve toujours ses mots.

No. 168 PAR GERVAIN

|    |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|
| 1  | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| 1  |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 2  |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 3  |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 4  |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 5  |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 6  |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 7  |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 8  |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 9  |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 10 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 11 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 12 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |

**HORIZONTALEMENT**

- 1— Ils comptent pour beaucoup dans la qualité d'un disque.
- 2— Tourne en chantant. — Entendu...
- 3— On aime pas faire ça du temps! — A eux. — Inf.
- 4— Pt. pers. — Les mots me manquent pour vous parler de celle de mon vocabulaire!
- 5— Plein d'expérience quand il est vieux. — Moment de douce excitation dans le monde animal.
- 6— Sources de chaleur. — Réflexion personnelle qu'un acteur murmure bien fort à l'intention du public.
- 7— Sacrez-moi vot'camp, en bon latin de sacristie! — Mi-nou de salon.
- 8— Terme du jeu de tennis. — On aime pas perdre dix minutes à en débiter un le matin... — Note.
- 9— Il laisse des traces qui profitent. — Enorme taureau sauvage qui se promenait, paraît-il, en Europe au Moyen Age.
- 10— Finesse. — Couleur.
- 11— Met de la couleur dans les yeux. — Projeta ses pieds dans le visage de son voisin. — Point cardinal.
- 12— Opération qu'on fait subir à certains mâles pour les rendre plus tendres, plus doux!

**VERTICALEMENT**

- 1— Paquet d'affaires, de cosinus, d'outils, pataclan. — Ce qu'il y a de plus substantiel dans une chose.

**Solution No. 167**

|   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| O | R | A | N | I | G | R | A | M | H |   |
| R | O | U | G | E | R | A | S | O | I | A |
| C | U | I | A | C | U | M | I | N | E |   |
| H | E | A | U | R | E | O | L | E | S |   |
| E | M | I | T | E | N | E | T | S |   |   |
| S | I | R | I | P | E | L | A | P | I |   |
| T | E | L | E | U | S | F | I | O | N |   |
| R | O | S | E | R | M | U | R | I | S |   |
| E | S | T | M | E | T | S | E | R | A |   |
| S | U | A | G | E | A | M | I | S | A |   |
| R | I | A | N | T | I | L | E | N |   |   |
| P | E | T | I | T | E | S | S | U | I | T |

Les noms propres, les abréviations et les symboles chimiques sont proscrits.

L'EXCELLENCE DU SERVICE  
LE SON SANS FALSIFICATION

**SONAR**

Custom stéréo sur mesure  
766 Sherbrooke St. West, Montréal 110  
844-3441

**J.-P. LEDUC & CIE**  
COMPTABLES AGRÉÉS

Jean-Paul Leduc C.A. Denis Labelle, C.A.  
Tél.: 432-4397 384 rue Ste-Anne,  
Saint-Jérôme, Québec

PAUL-EMILE FAUCHER  
NOTAIRE  
225 Hymus, Pointe-Claire  
697-8722

J'aurai toujours des cheveux  
Une chevelure sur mesure?  
Oui!

Mais sans collant  
C'est autre chose! —  
Garantie absolue —  
Renseignez-vous sur ce  
procédé ultime et  
moderne

Tissage pour hommes et dames  
Également toupets tout genre

**-TISSAGE DE CHEVEUX INTERNATIONAL**  
7121 CHATEAUBRIAND, MONTRÉAL  
(stationnement en face) 277-1716 (face au Métro Jean-Talon) 277-1583

Amérique latine

# Les leaders de la gauche chilienne ne jouiront pas des mesures de clémence

Le 11 septembre, jour anniversaire du coup d'État militaire qui il y a un an et six jours renversait le gouvernement d'Unité populaire, le "chef suprême de la nation chilienne", Augusto Pinochet Ugarte, annonçait la fin de l'état de guerre intérieur et la libération de détenus politiques "excepté les cas spécialement graves". Parmi ces "cas" figurent des personnalités de premier plan de l'Unité populaire. De son côté, le cardinal Silva Henríquez, archevêque de Santiago, a lancé dimanche un appel à la jeunesse chilienne pour "construire un Chili meilleur..."

commenceraient les premières libérations, ni le nombre des détenus qui bénéficieraient des mesures de clémence — 4.000 selon le comité national d'aide aux réfugiés — il semble bien en tout cas que la réponse de l'URSS et de Cuba au défi du général Pinochet de libérer un nombre équivalent de prisonniers ne conditionne pas la libération des détenus chiliens. C'est ce qu'a assuré dimanche à l'AFP Me Robert Pinet, un avocat français représentant une organisation de juristes chrétiens, venu s'informer de la situation au Chili. "J'ai reçu des assurances dans ce sens du général Benavides, ministre de l'Intérieur", a-t-il affirmé.

Cuba devait être interprété comme une manœuvre destinée à redorer le blason du Chili en opposant le "clémence" de la junte à la "propagande du communisme international".

"La coopération de nos amis de l'étranger est essentielle au développement économique du pays, avait déclaré il y a quelques semaines le ministre de la coordination économique, M. Raul Saez.

**Appel à la jeunesse**

Le cardinal Raul Silva Henríquez, archevêque de Santiago du Chili et président de la conférence épiscopale chilienne, a lancé dimanche à la jeunesse du pays un appel à la réconciliation nationale pour "construire un Chili meilleur, sans haines ni rancoeurs (...)". Au cours d'une messe prononcée à l'intention de la jeunesse chilienne à la cathédrale de Santiago du Chili, le prélat a affirmé: "Aujourd'hui plus que jamais il faut nous unir pour faire la grandeur d'une patrie dans laquelle tous les Chiliens se sentent libres".

Enfin, estime-t-on de même source, il est certain que la décision de libérer au cours des prochains mois 4.000 prisonniers n'est pas étrangère à la volonté de la junte de vaincre la résistance des pays qui s'étaient montrés peu enclins jusqu'ici, ou même hostiles, à fournir au Chili l'aide économique qui lui fait cruellement défaut. La réussite ou l'échec de la politique économique de la junte dépend en effet en grande partie des crédits qui pourront être obtenus au cours des prochains mois.

Le 29 août dernier, le cardinal Silva Henríquez avait signé, avec les dirigeants des églises évangélique, luthérienne et israélite, une lettre au chef de l'Etat, le général Augusto Pinochet, lui demandant une amnistie et la fin de l'état de guerre intérieur.



Les magistrats Rory Conaghan (à gauche) et Martin Mc Birney, dont l'IRA revendique l'assassinat.

## L'IRA revendique le meurtre de deux éminents magistrats

BELFAST (Reuter) — La branche provisoire de l'Armée républicaine irlandaise, l'IRA, a revendiqué hier le meurtre de deux éminents magistrats nord-irlandais, tués à leurs domiciles de Belfast, en début de matinée.

Les deux victimes, le juge Rory Conaghan et le juge de paix Martin Mc Birney, étaient tous deux fait connaître en présidant des audiences relatives aux activités des extrémistes catholiques et protestants.

Le juge Mc Birney, qui était protestant, a été abattu de deux balles, dont une à la tête, alors qu'il préparait son petit-déjeuner dans sa cuisine. Le tueur s'est également enfui en voiture. Le juge Mc Birney était un ancien président du Parti travailliste d'Irlande du Nord.

La police a immédiatement entrepris des recherches en vue de retrouver les deux tueurs. La voiture utilisée par l'un d'entre eux a déjà été retrouvée.

**Bilan**

Depuis 1971, on dénombre une quinzaine d'agressions contre des magistrats d'Ulster. En octobre 1972, un autre juge de paix, M. William Staunton, catholique, avait

ainsi été abattu alors qu'il conduisait ses enfants à l'école.

En avril dernier, le juge Garrett McGrath, un autre magistrat catholique, avait été blessé devant son cottage par plusieurs balles.

Les autres agressions ont été commises à l'aide de bombes ou de lettres piégées.

Les responsables de la sécurité dans la province avaient pris des mesures pour protéger les représentants en vue de la justice, mais, croit-on savoir, les juges Conaghan et Mc Birney avaient tous deux refusé les services de gardes du corps armés.

SANTIAGO DU CHILI (d'après l'AFP) — Les personnalités de premier plan de l'Unité populaire détenues par la junte, parmi lesquelles l'ex-secrétaire général du PC chilien, M. Luis Corvalan, ne bénéficieraient pas des mesures de clémence annoncées le 11 septembre par le général Pinochet, estimait-on dimanche dans les milieux diplomatiques de la capitale chilienne. Ces personnalités

verraient leur cas examiné individuellement. Les autorités pourraient soit les déférer aux tribunaux civils ou militaires, soit les élargir, comme pour l'ancien ministre de la Défense du président Allende, le socialiste Orlando Letelier, autorisé le 10 septembre à quitter Santiago pour le Venezuela.

Si le chef de l'Etat n'a pas indiqué à quelle date

## Mme Allende tient Kissinger responsable du complot qui a renversé l'Unité populaire

Le débat ouvert par le directeur de la C.I.A., M. William Colby, sur le rôle joué par l'agence de renseignements américaine au Chili continue à avoir des rebondissement. Après les récentes révélations de la presse américaine sur les activités de la C.I.A. au Chili, Madame Hortensia Allende, veuve de l'ancien président chilien, a accusé hier à Londres le secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger, d'être "moralement et politiquement le véritable responsable" du renversement du régime d'Unité populaire au Chili. D'autre part, l'ambassadeur américain au Chili, M. Edward Korry, a affirmé hier au "New York Times" que les États-Unis ont fait preuve pendant son mandat d'une attitude "extraordinairement souple" avec le gouvernement de Santiago.

Korry attira l'attention du chef d'Etat chilien sur la menace d'un blocage des crédits internationaux à son pays. Il décrit ses efforts pour coopérer avec le régime du président Allende, et confirme le témoignage qu'il fit l'an dernier devant la sous-commission sénatoriale pour les Affaires étrangères. Il avait à cette occasion déclaré que durant les quatre années

(d'après l'AFP et PA) — "Le secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger est le responsable du complot qui a renversé le gouvernement légal du Chili", a déclaré hier la veuve du président Allende au cours d'une conférence de presse.

"Ce ne sont ni l'ITT, ni la CIA qui sont les premiers responsables de l'installation de la junte militaire du général Pinochet", a-t-elle ajouté.

Mme Hortensia Allende, qui était accompagnée de M. Harald Edelstam, l'ancien ambassadeur de Suède au Chili, accomplit actuellement un tour du monde pour faire campagne en faveur de la restauration de la démocratie au Chili et collecter des fonds pour les réfugiés chiliens.

"Il est très important que l'envoi d'armes et de matériel de guerre au Chili soit interdit. Le Chili est un des pays les mieux armés d'Amérique latine, et qui la junte veut-elle combattre? L'Argentine, la Bolivie, le Pérou? Non, elle combat le peuple chilien qui réclame sa liberté", a-t-elle déclaré.

Mme Allende a annoncé aussi qu'elle tenterait de convaincre les gouvernements intéressés de ne pas appuyer la demande chilienne de renégociation de sa dette extérieure, à la prochaine conférence du "Club de Paris".



"L'argent est utilisé non pour le peuple chilien mais pour rembourser les compagnies américaines du cuivre et d'autres monopoles étrangers", a-t-elle assuré.

**Interview**

D'autre part, M. Edward Korry, ambassadeur américain au Chili d'octobre 1967 à octobre 1971, affirme que les États-Unis tentèrent durant son mandat, d'établir un "modus vivendi" et firent preuve d'une attitude "extraordinairement souple" avec les autorités de Santiago. Dans une interview au "New York Times" de lundi l'ancien diplomate déclare qu'il lança en 1971, une mise en garde au président Allende quant ce dernier revint sur presque tous les engagements qu'il avait pris. M.

de son mandat, les États-Unis n'avaient tenté d'influencer aucun membre du Congrès chilien.

Dans son éditorial, le "New York Times" relève les contradictions entre les dires de l'ambassadeur et la déposition secrète du directeur de la CIA devant une sous-commission de la Chambre. "Et qu'en est-il du rôle de M. Henry Kissinger dans cette sordide affaire", demande le journal.

C'est maintenant au président Ford de découvrir qui est actuellement responsable de la politique étrangère des États-Unis dans les régions sensibles du monde et si quelqu'un en fait contrôle les opérations de la CIA.

## Déficit alimentaire au Mexique

MEXICO (PL) — Sur 50 millions de Mexicains, 10 millions ne mangent pas de viande, 11 millions ne consomment pas d'œufs, 18 millions ne boivent jamais de lait, 34 millions ne peuvent pas manger de poisson et 11 millions ne peuvent acheter de pain blanc.

Les chiffres apparaissent dans une étude que l'ingénieur Daniel Cervantes présentera lors de la prochaine convention de l'Union américaine qui se tiendra à Toronto, selon une annonce du journal "Excelsior".

Le rapport signale que se-

lon les dernières statistiques, le secteur agricole a diminué en 1971-1972 par rapport à la période antérieure.

Les principales cultures de consommation interne semblent avoir été les plus touchées, puisque la production de maïs a baissé de 9,4 pour cent, les haricots de 24,5 et le sorgo en grain de 1,8 pour cent.

L'ingénieur Cervantes a rappelé que 12,4 millions d'hectares de terres sont cultivées alors que 29,3 millions pourraient l'être; 7,7 millions ne sont pas travaillées et 9,2 millions sont en jachère.

**Les agriculteurs européens sont mécontents**

PARIS (AP) — Dans toute l'Europe, les agriculteurs ont manifesté, hier, pour réclamer une revalorisation des prix agricoles. Ces manifestations ont été essentiellement caractérisées par des défilés de tracteurs qui ont perturbé la circulation sur les grands axes, dans la matinée. En France, le président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, M. Michel Debatisse, avait donné des consignes à ses adhérents pour que les ma-

nifestations gênent le moins possibles les automobilistes et la rentrée des classes et pour que les défilés aient lieu dans la matinée, à partir de 10h30. Il leur avait également recommandé de faire preuve de la plus grande courtoisie. Aux frontières, des rencontres symboliques ont eu lieu entre agriculteurs français, belges, luxembourgeois, allemands et italiens. Les agriculteurs réclament un relèvement des prix agricoles de huit pour cent à partir du 1er octobre, alors que la commission économique de la CEE ne prévoit que quatre pour cent.

**ÉTUDIANTS! ENSEIGNANTS**

Ca presse! Faites-vous un devoir de



|                       |          |         |
|-----------------------|----------|---------|
| ABONNEMENT DE:        | 7 mois:  | \$33.00 |
|                       | 8 mois:  | 37.00   |
| (Abonnements postaux) | 9 mois:  | 41.00   |
|                       | 10 mois: | 45.00   |

S.V.P. Remplir ce coupon et nous le faire parvenir à: Le Jour, 387 boul. Lebeau, Ville St-Laurent.

Ci-inclus, \$..... pour un abonnement scolaire de ..... mois à compter du.....  
 NOM:.....  
 ADRESSE.....

**Bref monde**

**La guerre qui ne finit pas**

SAÏGON (AFP) — Les combats se poursuivent et s'amplifient depuis trois jours autour des villes de Danang et Hué que les forces du Front national de libération tentent d'isoler en coupant la nationale au sud et au nord, tout en multipliant les attaques et le pilonnage sur différents postes constituant leur système défensif. Hier, la circulation a été interrompue durant plus de 10 heures à 30 kilomètres au sud de Hué, les sapeurs du FNL ayant fait sauter à l'explosif une buse sur la nationale.

La veille et l'avant-veille, des attaques menées simultanément sur différentes positions gouvernementales avaient fait 27 morts et 64 blessés parmi leurs défenseurs et 130 morts dans les rangs du FNL.

**Chou En-lai a été opéré**

HONG KONG (AFP) — Le général Gowon, qui a annoncé que le premier ministre Chou En-lai avait dû subir une opération chirurgicale, a précisé qu'il n'avait pas rencontré le dirigeant chinois au cours de son voyage en Chine mais qu'il avait eu le

sentiment que les responsables chinois souhaitaient que le monde soit mis au courant de l'opération du premier ministre.

**Le nouvel an juif**

JERUSALEM (AP) — Des milliers d'Israéliens se sont rendus hier à la synagogue ou au bord de la mer à l'occasion du nouvel an juif. Les autorités ont pris des mesures exceptionnelles pour éviter tout incident. Deux Arabes qui s'apprêtaient à déposer une bombe dans un supermarché de Tel Aviv ont été appréhendés. Les dirigeants israéliens paraissent assez sombres dans leurs messages de nouvel an. Le président du conseil, M. Yitzhak Rabin, a déclaré que, bien qu'il croyait à un règlement par étapes avec l'Égypte et la Jordanie, il était moins sûr des intentions de la Syrie. Il a ajouté qu'il ne serait pas surpris si la Syrie entraînait les pays arabes dans une autre guerre contre Israël. Les militaires ont surveillé tout particulièrement les frontières avec le Liban et la Syrie au cas où les fedayins voudraient lancer une opération.

**LE JOUR**  
 a besoin de camelots dans Outremont et N.D.G.  
 composez 331-8961

**UNION RÉGIONALE DE RIMOUSKI DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS**  
**AGENT D'ÉDUCATION**

Effectue, sous l'autorité du directeur du service, du travail d'éducation et d'information au niveau des dirigeants, du personnel des Caisse, des membres et du public en général; participe à l'élaboration des objectifs en éducation; prépare et réalise des plans d'action qui tiennent compte des objectifs fixés; s'assure au besoin, de la collaboration de personnes de ressource en vue de la réalisation des plans d'action élaborés.

**LES EXIGENCES:**  
 —Diplôme de 1er cycle en sciences humaines (une expérience de quelques années pourra compenser une scolarité moindre);  
 —initiative et responsabilité, sens de l'organisation, aptitudes en formation et en animation;  
 —croyance dans les valeurs coopératives.

**TRAITEMENT:**  
 — Salaire en relation avec les qualifications;  
 —Allocation pour utilisation de l'automobile;  
 —Compte de dépenses courantes;  
 —Plan complet d'avantages sociaux.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur demande accompagnée d'un curriculum vitae, avant le 23 septembre 1974.

Service du Personnel  
 Union Régionale de Rimouski des Caisse populaires Desjardins  
 681, boul. St-Germain ouest  
 Rimouski, Qué.  
 G5L 7E5

# petites annonces

Nos bureaux sont ouverts du lundi au vendredi de 10h. à 5h.  
331-8961

**IMMEUBLES 100**  
101 propriétés à vendre  
105 propriétés à vendre  
165 divers à vendre  
108 propriétés à la campagne  
110 propriétés à la campagne  
113 propriétés demandées  
117 propriétés commerciales  
120 cottages bungalows  
123 administration des propriétés  
126 maisons mobiles  
128 immeubles  
130 chalets à vendre  
134 condominiums  
appartements à vendre  
138 manufactures à vendre  
141 entrepôts à vendre  
144 commerces à vendre  
150 terres à vendre  
154 maisons de pension à vendre  
156 bureaux et locaux à vendre

**LOCATION 200**  
202 appartements à louer  
204 appartements chauffés à louer  
207 appartements meublés  
chauffés à louer  
209 appartements demandés  
211 appartements et  
logements à partager  
214 logements à louer  
218 logements chauffés à louer  
meublés à louer  
222 logements demandés  
227 logements à sous-louer  
229 chambres à louer  
231 chambres-demandées  
234 commerces à louer

**MARCHANDISES 300**  
302 ameublement  
305 antiquités à vendre  
308 antiquités demandées  
310 articles de ménage  
314 articles camping  
caravanning - tentes  
316 articles sport - skis  
319 instruments de musique  
322 photos et cines  
325 caméras  
328 machinerie  
330 matériaux de construction  
332 effets de bureau - magasins  
restaurants  
335 tableaux - peintures  
338 artisanat  
340 tapis - carreaux - linoléum  
343 terrazo - céramique  
346 machines à coudre  
349 lingerie - fourrure vêtements

**SERVICES 400**  
402 peintre  
405 électricien  
407 plombier  
410 rembourreur  
417 entrepreneur  
417 denturologiste  
420 menuisier - ébéniste.  
425 service domestique

**FINANCE 500**  
502 associés demandés  
505 agents demandés  
508 occasions d'affaires  
510 assurances  
515 hypothèques

**AVIS DIVERS 600**  
602 activités sociales  
605 voyages & Transport  
608 ventes de charité  
612 encans  
620 chasse & pêche  
625 divers  
630 avis légaux - appels d'offres  
demandes de soumissions  
634 décès  
638 remerciements  
640 messe

**ÉDUCATION 700**  
701 école  
706 école de conduite  
709 école de métiers

**EMPLOIS 800**  
800 service de personnel  
807 couples demandés  
810 hommes demandés  
820 femmes-filles demandées  
830 hommes-femmes demandés  
840 couples-coiffeuses demandés  
45 emplois demandés

**VEHICULES 900**  
903 bateaux moteurs yachts  
905 maisons mobiles

**101 propriétés à vendre**  
**COTTAGE INCROYABLE DUVERNAIS:** Hyp @ 107,8% - très grande pièce garage fenêtres alluminium. 1 salle de bain attenante à la C.C.M. + salle de toilette. Chauffage électrique. Novelec Gazonné, arbres, près de toute commodité: appeler Gérard Joncas 382-5890 ou 728-0351.

**150 terres à vendre**  
**IMM. WESTGATE COURTIERS**

**150 terres à vendre**  
**TERRE À VENDRE**  
Terre à vendre de 80 arpents, avec bâtiments (grange, étable, hangar) et grande maison, situées à 5 minutes de Joliette et 45 de Montréal. S'adresser à 1-756-2427. (Entre 5 et 10 heures p.m.)

**214 logements à louer**  
Cartierville, 3 1/2 propre, tranquille proximité train, piscine, sauna, laveuse, sècheuse. \$130. 1er oct. 334-0175 288-9046.

**218 logements chauffés à louer**  
7241 des Érables près Jean-Talon spacieux 5 1/2 pièces, prix raisonnable après 6 h. 729-9910.

**222 logements chauffés meublés à louer**  
1501 Jarry est, près Papineau, 1 1/2, 2 1/2, 3 1/2 pièces. Modernes, équipé, grandes chambres, taxe d'eau payée. Sundec, garage, meubles ou non, raisonnables. Tél.: 725-8757.

**228 chambres à louer**  
Chambre à louer pour 1 ou 2 personnes avec usage de la cuisine, téléphone et télévision. Tranquillité, Bungalow dans Terrebonne Heights 477-0840.

**258 chalets à louer**  
Chalet à louer à St-Sauveur, sous-sol 2 chambres, cuisine, chambre de bain Tél: 631-3766.

**288 divers à louer**  
Location de sonorisation mobile Le temps de vivre 677-4782.

**302 ameublement**  
Matelas, sommiers, directement du manufacturier, simple, double, Queen King, lits ronds, sofas lits. Aussi rembourrage. Tél.: 681-0307.

**302 ameublement**  
**Meubles non peints:** vendons et fabriquons. Vaste choix (commodes, bureaux doubles et triples, bibliothèques, mobiliers de cuisine, etc.). Avons aussi matelas toutes grandeurs, à prix d'aubaine. 207 Beaubien est. Tél.: 276-9067.

**310 articles de ménage**  
Aimerais acheter congélateur neuf ou usagé mais en bonne condition. 477-5829.

**319 instruments de musique**  
Cours de piano, méthode individuel pour enfants et adultes 722-7535.

**350 T.V. stéréos - radios**  
Téléviseur Fleetwood noir et blanc, stéréo, radio AM-FM. Lampe individuelles du stéréo et radio. Bonne condition. Tél.: 255-5232.

**369 animaux à vendre**  
20 Taures ouvertes de 18 mois (holdstein). Entre 700 et 800 livres chacune, prix d'aubaine. 299-2720. Montréal: 669-1818.

**417 denturologiste**  
Denturologiste J. Gauthier, fabrication et réparation de prothèses dentaires amovibles. Tél.: 728-3401. Charge acceptée.

**425 service domestique**  
Femme ou couple demandés, 2 enfants entretiens général, maison de campagne. soir 1-887-2410.

**425 service domestique**  
Recherche jeune femme pour garder ma fille de 14 mois chez moi. 5 jours par semaine. Communiquer après 6h. à 522-8490.

**425 service domestique**  
Femme de andée pour prendre soins à plein temps de 2 fillettes (3 et 5 ans) et veiller à l'entretien général de la maison du Dimanche soir au vendredi soir. Loger et nourrir, responsable et expérimenté, \$75, par semaine 879-2214 jour. 672-7922 soir.

**435 planchers**  
Sablage, finition plastique, varathane nettoyage tapis. Tél: 721-7738.

**438 déménagements - transport - camionnage**  
Accepterais déménagements à prix modique. Local ou longue distance. 737-8009.

**440 service divers**  
**AMASO**  
Service de rencontres sérieux. 822 est rue Sherbrooke, suite 5. Marthe Gaudette, b.a.b. péd. b. ph. 15s lettres. Tél.: 524-3852.

**444 lavage - nettoyage**  
AA-1 Lavage, murs vitres, tapis, plancher, sablage, varathane, peinture. Estimation gratuite. M. Roger 676-3332.

**455 impôts - tenue de livres**  
**DÉCLARATIONS D'IMPÔT**  
Formule depuis 1968. Tél.: 381-5425.

**625 divers**  
**PRENDRAIS PASSAGERS MONTREAL - ST-HYACINTHE** matin et soir (Ecole de médecine vétérinaire). Tél. après 4.30 heures p.m. sur semaine à: 381-6983.

**722 cours de piano**  
Cours de piano, matières théoriques. Marié Asselin B. Mus. 735-0833.

**810 hommes demandés**  
**VENTE PUBLICITÉ** journal local inf. 354-2753 soir seulement

**820 femmes-filles demandées**  
Secrétaire juridique, sténo dactylo, Brière Boivin, Paquette, Beaulac & Clément 842-9914.

**820 femmes-filles demandées**  
**SECRÉTAIRE DÉBROUILLARDE**  
Nous avons besoin de quelqu'un prêt à accepter beaucoup de responsabilités, de prendre son travail à coeur, d'apprendre rapidement à remplacer une secrétaire-clé qui doit partir à la fin du mois. Expérience générale mais non pas juridique requise. Salaire en conséquence. Application par écrit seulement à Mes Unterberg, Boyer et Giroux suite 700, 1980 ouest, Sherbrooke.

**903 bateaux moteurs yachts**  
Bateau en fibre de verre, 15 pieds moteur 40 forces et remorque. \$850. 435-1282.

**918 motocyclettes**  
**SUZUKI** 500, 13.800 milles, \$650. Tél: 735-0554.

**990 autos camions demandés**  
Nous payons jusqu'à \$20, pour votre vieille voiture pour ferraille. Remorquage gratuit. 365-6835.

**999 autos à vendre**  
**DATSUN** 1600 pl 510 1972, jaune or, 49.000 mi, prix \$1.600. Tél.: 381-0745.

**RENAULT** 15, 1973, 2ième série, 21.000 milles anti-rouille, \$2.500. faut voir. Jour: 736-8002, soir: 735-0554.

**630 Avis légaux - soumissions - appels d'offres**  
Prenez avis que M. Michel Lafontaine M503313, Louis Felton M-503311 s'adresseront à la Commission des Transports pour obtenir un permis additif pour le transport de matière en vrac, nécessaire pour les sentiers de la Baie James région 8.

Tout intéressé à la dite requête peut porter opposition dans les (4) quatre jours de la date de la première publication de cet avis dans ce journal, à la commission des Transports du Québec.

Béliveau, Alarie, Chouinard & Associés  
2, Place Québec suite 836  
Procureurs des requérants

**630 Avis légaux - soumissions - appels d'offres**  
Canada  
Province de Québec  
District de Montréal

**COUR SUPÉRIEURE**  
No: 500-05-012, 075-741

**ROBERT ANCTIL**, résident et domicilié au numéro 215 de la rue LaFrance, dans la cité de Longueuil, district de Montréal,

contre:  
**LES HERITIERS DE JACQUES-JANVIER JOUBERT & DAME ANTOINETTE ROBIN**, Jos. Jean Joubert, Maurice Joubert & M. ET Mme Louis Champagne, autrefois de St-Vincent-Paul, maintenant de lieu inconnu,

et:  
**JOSEPH-ARTHUR VAILLANCOURT**, autrefois domicilié au numéro 4136 de la rue Metana, cité et district de Montréal, maintenant de lieu inconnu,

Défendeurs,  
et:  
**LE REGISTRATEUR DU BUREAU D'ENREGISTREMENT DE MONTREAL**

Mise-en-cause,  
**IL EST ENJOINT** aux HERITIERS DE JACQUES-JANVIER JOUBERT & DAME ANTOINETTE ROBIN, Jos. Jean Joubert, Maurice Joubert & M. ET Mme Louis Champagne, et à M. JOSEPH-ARTHUR VAILLANCOURT à l'intention desquels une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe de cette Cour de comparaitre dans un délai de trente (30) jours suivant la dernière publication.

MONTREAL, le 5 septembre 1974.  
Jean-Guy Vaugeois  
Protonotaire-adjoint C.S.M.  
Mc Jules LeRiche,  
360, rue St-Jacques ouest  
Montréal, Québec H2Y 1P5

**630 Avis légaux - soumissions - appels d'offres**  
2 CBFT (R-C), Montréal  
4 CFMC (TVA), Québec  
4 CBOT (CBC), Ottawa  
5 CKMI, Québec  
6 CBMT (CBC), Montréal

**630 Avis légaux - soumissions - appels d'offres**  
Canada  
Province de Québec  
District de Montréal

**COUR SUPÉRIEURE**  
No: 500-05-012, 075-741

**ROBERT ANCTIL**, résident et domicilié au numéro 215 de la rue LaFrance, dans la cité de Longueuil, district de Montréal,

contre:  
**LES HERITIERS DE JACQUES-JANVIER JOUBERT & DAME ANTOINETTE ROBIN**, Jos. Jean Joubert, Maurice Joubert & M. ET Mme Louis Champagne, autrefois de St-Vincent-Paul, maintenant de lieu inconnu,

et:  
**JOSEPH-ARTHUR VAILLANCOURT**, autrefois domicilié au numéro 4136 de la rue Metana, cité et district de Montréal, maintenant de lieu inconnu,

Défendeurs,  
et:  
**LE REGISTRATEUR DU BUREAU D'ENREGISTREMENT DE MONTREAL**

Mise-en-cause,  
**IL EST ENJOINT** aux HERITIERS DE JACQUES-JANVIER JOUBERT & DAME ANTOINETTE ROBIN, Jos. Jean Joubert, Maurice Joubert & M. ET Mme Louis Champagne, et à M. JOSEPH-ARTHUR VAILLANCOURT à l'intention desquels une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe de cette Cour de comparaitre dans un délai de trente (30) jours suivant la dernière publication.

MONTREAL, le 5 septembre 1974.  
Jean-Guy Vaugeois  
Protonotaire-adjoint C.S.M.  
Mc Jules LeRiche,  
360, rue St-Jacques ouest  
Montréal, Québec H2Y 1P5

**630 Avis légaux - soumissions - appels d'offres**  
2 CBFT (R-C), Montréal  
4 CFMC (TVA), Québec  
4 CBOT (CBC), Ottawa  
5 CKMI, Québec  
6 CBMT (CBC), Montréal

**630 Avis légaux - soumissions - appels d'offres**

**Sous la rubrique 630 des petites annonces,**

**LE JOUR**  
publie vos avis légaux, soumissions et appels d'offres.  
Communiquez avec:  
**Ginette Tremblay**  
331-8961

## Horaires Télévision

9C Câble TV, Montréal  
9NC National Cablevision, Montréal  
10 CFMT (TVA), Montréal  
11 CBVT (R-C), Québec  
(11) TCO (câble), Québec

12 CFCF (CTV), Montréal  
(12) CKRS, Jonquière  
13 CKTM, Trois-Rivières  
(13) CJOH (CTV), Ottawa  
(30) CFVO, Hull

10.30  
2 9 (9) 11 (12) 13 Le téléjournal  
4 (6) 7 10 (30) Les nouvelles TVA  
9NC Echos du monde armenien

10.45  
2 9 (9) 11 (12) Nouvelles du sport et météo  
13 Le 13 vous informe

11.00  
2 9 (9) 11 (12) 13 Appelez-moi Lise (variétés)  
4 Ou sobriété don't? (jeu)  
(4) 5 6 8 12 (13) News  
(6) En fin de soirée: "Les vierges", Fr. 1962. Film à sketches de J.P. Mocchi avec Catherine D'Amant, Josiane Rivarella et Catherine Deriac.

7 Informa 7  
9NC Big Fights of the Decades  
10 La couleur du temps  
(30) Mission: Impossible (suspense)

11.05  
4 Dialogue

11.15  
7 10 Sans pantoufles "Des gosses de riches", Il. 1953. Comédie dramatique de P. Musseta avec Susan Stephen, Anna Maria Ferrero et Marina Vlahy.

11.20  
8 (13) Sportsline  
12 Pulse (information)

11.22  
(4) 5 6 Viewpoint (information)

11.30  
(4) CBOT Tonight (information)  
5 After Eleven: "The bachelor and the Bobby Soxer", E.U. 1947. Comédie d'1. Reis avec Cary Grant, Myrna Loy et Shirley Temple.  
6 Montreal Tonight (information)  
8 (13) Simply Charlotte (magazine)

11.45  
6 Ciné-Six: "Sabrina", E.U. 1954. Comédie sentimentale de B. Wilder avec Audrey Hepburn, Humphrey Bogart et William Holden.

11.50  
(4) Football

12.00  
2 9 11 (12) Cinéma: "Qu'ai-tu fait à la guerre papa?", E.U. 1966. Comédie de B. Edwards avec James Coburn, Dick Shawn et Sergio Fantoni.  
8 (13) Midnight at the Movies: "Merino let's go", E.U. 1961. Comédie de R. Walsh avec Tom Tryon, David Hedison et Tom Reese.  
(9) Ciné-Soir: "Le petit monstre", Fr. 1964. Comédie de J.P. Sassy avec Jean Point, Michel Serrault et Noëlle Nobécourt.

9NC Sports Close-Up  
12 Feature Movie: "The Bridges of Fu Manchu", G.B. 1966. Aventures de D. Sharp avec B. Christopher, Lee Douglas Wilmer et Marie Versini.  
(12) Cinéma: "Traquée", E.U. 1947. Drame policier de R. Wallace avec Glenn Ford, Barry Sullivan et Janis Carter.  
13 Ciné-Soir: "Le pirate du roi", E.U. 1967. Aventures de D. Weis avec Doug McClure, Jill St. John et Guy Stockwell.

12.45  
7 Informa 7  
10 Le 13 vous informe

10.00  
(4) 5 The nature of things  
9NC Douglas Leopold Journal  
9NC Helmic Voice

9.30  
2 9 (9) 11 (12) 13 Le 60 (information)  
(4) 5 6 Front Page Challenge (panel)

10.00  
(4) 5 The nature of things  
9NC Douglas Leopold Journal  
9NC Helmic Voice

1.30  
2 Le téléjournal

La Coopérative et LE JOUR présentent

**Les bandes dessinées québécoises**

**JAUNES D'OEUFs** par TANGUAY

**lunambule** par tibo

**DONG DONG**

**J'ENTEND D'ICI SONNER LE GLAS POUR MES 3.000.000 DE FRÈRES... HEU... MORTS DANS L'OEUF!**

**le sombre vilain**

C'EST AINSI QUE LE SOMBRE VILAIN S'EMPARA DE L'ARME ABSOLUE ET S'ENFUIT DE LA BASE SECRÈTE!

# vie et culture

À la cinémathèque québécoise

## Une saison marquée par une volonté de redécouverte du cinéma mondial

C'est jeudi dernier que la Cinémathèque québécoise inaugure sa dixième saison de projections publiques. Ce soir, donc, démarre la première semaine de projection au 1700 St-Denis (Bibliothèque nationale du Québec à Montréal) d'une nouvelle saison qu'occupent Dovjenko, le cinéma canadien, le cinéma d'animation, la Columbia Pictures et... le cinéma mondial.

### Une histoire du cinéma mondial

En effet, une importante série consacrée à l'"Histoire du cinéma mondial" se poursuivra tout au long de l'année (le mercredi à 19h30), permettant ainsi la découverte de plus de 50 films-étapes. Parmi ceux-ci on trouve "Kimiko" du Japonais Mikio Naruse (1935), "Le triomphe de la vol-

lonté" de Leni Riefenstahl (Allemagne, 1935), "Young Mr Lincoln" de John Ford (USA, 1930), "Extase de Gustav Machaty (Tchécoslovaquie, 1032), "Les aventures extraordinaires de Mr West au pays des Bolcheviks" de Lev Koulechov (URSS, 1924). Ceci pour la programmation de septembre et d'octobre. Et par la suite on retrouvera les metteurs en scène suivants: Jean Epstein, Marcel Carné,

Slatan Dudow, Luis Bunuel, Eisenstein, Kozintzev, Visconti, Flaherty, René Clair, Jean Renoir, Carl Dreyer, Bergmann, Griffith, Hitchcock et Chaplin. Une "histoire" à suivre.

Notons qu'à cette occasion la cinémathèque a publié une brochure explicative tout d'abord ce choix pour ensuite, film par film, nous faire pénétrer plus avant dans cette sélection en nous en donnant les informations pertinentes.

par le manque d'intérêt envers un programme isolé. "C'est donc pour pallier à ces difficultés qu'on a réuni les "classiques" de l'histoire du cinéma en une série qui a été illustrée d'une brochure. Brochure qui essaierait, nous explique-t-on, "de fournir le plus d'informations et de points de discussion possibles en rapport avec le film non pas pris en soi mais situé dans la trajectoire plus globale de l'époque ou du cinéaste."

### De Dovjenko au cinéma d'animation

La cinémathèque proposera également aux cinéphiles une rétrospective Dovjenko, à l'occasion du 80ème anniversaire de naissance du célèbre cinéaste ukrainien. Cette rétrospective débutera jeudi avec "Petit fruit de l'amour" et "La sacochette du courrier diplomatique".

### Des films-étapes

Enfin, si nous avons employé précédemment le terme même de "classique du cinéma" précisons qu'il est remis en question. "Cette notion, nous disent les responsables de la série, véhicule toute une série de connotations idéalistes: oeuvre au-dessus des temps, éternelle et universelle des sa naissance et par essence, parfaite de forme, échappant à son contexte social de production, sans rapport avec les idéologies existance, etc. Nous avons cru plus intéressant de parler de films-étape, c'est-à-dire de films qui témoignent du degré de perfection, de problématique, d'intérêt, de recherche formelle qu'avait atteint la production de telle année, de tel pays. Nous pensons plus juste et conforme à la réalité de souligner les contextes de production, la position que les cinéastes y occupent, les déterminations économiques, politiques, idéologiques ou expressives qui les régissent, et de choisir les films en conséquence."

### Briser l'indifférence

D'autre part, il était devenu évident après quelques années d'expérience que les films importants de l'histoire du cinéma mondial que projetait la cinémathèque se heurtaient à une certaine indifférence du public. Cette indifférence serait motivée "soit par le manque de connaissance, soit par le manque de curiosité, soit

Le cinéma canadien continuera d'occuper les séances du mercredi à 21h30. Le premier programme propose des films récemment terminés et encore inédits à Montréal: "Guitare de Richard Lavoie (ce mercredi) "La crise d'octobre 1970" de Robin Spry (le 25 septembre), "Monkeys in the Attic" de Morley Markson (le 2 octobre) et "Dreamland" de Donald Brittain (le 9 octobre).

Enfin le cinéma d'animation occupera périodiquement les séances du mardi soir, à 19h30: un homme à John et Faith Hubley (le 17 septembre), animation canadienne récente (le 24 septembre) et une rétrospective Winsor McCay (le 8 octobre.)

Plus tard en octobre et novembre la Cinémathèque présentera un hommage à la Columbia Pictures, une sélection des meilleurs films d'animation présentés au dernier festival de Zagreb ainsi que quelques films tchécoslovaques réalisés au cours des trois dernières années.



## Le flûtiste Paul Horn inaugure les spectacles de l'Outremont

C'est le flûtiste de renommée internationale Paul Horn qui inaugurerà, samedi 21 septembre, la saison des spectacles de l'Outremont, produits par Beau Bec et le Cinéma Outremont.

Le grand succès des spectacles présentés l'an dernier à prix populaire dans la vieille et sympathique salle de la rue Bernard, les producteurs ont programmé cette année trente spectacles, présentés à raison de deux par soir, de septembre à juin. Félix Leclerc, les Séguin, Jean-Guy Moreau, Yvon Deschamps, Harmonium, Claude Dubois, Louise Forestier, Manège et Véronique Samson ont déjà trouvé une place confirmée au calendrier de la saison. D'autres seront bientôt confirmés, dont Jean-Pierre Ferland, Gilles Valiquette, Gilles Vigneault, Sol, Pauline Julien et Sonny Terry & Brownie McGhee.

Cette année, pour faciliter l'achat des billets, les guichets de l'Outremont ouvriront dès midi tous les jours.

Mais qui est Paul Horn, peut-être moins bien connu au Québec, qui ouvre le bal samedi? Plusieurs amateurs de Rock et de Jazz ont pourtant déjà entendu le son de sa flûte sur des disques des Beatles, de Donovan, de Ravi Shankar et de Miles Davis avec lesquels Horn a enregistré à Los Angeles.

C'est également à Los Angeles, qu'il rencontra le Maharishi Mahesh Yogi; il s'intéressa énormément à la méditation transcendantale et alla à plusieurs reprises étudier aux Indes avec le Mararishi.

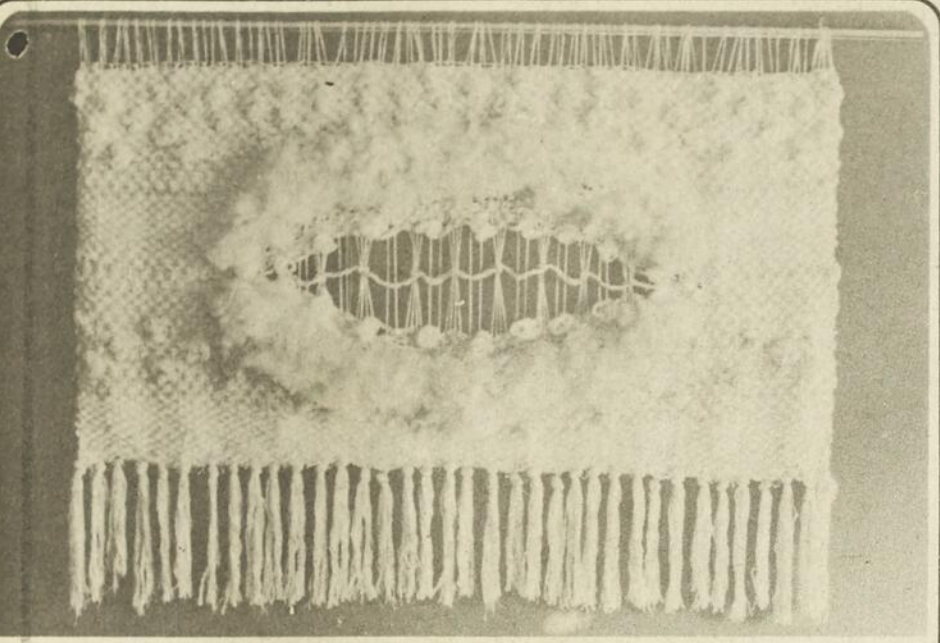
C'est au cours d'une de ses visites aux Indes qu'il obtint la permission de jouer à l'intérieur du plus somptueux temple du monde: le Tjamahal. Cet album fut produit en 1968 (Epic Inside I); Paul Horn y est accompagné par la voix d'un grand de ce temple.

De retour à Los Angeles, Paul Horn s'aperçut rapidement que cette ville ne lui plaisait plus et il déménagea alors à Vancouver. C'est là qu'il enregistra Inside II, qui résulte d'un essai de communication musicale avec un groupe de dauphins.

Paul Horn, soliste dans l'Orchestre Symphonique de Victoria, enseigna la musique et la méditation transcendantale dans les plus grandes universités à travers les États-Unis et le Canada.

Paul participa aux plus grands festivals de jazz dont Newport, Monterey, Bologna. Paul a écrit la musique d'une demi-douzaine de films de l'ONF. Il anime le "PAUL HORN show" sur le réseau CTV de Vancouver? (Série hebdomadaire de 30 minutes); il est également rédacteur des "jazz polls" des magazines Down Beat et Playboy.

Ce spectacle, une co-production Kosmos, est une expérience musicale unique à ne pas manquer samedi le 21 septembre à 8h30 et à 11 heures. Les billets sont déjà en vente au Cinéma et à l'Alternatif.



## Au Centre culturel de Dorval Des tapisseries de Fontaine et Vaillancourt

Pour inaugurer la saison, le Centre Culturel de Dorval présentera une exposition de tapisseries, oeuvres de deux artistes: Michèle Fontaine et Danielle Vaillancourt.

À base de techniques différentes, claire-voie dans le cas de Mme Fontaine et basse-lisse dans celui de Mme Vaillancourt, leurs oeuvres sont de facture contemporaine et cadrent parfaitement dans l'optique actuel du design.

Michèle Fontaine après avoir terminé ses Beaux-Arts à Sir George Williams University fut tour à tour étalagiste, professeur

d'arts plastiques, coordinatrice de mode, recherchiste et animatrice à Radio-Canada pour ensuite se consacrer exclusivement à la tapisserie, d'abord sous la direction de Madeleine Arbour dans ses ateliers et ensuite dans son propre atelier. Elle participa à une exposition de groupe au Centre d'art de Boucherville en 1971, et en 1972 tint une exposition solo aux Ateliers du Vieux Longueuil, exposition sur laquelle Radio-Canada fit un reportage dans le cadre de l'émission "Femmes d'Aujourd'hui". Elle fera partie du groupe d'artistes appartenant à la nouvelle galerie "La Relève", qui ouvrira ses portes le 18.

Danielle Vaillancourt après avoir fait des études en céramique, se dirigea vers la tapisserie ds 1968. Après trois ans de tapisserie à longs points, elle étudia sous Madeleine Arbour la tapisserie à claire-voie puis pris le cours de créativité de M. Louis Auclair et de technique de tissage sous Mme Constantineau et Soeur Cécile Auger. Depuis 1972 elle est professeur de tapisserie à la Régionale Le Royer dans le cadre de l'éducation des adultes. Au printemps '74, elle participa au voyage d'observation en tapisserie en France avec l'Office Franco-Québécois. Elle a son actif plusieurs expositions.

### Perspective-Jeunesse!

## Un bilan au "60"

Ce soir à 21 h 30, le 60 animé par Pierre Nadeau, présentera un bilan des travaux de Perspective-Jeunesse, fait avec les jeunes qui ont collaboré aux différents projets et avec ceux qui en ont profité.

À la même émission, les télespectateurs pourront assister à une enquête, effectuée par le reporter Guy Lamar-

che, concernant la langue de travail des employés de la Compagnie Bell, à Hull.

Enfin, parmi les autres sujets au 60, cette semaine, mentionnons un reportage sur le climat qui règne présente-

ment dans la ville industrielle de Birmingham, en Angleterre, à la veille de l'annonce d'élections prochaines en Grande-Bretagne. L'émission sera diffusée ce soir à la chaîne française de Radio-Canada.

## Bernard Valiquette n'est plus

M. Bernard Valiquette, personnalité bien connue du monde de l'édition et de l'information à Montréal, est décédé hier à l'âge de 61 ans.

À la tête des Éditions Bernard Valiquette, il accomplit pendant la seconde guerre mondiale une oeuvre importante de publication de l'oeuvre de quelques grands écrivains classiques français, Victor Hugo, André Gide, François Mauriac, Saint-Exupéry, etc, dans une période où les relations culturelles et les communica-

tions étaient naturellement coupées avec la France.

Journaliste dans quelques publications, et notamment au "Nouveau Journal", M. Valiquette était depuis le 1er janvier 1963, date qui correspond à la première de l'ancienne émission "Aujourd'hui", au service de la recherche des grandes émissions d'actualité de Radio-Canada.

Que ses nombreux amis et ses proches trouvent ici l'expression de nos regrets et de notre sympathie.

## où irons-nous?

### Cinéma

fredo Garcia: 1.15, 3.15, 5.15, 7.15, 9.15.  
 CREMAZIE: 8610 St-Denis, 388-4210. A coup de magnum: 8.00 Samedi, dimanche: 2.05, 6.00, 9.45. Superdrome: 6.30, 10.15, Samedi et dimanche: 12.20, 4.15, 8.00.  
 DAUPHIN (McLaren): 2396 E. Beaubien, 721-6060. Les Valseuses: Sam-dim: 12.00, 3.00, 5.10, 7.20, 9.30 et lun, mar-jeu: 7.20, 9.30.  
 DAUPHIN (Renoir): 2396 E. Beaubien, 721-6060. Le Magnifique: Sam-dim: lun: 1.30, 3.30, 5.30, 7.40, 9.40, Mar-jeu: 7.40, 9.40.  
 ELYSEE: 35 Milton, 842-6053 SALLE RESNAIS The Holy Mountain (La montagne sacrée) (version originale - sans français): Jeu-Vend: 7.15, 9.30 Sam-dim: lun: 1.10, 3.10, 5.30, 7.30, 10.00 Lundi au jeudi: 7.15, 9.30 SALLE EISENSTEIN: Le Retour d'Afrique (Version originale, sous-titré anglais): jeu-ven: 7.15, 9.30, Sam-dim: lun: 1.10, 3.10, 5.30, 7.30, 10.00 Lundi au jeudi: 7.15, 9.30  
 ANJOU: 7617 boul Des Galeries d'Anjou, 353-5960. Le dernier tango à Paris: Sam. Dim. Lun. 12.30, 4.50, 9.30. Sur semaine: 9.30 Electra-glide Blue: Sam. Dim. Lun. 2.45, 7.20. Sur semaine: 7.20.  
 ARLEQUIN: 1004 Ste-Catherine E., 288-2843. "South Pacific": 2.00, 5.10, 8.30.  
 ATWATER: Niveau Metro Alexis Nihon, 935-4246. California Split: 1.10, 3.15, 5.15, 7.15, 9.15.  
 ATWATER: Etage Mode Plaza Alexis Nihon: "The Sting": 7.20, 9.30.  
 AVENUE: 1224 Greene Av., Westmont, 937-2747. W: 1.00, 2.40, 4.20, 6.00, 7.40, 9.20.  
 BERRI: 1280 St-Denis, 878-2424. Un silencieux au bout du canon: 2.30, 6.00, 9.35.  
 BEAVER: 5117, Avenue du Parc, 844-1932. Pleasures of a woman, et "Keep it up".  
 BIJOU: 5030 Papineau. Les minettes en folie: 1.00, 4.15, 6.55, Kamassutra d'aujourd'hui: 2.20, 5.30, 8.30.  
 BONAVENTURE: 1 Place Bonaventure, 881-2725. Sex Thief.  
 CANADIEN: 1201 Ste-Catherine E., 523-5180. On danse sur la jupe: 12.30, 3.40, 6.55. La revanche des coolies: 2.05, 5.15, 8.30.  
 CHAMPLAIN: 1815 Ste-Catherine E., 524-1885. L'Arnaque: 1.30, 5.30, 9.35. Sentimentalement volé: 12.30, 3.50, 7.55.  
 CINE-CENTRE: 1430 rue Bleury, 288-7102. Magdalena la possédée du diable et "La dame rouge tua sept fois".  
 CINE-CENTRE: Werwolf Shadow et "Tomb of the blind dead".  
 CINEMA, CHEVALIER: 1590 rue St-Denis. "Le concierge": 1.00, 3.05, 5.10, 7.20, 9.25.  
 CINEMA 2001: 855 Decarie, 277-2001, 14 septembre: Abattoir 5: 7.00. The last detail: 9.30. Harold et Maude: Minuit: 15 septembre. Harold et Maude: 3.00, 4.30. Abattoir 5: 7.00. The last detail: 9.30, 16, 17, 18 et 19 sept.: Abattoir 5: 7.00. The last detail: 9.30, 20 septembre. "The last detail": 7.00. Les sentiers de la gloire: 9.30. Harold et Maude: Minuit.  
 CINEMA 7e ART: 3180 Belanger est. 722-0302. Cris et Chuchotements: Vendredi: 7.30. Samedi: 7.40. Dimanche: 9.40. Le Lien: Vendredi: 9.15. Samedi: 5.30, 9.25. Dimanche: 3.45, 7.45. Sur semaine: 7.30.  
 CINEMA de PARIS: 886 Ste-Catherine O., 861-2998. Lacombe Lucien: 12.00, 2.25, 4.55, 7.20, 9.50.  
 CINEMA LE PIERRON: 1590 St-Denis, 845-2222. Orange mécanique: Lundi vendredi: 6.20, 9.00 samedi et dimanche: 1.20, 3.54, 6.28, 9.02.  
 CINEMA V. 5550 Sherbrooke O., 489-5559. SALON ROUGE: Lacombe Lucien: Sur semaine: 7.20, 9.50, dimanche: 12.00, 2.25, 4.45, 7.20, 9.50. SALON BLEU: "Pickepers daughter": 7.15, 10.25. Dimanche: 12.55, 4.05, 7.15, 10.25. Deep Hunger: 8.50. Dimanche: 2.30, 5.40, 8.50.  
 CLAREMONT: 5038 Sherbrooke O., 486-7395. "Bring me the head of Al-

6.10, 10.00. Samedi et dimanche: 12.15, 4.10, 8.00.  
 MID-MINUIT: 4462 rue St-Denis 842-8264. "enquête sur les apprenties et "Intime rapport au college des filles".  
 MONKLAND: 5505 av. Monkland, 484-3570. "Live and let die": 1.20, 5.20, 9.35. The Mechanic: 3.25, 7.50.  
 NOUVEAU-NATIONAL: 1220 est. rue Ste-Catherine, 521-1119. Les cheveux au-dessus de Zoro et "Sexe et l'amour".  
 OUTREMONT: 1248 Bernard O., 277-4245 Samedi: Terre en transe: 7.00. Chili, terre promise: 9.30. Dimanche: "Chili, terre promise": 2.00 et 4.30. "Harold et Maude": 7.00. "L'invitation": 9.30. Lundi et mardi: "Harold et Maude": 7.00. "Vol en première page": 9.30. Mercredi et jeudi: "Tout va bien": 7.00. "Chili, terre promise": 9.30. Vendredi: "Le jardin des Finzi-Contini": 7.00. "The Pedestrian": 9.30.  
 PALACE: 6305 Ste-Catherine O., 866-6991. Death Wish: 1.00, 3.10, 5.20, 7.30, 9.40. Samedi dernier spectacle: 11.30.  
 PAPINEAU: 4519 Papineau, 521-6853. La pomme, la queue et les pépins: 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30.  
 PARC (Verdun): 720 av. de l'Eglise, 768-2509. Sexe et l'amour: Les cheveux au-dessus de Zoro.  
 PIGALLE: 318 Ste-Catherine O., 861-2807. La pomme, la queue et les pépins: 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30.  
 PLACE DU CANADA: Entree Via Hotel Chateau Champlain, 861-4595. The Three Musketeers: 1.15, 3.15, 5.15, 7.15, 9.15.  
 PLACE VILLE-MARIE: 577 Dorchester O., 866-2644. "Chinatown": 12.10, 2.35, 4.50, 7.05, 9.20.  
 PALAZZA: 6305 St-Hubert, 274-6155. On danse sous la jupe: 12.30, 3.40, 6.55, 10.10. La revanche des coolies: 2.05, 5.15, 8.30.  
 PUSSYCAT: 4015 rue St-Laurent 845-5215. Africain, sexuels: 12.00, 3.50, 5.15, 8.40, 9.35. Samedi: 1.30, 4.15, 7.00, 9.50.  
 SEVILLE: 2155 Ste-Catherine O., 932-1139. Panorama Blue: 1.00, 2.25, 3.50, 5.15, 8.40, 9.35. Samedi: dernier spectacle: 11.20.  
 SNOWDON: 5225 boul. Decarie 482-1322. Kazablan: 1.10, 3.10, 5.00, 7.00, 9.00.  
 ST-DENIS: 1594 St-Denis 849-4211. La Maison des dames: 12.00, 3.30, 6.45, 10.15. officier de police sans importance: 1.30, 5.00, 8.30.  
 VAN HORNE: 6150 Côte des Neiges, 721-8243. Uptown Saturday Night: 1.10, 3.10, 5.15, 7.15, 9.20.  
 VELOMME: Place Victoria 878-1451. The best of the second New York erotic film festival: 12.30, 2.15, 4.05, 5.55, 7.45, 9.35.  
 VERDUN: 3841 rue Wellington 768-2092. L'Arnaque: Sam-dim: lun: 1.40, 5.40, 9.40, mar-jeu: 8.00. Sierra Torride: sam-dim: lun: 3.50, 7.50, mar-jeu: 6.15, 10.00.  
 VERSAILLES (SALON BLEU): 7265 Sherbrooke E. "La pomme, la queue et

Après "Deux Femmes en Or" 18 ANS Adultes  
 Le Nouveau Film de CLAUDE FOURNIER  
**La pomme, la queue... et les pépins!**  
 le film le plus audacieux jamais tourné au Québec  
**LES ORDRES**  
 des le 27 septembre

THEATRE PORT-ROYAL (842-2112): "Un tramway nommé désir" avec Hélène Loiselle, 20.30. Rel. lundi.  
 THEATRE D'AUJOURD'HUI: "Strauss et Pesant, 20.30. Rel. lundi jusqu'à 12 octobre.  
 Variétés  
 L'ÉVÈCHE: Randy Bishop  
 L'ATRE (4461 St-Denis): "Jacques Antonin"  
 IN CONCERT (2 rue Le Royer): "Grover Washington: à 21h. "Jessie Winchester."  
 PLACE DES ARTS: (salle Wilfrid-Pelletier) "Nana Mouskouri et les Athéniens".  
 SALLE MAISONNEUVE: "Les Feux-Follets" à 20.30.  
 THEATRE DU NOUVEAU MONDE (84 ouest, rue Ste-Catherine): "Gilles Vigneault, du 4 au 29 septembre à 20.30.

avec Donald Lautrec, Han Masson, Janine Sutto, Romeo Perusse, Real Beland, Gilles Pellerin, Danielle Oumet, Paul Buissonneau, Denis Drouin, Louise Turcot, Jean Lapointe, Thérèse Morange  
 aux 5 cinés!  
**PIGALLE** 310 STE CATHERINE O. 861-2307  
**PAPINEAU** Papineau à Mt. Royal 521-6853  
**GREENFIELD PK.** Pl. Greenfield Park 671-6129  
**LAVAL** Centre d'Achats LAVAL 688-6208  
**VERSAILLES** 7265 Sherbrooke E. 353-7880  
 Egalement aux Cinémas suivants:  
 MASKA IMPERIAL VENUS  
 Saint-Hyacinthe Saint-Jean Joliette  
 DU NORD CAPITOL  
 Saint-Jérôme Beauharnois

# le sport

La série débute ce soir

## Équipe-Canada 74 rencontre l'URSS

QUÉBEC (PC) — La préparation mentale est la clé du succès pour les Internationaux du Canada dans leur série de huit parties contre l'équipe nationale de l'URSS, qui débute ce soir, a affirmé lundi le centre André Lacroix.

Lacroix, qui prévoit former une ligne avec Bobby Hull et Johnny McKenzie dans la joute d'ouverture, nous a confié qu'il a passé presque tout l'été à se préparer mentalement pour cette série.

Je n'aurais jamais cru que le moral aurait été aussi bon. Habituellement, lorsque vous réunissez les joueurs d'équipes différentes, vous connaissez des problèmes parce que ces joueurs ont déjà été des adversaires et le seront de nouveau. Cette fois, l'attitude a été surprenante. Après les séances d'entraînement, chacun fraternisait. Nous mangions ensemble et passions nos heures libres ensemble, surveillant les mêmes films... des Russes à l'ordre," disait Lacroix.

Lacroix nous a confié que la grandeur de la glace à Moscou, que certains croient être un facteur de défaite possible pour les Canadiens, ne sera probablement d'aucune importance: "Chacun affirme que les Russes sont rapides, mais je ne crois pas qu'ils puissent être beaucoup plus rapides que Bobby Hull. Il est probablement le plus

rapide joueur des deux équipes qui s'affronteront. Les Russes comptent beaucoup sur les passes et ne lancent jamais la rondelle à l'intérieur des lignes adverses.

### Le Canada gagnera

—Sjoberg

WINNIPEG (PC) — Lars Erik Sjoberg, un ex-joueur de l'équipe nationale de Suède, dit croire que l'équipe-Canada 74 remportera leur série de huit parties contre l'Union soviétique. Sjoberg, qui était considéré comme un des meilleurs défenseurs en Europe, avant de se joindre aux Jets de Winnipeg de l'AMH cet été, est actuellement conseiller auprès de l'instructeur Billy Harris de l'équipe canadienne. Sjoberg affirme que l'équipe actuelle est aussi bonne que l'équipe-Canada de 1972, formé des joueurs de la LNH, qui a remporté la série à l'époque.

C'est peut-être un avantage pour eux, mais je crois que si nous pouvons nous entraîner sur leur glace à quelques reprises, nous nous habituerons."

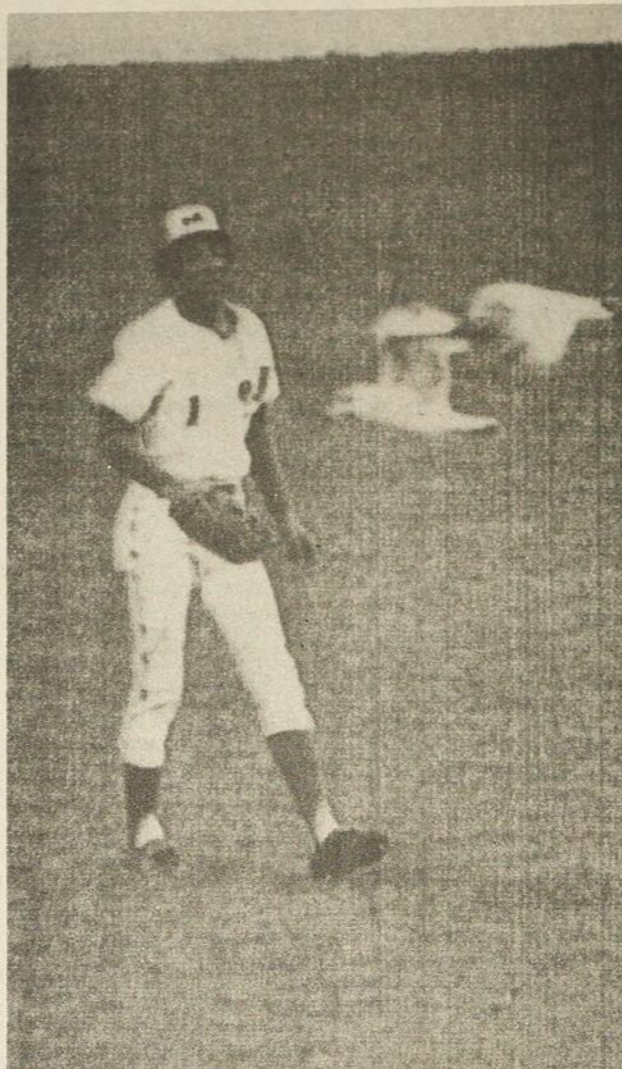
Lacroix a évolué occa-

sionnellement aux côtés de Hull lorsque les deux faisaient partie de l'alignement des Black Hawks de Chicago de la LNH et a aussi travaillé sur les jeux de puissance avec McKenzie lorsqu'ils étaient coéquipiers chez les Blazers de Philadelphie de l'AMH, il y a deux ans.

"Je connais les possibilités de Bobby et le style de McKenzie. Nous nous parlons beaucoup sur la glace et travaillons durement ensemble. C'est la raison pour laquelle nous avons eu un bon camp d'entraînement."

Lacroix, qui se joindra aux Mariners de San Diego de l'AMH après la série Canada-Russie, s'est refusé à toute prédiction. "Je joue toujours au jour le jour et je disputerai cette série partie par partie. Actuellement, je ne pense même pas au jour où je rejoindrai San Diego. Contre les Russes, vous ne pouvez prétendre vous préparer pour la prochaine partie. Vous devez jouer 60 minutes contre eux. Si chacun se rend sur la glace pour faire son travail, en ne pensant pas à la prochaine rencontre, nous aurons une bonne chance de l'emporter."

L'instructeur Gord Mackie, qui s'est trouvé une chambre au château Frontenac pour y poursuivre le conditionnement de ses joueurs hors glace, a révélé qu'aucun des joueurs ne souffre de blessure. Hull a patiné dimanche et lundi sans



Willie Davis s'amusait trop avec les oiseaux pour que Gene Mauch le laisse au champ centre. Il l'a donc remplacé par Ron Woods à la septième manche et il avait raison car ce dernier a fait produire deux points pour donner la victoire aux Expos.

utiliser son support de genou qui lui a été fourni en cas de nécessité, après qu'il eut subi une blessure de peu de gravité la semaine dernière. Quant à Paul Henderson, il s'est remis d'une blessure à l'épaule.

### Ottawa et la série

Hier, les joueurs et dirigeants des deux équipes ont assisté à un dîner offert par le ministre Marc Lalonde de la Santé et du Bien-être à Ottawa.

Le premier ministre Trudeau prendra part aux cérémonies d'ouverture de la série qui opposera les équipes du Canada et de l'Union soviétique, au cours d'une visite qu'il effectuera à Québec mardi. Le bureau du premier ministre a en effet annoncé, lundi, que M. Trudeau et l'ambassadeur soviétique au Canada, M. Alexandre Yakovlev, feraient lamise au jeu du premier des huit matches que se disputeront les deux équipes.

Une huitième victoire

## Expos 3, Mets 2

Ron Woods qui a remplacé le champ centre Willie Davis au début de la partie, a frappé un coup sûr dans la septième manche pour produire deux points après deux retraits et les Expos de Montréal ont battu les Mets de New York 3-2 hier dans la première partie d'un programme double.

Cette victoire égalise le record de l'équipe pour les gains consécutifs soit huit. La poussée a débuté à New York le

10 septembre. Les Mets ont pris les devants 2-1 quand Dave Schneck a cogné un simple après un retrait à la sixième, après un autre retrait, Duffy Dyers a été touché par la balle ce qui a poussé Schneck au deuxième puis Jerry Koosman a frappé un simple à la gauche du lanceur des Expos Mike Torrez (13-8) pour faire compter un point.

Les Expos ont ouvert le pointage 1-0 à la troi-

sième manche avec un simple de Jim Cox qui s'est rendu par la suite au deuxième sur un mauvais lancer de Koosman. Et Torrez a frappé un double qui a fait marquer Cox. Deux erreurs dans la quatrième manche a permis aux Mets d'égaliser. Dont une de Willie Davis qui a échappé un ballon. Il a été remplacé à la septième par Woods.

New York.....000 101 002-2 8 2  
Montréal.....001 000 200-3 10 3  
Koosman (13-10), Miller (8) et Dyer; Torrez (13-8), Montague (8) et Foote.

## Jeux 76

### Les timbres olympiques: les éléments du programme

Le programme des timbres olympiques recélent plusieurs éléments s'adressant aux différents clients des Postes canadiennes. Certains ont été conçus en fonction des achats de la population en général, d'autres spécifiquement pour les philatélistes et un dernier à l'intention des commerçants canadiens.

La population canadienne peut aider au financement des Jeux de Montréal en achetant des timbres-Jeux olympiques, des boîtes de timbres, des répliques sur métal des timbres-Jeux, des albums souvenirs, des domestogrammes et des aérogrammes.

La conception de ce programme repose principalement sur le pouvoir d'achat des philatélistes du monde entier. Les timbres achetés par ces derniers ne sont pas employés à l'affranchissement du courrier et laissent des recettes nettes plus grandes. C'est pourquoi les émissions de timbres commémoratifs, destinées à la philatélie, sont plus nombreuses que celles des timbres-Jeux avec surtaxe.

Bien entendu, tout le monde peut se procurer des timbres commémoratifs et les employer à l'affranchissement de son courrier, mais, dans ce cas, aucun argent n'est versé à l'organisation des Jeux.

Une surtaxe associée aux timbres-Jeux olympiques permet de supporter les frais de distribution du courrier et participer au programme de financement des Jeux. En achetant un timbre de huit sous, on paye dix sous. Les deux sous de profit sont remis à l'organisation des Jeux et au sport amateur.

On peut se procurer les timbres-Jeux olympiques dans tous les bureaux de poste. Les premiers timbres à surtaxe ont été mis en vente le 17 avril dernier et le resteront jusqu'à la prochaine émission.

au début de 1975. Au total, quatre émissions auront été lancées quand débiteront les Jeux de Montréal.

Quant aux timbres commémoratifs, les collectionneurs peuvent se les procurer à une centaine de comptoirs philatéliques, répartis à la grandeur du Canada, ou par correspondance. Ce service, établi à Ottawa, approvisionne plus de 100.000 philatélistes au Canada et à l'étranger.

### Les autres éléments

Pour la première fois de son histoire, le ministère des Postes a reproduit des timbres-poste sur métal précieux. La première émission de timbres-Jeux a été reproduite sur bronze, sur argent fin et sur or fin. Ces répliques ont été mises en vente au cours de l'été pour une période limitée.

Plusieurs clients des Postes canadiennes utilisent des machines à affranchir au lieu des timbres. Pour leur permettre une participation au programme des timbres, les Postes canadiennes fabriqueront des clichés spéciaux, portant une inscription sur les Jeux, qu'ils pourront acheter.

Suite à une heureuse expérience à l'occasion du centenaire du Canada, le ministère des Postes mettra en vente des boîtes de timbres pour marquer la célébration des Jeux. Ces boîtes fonctionnelles ont été conçues pour ranger les articles d'affranchissement et de papeterie.

À titre de souvenir des Jeux de Montréal, des albums regroupant les timbres émis au cours d'une année ou ceux d'une série thématique seront aussi mis en vente.

La vente d'aérogrammes et domestogrammes ornés d'un dessin inspiré de l'olympisme clôturera ce vaste programme, en 1976.

## bref sport

### Courageux tient la coupe!

(AFP)—Le yacht américain "Courageous" a remporté lundi une troisième et écrasante victoire sur son challenger australien "Southern Cross" et s'achemine ainsi vers un fracassant succès final de 4 à 0 qui permettra à la "Auld Mug" de rester une fois encore aux États-Unis qu'elle n'a pas quittée d'ailleurs depuis 1851, tous les challengers ayant été battus...

Sur le plan d'eau de Newport, que les équipages américains connaissent parfaitement quant aux courants aussi bien que les vents et brises, "Courageous" a battu son non moins courageux, mais surclassé, adversaire "Southern Cross" par la marge impressionnante de 5.27. Le yacht américain, représentant le "New York Yacht Club", organisateur de la course, avait battu celui du "Royal Perth Yacht Club", de 4.54 dans la première course et de 1.11 dans la seconde.

## Plein air, chasse et pêche

par Gilles Richard

### La chasse au chevreuil: la Fédération prend position contre la chevrotine

À la suite de la parution, la semaine dernière, dans le journal "LE JOUR" d'un article blâmant le ministre Simard, du Tourisme de la Chasse et de la Pêche, de permettre à nouveau l'usage de la chevrotine pour la chasse au chevreuil, les réactions n'ont pas tardé à se faire sentir.

Le président de la Fédération québécoise de la Faune, Noël Laurin, un fier chasseur de chevreuil s'il en est un, fort au courant des effets néfastes de la chevrotine, a consulté quelques représentants du ministère à ce sujet, tant du service de la faune que du service de la conservation.

À son avis, biologistes et agents de la conservation sont unanimes pour reconnaître que la chevrotine est un engin de chasse qui ne devrait pas être permis pour chasser au Québec, compte tenu de nos conditions de chasse et de notre réglementation sur l'usage des chiens pour poursuivre le chevreuil.

À la réunion de l'exécutif de la Fédération québécoise

de la faune, vendredi soir

Ils peuvent se résumer ainsi: La chevrotine est un mauvais projectile de chasse: 1- c'est une masse de faible poids qui se déplace à faible vitesse, tel que la balle. 2- Le projectile ricoche et est dangereux pour les chasseurs. 3- Il n'a pas de force de frappe ou de choc. 4- La blessure qu'il laisse est longitudinale et ne cause pas d'hémorragie. 5- Sa portée est très limitée et de beaucoup inférieure à la distance à laquelle sont vus les chevreuils dans nos forêts de bois franc.

Samedi, lors de l'Assemblée régulière du Conseil de la Fédération, le président dernier, le soussigné, en tant que responsable du Comité de la chasse, n'a eu aucune difficulté à faire accepter par les directeurs présents, le bien fondé d'une réglementation qui interdirait l'emploi de la chevrotine comme projectile pour la chasse au chevreuil. La lecture de l'article du "JOUR" et les arguments qui sont invoqués ont été suffisants pour faire la preuve du point soulevé.

Noël Laurin et le soussigné,

reprenant les arguments déjà invoqués, ont facilement convaincus les représentants des différentes régions du Québec que la Fédération, en tant qu'association intéressée à ce que la faune du Québec soit protégée, se devait de prendre position lorsque des décisions politiques ou autres sont prises privant la faune de la protection à laquelle elle a droit.

Le chevreuil, en tant que gibier en régression au Québec, ne doit pas faire l'objet de marchandage quand vient le temps de légiférer à son sujet.

C'est pourquoi la Fédération québécoise de la faune se prononce catégoriquement, par une prise de position formelle, contre l'emploi de la chevrotine comme engin de chasse pour la chasse au chevreuil.

Espérons que le ministre sera plus sensible aux observations de ces vrais représentants des chasseurs québécois plutôt qu'aux pressions intempestives d'individus ou groupuscules qui ne pensent qu'à leurs intérêts.

## LIGUE NATIONALE LIGUE AMERICAINE

(Parties d'hier non comprises)

| Section est   |      |      |             | Section ouest |      |      |             |
|---------------|------|------|-------------|---------------|------|------|-------------|
| G             | PMOY | DIFF |             | G             | PMOY | DIFF |             |
| St-Louis      | 79   | 68   | .537        | New York      | 80   | 67   | .544        |
| Pittsburgh    | 77   | 69   | .527 1/2    | Baltimore     | 78   | 70   | .527 2/2    |
| Philadelphie  | 73   | 74   | .497 6      | Boston        | 76   | 70   | .521 3/2    |
| Montréal      | 68   | 77   | .469 10     | Cleveland     | 72   | 74   | .493 7/2    |
| New York      | 66   | 79   | .455 12     | Milwaukee     | 71   | 77   | .480 9/2    |
| Chicago       | 60   | 86   | .411 18 1/2 | Detroit       | 67   | 80   | .456 13     |
| Section ouest |      |      |             | Section ouest |      |      |             |
| Los Angeles   | 92   | 54   | .630        | Oakland       | 84   | 64   | .568        |
| Cincinnati    | 90   | 57   | .612 2/2    | Texas         | 79   | 69   | .534 5      |
| Atlanta       | 81   | 67   | .547 12     | Minnesota     | 75   | 73   | .507 9      |
| Houston       | 74   | 73   | .503 18 1/2 | Chicago       | 72   | 76   | .486 12     |
| San Francisco | 67   | 81   | .453 26     | Kansas City   | 72   | 76   | .483 12 1/2 |
| San Diego     | 53   | 95   | .358 40     | California    | 60   | 89   | .403 24 1/2 |

### Les meneurs

| J                   | B   | P   | CS | MOY | J    | B                | P   | CS  | MOY |     |      |
|---------------------|-----|-----|----|-----|------|------------------|-----|-----|-----|-----|------|
| Garr, Atlanta       | 136 | 576 | 79 | 204 | .354 | Carew, Minnesota | 140 | 551 | 82  | 201 | .365 |
| Garvey, Los A.      | 141 | 587 | 90 | 191 | .325 | Hargrove, Texas  | 120 | 381 | 53  | 126 | .331 |
| Zisk, Pittsburgh    | 134 | 489 | 70 | 156 | .319 | Orta, Chicago    | 127 | 476 | 73  | 152 | .319 |
| McBride, St-Louis   | 128 | 460 | 69 | 145 | .315 | McRae, K. City   | 134 | 486 | 64  | 154 | .317 |
| Buckner, Los A.     | 129 | 215 | 74 | 162 | .315 | Randle, Tex      | 140 | 484 | 64  | 149 | .308 |
| Stargel, Pittsburgh | 124 | 453 | 81 | 142 | .313 | Piatella, NY     | 128 | 473 | 68  | 145 | .307 |
| Brock, St-Louis     | 138 | 573 | 94 | 179 | .312 | Yastrzemski, Bos | 138 | 478 | 88  | 145 | .303 |
| Gross, Houston      | 141 | 526 | 71 | 162 | .308 | Maddox, NY       | 123 | 412 | 65  | 125 | .303 |
|                     |     |     |    |     |      | Burroughs, Tex   | 141 | 518 | 79  | 156 | .301 |
|                     |     |     |    |     |      | Allen, Chic      | 128 | 462 | 84  | 139 | .301 |

### Lanceurs probables

|   |  |
|---|--|
| Cincinnati, Philadelphie, 36; Wynn, Los Angeles, 31.  | Circuits: Allen, 32; Jackson, Oakland, 29.   |
| Points produits: Schmidt, Philadelphie, 115; Bench, Cincinnati, 115.                        | Lanceurs, (14 décisions): Champion, 11-3; 786; Filtz Morris, Kansas City, 11-5; 688. |
| Lanceurs: (14 décisions): John, Los Angeles, 13-3; 813; Caldwell, San Francisco, 13-4; 765. |  |

|  |  |
|--|--|
| Chicago, Detroit 0-0 à Philadelphie, Twitchell 6-9.            | Detroit, Coleman 12-12 à Boston, Lee 16-12.          |
| St-Louis Bibson 10-12 à Pittsburgh, Reuss 15-9.                | Baltimore, Palmer 6-12 à New York, Medich 18-13.     |
| New York, Matlack 12-12 à Montréal, Rogers 13-20.              | Oakland, Hunter 23-11 à Kansas City, Busby 19-14.    |
| Cincinnati, Billingham 19-9 à San Diego, Grief 8-17.           | Cleveland, J. Perry 15-11 à Milwaukee, Colborn 8-12. |
| Houston, Griffin 13-9 à Los Angeles, Rau 13-8 ou Downing 5-6.  | California, Hassler 4-11 à Texas, Jenkins 23-11.     |
| Atlanta, Capra 14-8 à San Francisco, Barr 12-8 ou Bryant 3-15. | Minnesota, Albury 6-8 à Chicago Bahnsen 11-14.       |

1. Traction avant.
2. Freins à disque à l'avant.
3. Pneus à carcasse radiale.
4. Plus de place pour les jambes que dans une Eldorado.
5. Dimensions extérieures plus petites que celles d'une Super-Coccinelle Volkswagen.
6. Direction par pignon et crémaillère.

**MAINTENANT QUE VOUS SAVEZ CE QU'OFFRE LA FIAT 128, VOUS AUREZ PROBABLEMENT DU MAL À CROIRE CE QU'ELLE COÛTE**



R. BRISSON DIRECTEUR

Boul. Saint-Martin  
Auto Inc.  
1430 Saint-Martin,  
Chomedey,  
667-4960



La voiture la plus vendue en Europe.

# La radio du hockey

René Lecavalier et Richard Carneau vous en feront voir!

## clbf-690

ce soir à 20 heures

Une exclusivité de Radio-Canada  
**U.R.S.S. / CANADA**